Finances Anglaises

1784

HISTOIRE
DE L'ADMINISTRATION
DE LORD NORTH,
ET DE LA GUERRE
DE L'AMÉRIQUE SEPTENTRIONALE,
JUSQU'A LA PAIX, EN 1783.

SECONDE PARTIE.

HISTOIRE
DE L'ADMINISTRATION
DE LORD NORTH,

Ministre des Finances en Angleterre, depuis 1770 jusqu'en 1782,

ET DE LA GUERRE
DE L'AMÉRIQUE SEPTENTRIONALE,
JUSQU'A LA PAIX:

Suivie du Tableau Historique des finances d'Angleterre, depuis Guillaume III jusqu'en 1784.

Sine ira nec studio quorum causas procul habeo. *Tac.*



A LONDRES,

Et se trouve A PARIS,

Chez L'AUTEUR, rue des Fossés-Montmartre, n°. 35.

Chez COUTURIER, Imprimeur Libraire, Quai des Augustins, près l'Eglise.

M. DCC. LXXXIV.

LIVRE TROISIEME (*a*).

CHAPITRE PREMIER.

Situation de la France au commencement des hostilités ; combat entre les flottes anglaise & française à Ouessant ; les propositions des Commissaires de l'Angleterre sont rejettées ; évacuation de Philadelphie, & marche de l'armée anglaise pour se rendre à New-York.

DEPUIS l'avénement de Louis XVI à la Couronne de France, ce royaume se relevait sensiblement de toutes les détresses Année 1778.

(*a*) Ce Livre troisieme, ainsi que le quatrieme, ne doivent presque rien à l'auteur anglais de l'histoire de Lord North. M. * * *, en refondant cet ouvrage, a cru devoir y faire entrer tous les événemens de la guerre, & s'est attaché à y maintenir une impartialité aussi précieuse que rare. Les personnes instruites reconnoîtront facilement la fidélité de ses mémoires, & attendront sans doute avec impatience que le temps & les circonstances lui permettent de donner à son sujet plus de développement & d'étendue. Il ne prétend pas dans ce moment à d'autre mérite que celui de n'offenser personne sans

qui l'avaient précédemment accablé. L'économie avait ſuccédé à la profuſion & à la négligence qui abſorbaient le revenu public. Ce jeune Monarque avait ſu trouver des Miniſtres diſpoſés à remplir ſes vues patriotiques. On lui avait fait ſentir qu'il n'était point de conquête ni d'alliance qui pût contribuer à ſa puiſſance, autant que le rétabliſſement du crédit national, par une adminiſtration prudente & par les progrès de l'agriculture & de l'induſtrie; mais il ne voulait pas reſter tranquille ſpectateur de la révolution de l'Amérique. En même temps qu'il voulait rétablir les finances & le commerce de ſon royaume, il voulait auſſi relever ſa marine; & il ne pouvait

---

trahir la vérité, d'être diſcret ſans retenue, & de louer ſans flatterie. Le temps de la cenſure n'eſt pas encore arrivé, & quand le devoir d'un hiſtorien l'oblige d'être ſévere, ce doit être toujours ſans aigreur & ſans malignité. On peut être véridique & judicieux ſans affliger les vaincus, ſans déchirer les coupables, & la clémence s'accorde très-bien avec la dignité de l'hiſtoire. Ceux qui croiraient trouver dans cet ouvrage contemporain des choſes propres à flatter leurs jalouſies, leurs vanités, leurs paſſions, ſont averties de leur erreur, & peuvent ſe diſpenſer de lire.

fouffrir que l'Angleterre ufurpât plus long-temps la fouveraineté fur l'Océan.

Ayant à combattre ce nouvel ennemi, le Miniftere de la Grande-Bretage crut devoir choifir un Amiral d'une longue expérience & d'une valeur éprouvée, afin d'infpirer de la confiance à ceux qui compofaient la flotte deftinée à s'oppofer à celle de France dans les mers de l'Europe.

Le fuffrage de la marine & celui du peuple nommaient l'Amiral Keppel à cette importante commiffion. A quatorze ans il avoit accompagné le fameux Anfon dans fon voyage autour du monde; & dans la deniere guerre, l'Amérique, l'Europe & l'Afrique avaient été tour-à-tour témoins de fes fuccès; il joignait une haute naiffance & de grandes richeffes à fon mérite perfonnel; il défapprouvoit les mefures du Miniftere & la guerre de l'Amérique; il blamait fur-tout la négligence qui s'était introduite dans le département de la marine, & ne voulut recevoir que du Roi le commandement de la flotte.

Arrivé à Portfmouth, il trouva à peine

ſix vaiſſeaux de ligne en état de faire voile ; point d'équipages ſuffiſans, ni de proviſions préparées ; cependant il employa tant de zele & de diligence, qu'il mit en mer au mois de Juin avec vingt vaiſſeaux de ligne & trois frégates. Il rencontra deux frégates françoiſes & s'en empara, quoiqu'il n'y eût point encore de guerre déclarée ; mais il apprit par les papiers qui furent trouvés à bord de ces priſes, que trente-deux vaiſſeaux & dix frégates ſe préparaient à ſortir de Breſt. Une ſi grande ſupériorité de forces l'obligea de rentrer à Portſmouth pour y prendre du renfort. Le 9 de Juillet il remit en mer ayant trente vaiſſeaux ſous ſon commandement, & fut à la rencontre de la flotte françaiſe, qui était ſortie de Breſt la veille, ſous le commandement du Comte d'Orvilliers. Dans l'après-midi du 3 Juillet, les deux flottes ſe trouverent à la vue l'une de l'autre. Les Français ayant le vent, & étant par conſéquent maîtres de livrer le combat ou de l'éviter, la flotte anglaiſe forma ſa ligne de bataille ; mais il n'y eut point d'action ce jour-là. Le lendemain,

deux vaiſſeaux français s'étaient tellement écartés, que leur flotte ne pouvait les rejoindre ſans engager le combat avec la flotte anglaiſe; mais la ſituation eut alors été ſi déſavantageuſe, que le Général français aima mieux être privé de leur aſſiſtance & les laiſſer éloignés que de ſe compromettre. L'Amiral Keppel, trompé par cette lenteur, crut que l'ennemi attendoit du renfort; il redoubla d'activité pour en venir à un engagement, & fit ſignal de chaſſer. Les deux flottes employerent juſqu'au 27 l'une à pourſuivre, l'autre à ſe retirer. Alors il ſurvint un coup de vent qui les ſépara; mais le ciel s'étant bientôt éclairci, les Anglais apperçurent l'armée françaiſe qui ſe formait en ligne de bataille; & comme le changement du vent lui avait procuré à ſon tour l'avantage de la poſition, elle paſſa devant les vaiſſeaux les plus avancés de la flotte anglaiſe, qui en reçurent toutes les bordées. Les deux flottes faiſant différentes manœuvres, combattirent à la portée de la mouſqueterie pendant près de deux heures, & ſe ſéparerent

entre une & deux de l'après-midi. Il y avait alors dix-neuf ans que les deux nations rivales avaient cessé de combattre sur l'Océan : il parut ce jour-là que les Français avaient fait de grands progrès dans la maniere de manœuvrer les vaisseaux & de servir le canon. Une partie de la flotte anglaise souffrit beaucoup plus dans ce combat que ceux qui la commandaient ne s'y étaient attendus. Ils combattirent bravement, mais la victoire ne pouvait être décidée que par un engagement complet & général entre les flottes respectives. Keppel espéroit forcer son ennemi à terminer cette journée, & les Français paraissaient également animés ; mais des incidens s'y opposerent de part & d'autre. Trois heures furent employées à réparer les dommages ; & quelques vaisseaux de l'arriere-garde Anglaise étant tellement sortis de leur ligne & tombés sous le vent, qu'ils étaient en danger d'être coupés, le Comte d'Orvilliers fit signal à une partie de son armée de marcher à eux. Cet ordre ne fut pas compris sur le champ. L'Amiral Anglais eut

le temps de venir au ſecours, & la victoire échappa aux Français. D'un autre côté Sir Hugh Palliſer, Amiral de la Bleue, & qui commandait l'arriere-garde anglaiſe, avait formé la ligne de bataille à trois heures, & la poſition ſe trouvait être telle, que l'eſcadre de Sir Robert Hartland, qui formait naturellement l'avant-garde, était alors à la queue. L'Amiral Keppel voulant recommencer le combat, fit ſignal à l'avant & à l'arriere-garde de reprendre leur ſituation naturelle, ce qui fut exécuté ſur le champ par l'eſcadre de Robert Hartland, mais Palliſer n'obéit pas; & quoique l'Amiral lui eût envoyé répéter l'ordre par la frégate *le Fox*, Capitaine Windſor, Palliſer ne fit aucune manœuvre, en ſorte que la nuit ſurvint avant que la flotte anglaiſe fût en état de combattre: & l'Amiral voyant que pluſieurs vaiſſeaux étaient déſemparés, il retourna en Angleterre dans le même temps que la flotte françaiſe mouillait à Breſt.

Ce combat indécis fut livré à 48 degrés 39 minutes de latitude, & à 27 lieues

d'Oueſſant. Keppel rendit compte avec beaucoup de modération de la conduite de l'officier qui commandait l'arriere-garde: en parlant de ſa déſobéiſſance, il loua ſon courage & ſes qualités. Cette clémence était contraire aux principes de la diſcipline anglaiſe, mais elle provenait d'une ſource bien reſpectable, l'amitié. Keppel & Palliſer étaient les amis communs de l'eſtimable Charles *Saounders*, que toute la marine anglaiſe regardait comme un excellent Officier. Ce brave homme leur avait laiſſé en mourant une immenſe fortune, qu'ils avaient partagée entr'eux; le bon cœur de Keppel répugnait à trouver un coupable dans un homme que Saounders avait cru digne d'être ſon ami. S'il avait mis Palliſer aux arrêts auſſi-tôt qu'il avait manqué d'obéir, & l'avoit traduit à une Cour martiale, cette conduite ſévere, mais juſte, eût donné à la nation un exemple utile, & lui eût évité de fâcheux ſcandales.

Keppel ſortit de nouveau le 23 Août, ayant toujours Sir Hugh Palliſer pour commandant de l'arriere-garde. Quoique la

flotte françaiſe fût ſortie de Breſt cinq jours avant lui, il acheva ſa croiſiere ſans la rencontrer. Cette flotte s'élevant dans le ſud, laiſſa les ports de France ſans gardes, & le commerce ſans défenſe. Les navires venans de Saint-Domingue & des iſles du Vent étaient pris en entrant dans les rivieres de Nantes & de Bordeaux; & dans le même temps des corſaires anglais prirent trois riches vaiſſeaux venans des Indes orientales.

Les approches de l'hiver ayant forcé Keppel à rentrer dans le port ſans avoir combattu, il fut bien reçu du Roi; mais le peuple impatient avait compté ſur une victoire, & des paragraphes, inſérés méchamment dans les papiers publics, ne ceſſaient d'exciter ſon mécontentement.

Cependant les Commiſſaires chargés de traiter avec les Américains ſur les Bills conciliatoires de Lord North étaient arrivés en Amérique. C'était le Comte de Carliſle, le Gouverneur Johnſtone & William Eden. Le Commandant des forces de terre & celui de la flotte devaient concourir avec eux.

Les diſpoſitions politiques du premier étaient bien connues; il avait approuvé les meſures coërcitives auſſi-tôt qu'elles avaient éré propoſées. Le Gouverneur Johnſtone, au contraire, s'était toujours diſtingué par ſa popularité & ſa modération. A l'égard de William Eden, il était Sous-Secrétaire d'Etat du Comte de Suffolk, & ne pouvait par conſéquent avoir d'autres principes que ceux que le Miniſtere adoptait; mais il avait été Gouverneur du Maryland, & l'on ſuppoſait qu'il pouvait avoir quelques liaiſons dans les provinces voiſines. Auſſi-tôt leur arrivée à Philadelphie, au commencement du mois de Juin, ils envoyerent au Préſident du Congrès (c'était alors Henri Laurens) les deux actes du Parlement, en vertu deſquels ils agiſſaient, & leurs autres titres de créance; le tout fut rejetté, & leurs propoſitions ne furent point écoutées. Ils offraient, au nom du Roi, une ceſſation d'hoſtilités par terre & par mer, une liberté de commerce illimitée, l'expulſion de toute garniſon militaire, de payer les dettes contractées

par le Congrès, & de relever le crédit du papier monnoyé. La réunion devait être entretenue par des députés envoyés respectivement par les Provinces au Parlement, & par le Parlement au Congrès; mais il était trop tard, toute confiance était détruite. Des propositions si avantageuses ne parurent avoir été dictées que pour priver l'Amérique de l'assistance de ses alliés, & l'opprimer tout-à-coup quand elle serait sans défense & sans appui. Le Congrès répondit définitivement qu'il n'y avait d'autre moyen de conciliation que de reconnaître l'indépendance, & d'éloigner des côtes de l'Amérique toutes les forces de terre & de mer; après quoi l'on pourrait faire tout traité de paix & de commerce, qui ne serait pas incompatible avec les traités qui subsistaient déjà entre le Congrès & d'autres puissances.

Alors les Commissaires britanniques ne pouvant ébranler la fermeté du Congrès, firent à plusieurs de ses membres l'injure de croire qu'ils pourraient se laisser séduire en particulier. Ils mirent tout en usage

pour corrompre les chefs des Confeils & de l'Armée. Washington, Laurens furent expofés à leurs artifices; ils firent auffi des offres au Général Reed, autrefois Avocat, & devenu depuis Préfident de la Penfilvanie (*a*). Toutes ces démarches furent révélées au Congrès, & publiées enfuite dans toutes les Provinces; enforte que les Commiffaires qui en étaient les auteurs, fe difcréditerent eux-mêmes; &, méprifés du peuple, ils fe difpoferent à retourner en Angleterre, où le mauvais fuccès de leur ambaffade devint un nouveau fujet d'humiliation pour le Gouvernement.

Les Miniftres qui avaient eu connaiffance du départ de la flotte du Comte d'Eftaing, avaient envoyé des ordres au Général Clinton pour qu'il évacuât Philadelphie. Toute l'armée anglaife paffa la Delaware le 18 Juin. La feule route par où les bagages

(*a*) Ce dernier répondit, à ce que l'on prétend, « qu'il » n'était pas à vendre, mais que s'il l'était, le Roi d'An- » gleterre ne ferait pas affez riche pour l'acheter ». D'autres affurent que M. Reed donna aux propofitions qui lui furent faites beaucoup plus d'éclat qu'elles n'en méritaient.

pouvaient être conduits à New-York était inégale & mauvaiſe; les chariots, l'artillerie, les équipages du camp s'étendaient dans la longueur de plus de douze milles; néanmoins le Général Clinton trouva le moyen de les couvrir, de les défendre & de les préſerver de toutes les attaques projettées par Washington.

Une nombreuſe diviſion de l'armée amériquaine, commandée par le Général Lée, le pourſuivit & lui livra combat, le 28 Juin, aux plaines de Montmouth-Court-houſe, dans le bas Jerſey. La victoire fut incertaine, & cette journée ne fut remarquable que par la perte de cinquante-neuf ſoldats qui périrent accablés par la fatigue & la chaleur, & qui furent trouvés morts ſur le champ de bataille ſans avoir reçu aucune bleſſure. Les Amériquains ont attribué leur défaut de ſuccès, dans la bataille de Montmouth, à la mauvaiſe conduite du Général Lée, qui pouvait, diſaient-ils, intercepter l'armée royale, & donner le temps à Washington de l'environner & de la réduire. Quoiqu'il en ſoit, cet Officier

fut déſapprouvé par une Cour martiale, & quitta le ſervice.

L'armée anglaiſe ne put arriver à New-York qu'après quinze jours de marche, ayant à vaincre toutes ſortes d'obſtacles & de dangers en traverſant le pays, & à réſiſter ſans ceſſe à l'ennemi qui harcelait ſon avant-garde. L'Amiral Howe, de ſon côté, avait quitté la Delaware, & toute la flotte avait mouillé à Sandy-Hoock.

Le Congrès retourna à Philadelphie, & le premier acte qu'il y fit fut la réception ſolemnelle de Conrald Alexandre Gerard, Miniſtre Plénipotentiaire du Roi de France auprès des Etats-Unis. Les Commiſſaires du Roi d'Angleterre, avant de s'embarquer à New-York pour retourner à Londres, publierent un Manifeſte adreſſé au peuple des treize Colonies, dans lequel ils prétendaient que le Congrès abuſait du pouvoir qu'il avait uſurpé ſans l'aveu de ſes conſtituans, & trahiſſait leurs véritables intérêts en les engageant à la France; que cette conduite ne tendait qu'à leur ruine & à l'agrandiſſement de la France. Mais, malgré les expreſſions arti-

qu'ils employaient, & les promeſſes qu'ils ficieuſes faiſoient à ceux qui abandonneraient le parti du Congrès pour ſe réunir à l'Angleterre, ce Manifeſte ne produiſit aucun effet.

CHAPITRE II.

La flotte françaiſe commandée par le Comte d'Eſtaing paraît devant Staten-Iſland; opérations de l'armée anglaiſe; entrepriſe des Français ſur Rhode-Iſland; combat entre les deux flottes, interrompu par une tempête; la flotte françaiſe ſe réfugie dans le havre de Boſton, d'où, après avoir été long-temps bloquée, elle fait voile pour les Indes occidentales.

LES tempêtes qui avaient diſperſé la flotte de l'Amiral Byron n'avaient que retardé celle du Comte d'Eſtaing, enſorte qu'il arriva à la fin de Juin à l'embouchure de la Delaware, d'où le Lord Howe n'était parti que depuis trois jours avec ſon eſcadre pour ſe rendre à New-Yorck. Si la flotte

françaiſe était arrivée quelques jours plutôt, la ſupériorité de ſes forces aurait pu lui procurer une victoire ſignalée, car l'eſcadre du Lord Howe n'était compoſée que de ſix vaiſſeaux du troiſieme rang, trois de cinquante, & deux de quarante, au lieu que le Comte d'Eſtaing avait ſous ſes ordres onze vaiſſeaux de ligne, dont un de quatre-vingt-dix canons, un autre de quatre-vingt, & ſix de ſoixante-quatorze. Mais ce Général ne trouva plus d'ennemi dans la Delaware; & lorſqu'il arriva devant Sandy-Hook, Lord Howe, qui poſſédait au degré le plus éminent le mérite d'un Amiral habile, ſut profiter du peu de momens qui lui reſtaient, en ſe mettant à l'abri dans le havre, & en poſition de ne pouvoir être attaqué. En vain le Comte d'Eſtaing ſe préparait au combat; ſes gros vaiſſeaux exigeaient une trop grande quantité d'eau pour trouver un paſſage, & il employa dix jours à eſſayer inutilement de vaincre les obſtacles qui le ſéparaient de ſon ennemi. Alors il fit voile pour Rhode-Iſland, dont l'attaque avait été concertée entre lui & le Congrès. Le

Général

Général Sullivan, à la tête de dix mille Américains, devait venir par les terres pour aſſiéger la Ville de Newport & forcer les lignes anglaiſes, tandis que les troupes de débarquement & l'artillerie de la flotte françaiſe l'attaqueraient du côté de la mer; mais à peine il avoit quitté l'embouchure de la rivière d'Hudſon, que Lord Howe avoit été joint par trois vaiſſeaux de ligne, & était ſorti pour le provoquer au combat.

L'Amiral Français n'avoit pas moins d'empreſſement. Le 10 Août il fit quitter à ſa flotte ſa ſtation devant Newport, & parut en ordre de bataille. A peine Howe l'apperçut, que, voyant l'armée françaiſe avoir le vent ſur la ſienne, il travailla à regagner cet avantage par l'habileté de ſes évolutions; mais il fut trompé dans ſon projet par les mouvemens oppoſés que fit l'eſcadre françaiſe. Le lendemain ſe paſſa tout entier en efforts inutiles, toujours croiſés par la prudence de l'Amiral Français; enfin, à quatre heures de l'après-midi, déſeſpérant de rendre ſa ſituation meilleure, il fit ſignal aux vaiſſeaux les plus faibles de ſe

porter au centre, & aux plus forts de se ranger à la tête en ligne de bataille. Par cette position, il évita de se laisser engager par l'ennemi qui n'était qu'à trois quarts de lieue de distance. Il passa ensuite du vaisseau *l'Aigle*, qu'il commandait, sur la frégate *l'Appollon*, où il était plus à portée de diriger les opérations de sa flotte. La réputation de Lord Howe était depuis long-temps établie, & il passait pour n'avoir point de supérieur dans les évolutions navales. Il n'avait pas eu jusqu'alors l'occasion de se signaler dans la guerre de l'Amérique. Elle se présentait pour la premiere fois; mais une tempête affreuse s'éleva, & ceux qui cherchaient à s'entredétruire furent obligés d'abandonner le combat & d'employer toutes leurs forces à se défendre contre les élémens. Bientôt les vaisseaux ne se virent plus, ils furent dispersés, confondus. La flotte française, moins solidement agréée que celle des Anglais, souffrit beaucoup plus de dommages; *le Languedoc*, que montait le Comte d'Estaing, fut démâté de tous mâts & reduit

aux plus extrêmes dangers, ſon gouvernail fut emporté. Dans cet état de détreſſe, la tempête ayant ceſſé, il fut attaqué par le vaiſſeau Anglais *le Renaud*, de 50 canons, contre lequel il ſe défendit deux heures ſans gouvernail, quoique canoné par la hanche & hors d'état de faire aucune manœuvre. L'Anglais fut obligé de lâcher ſa proie, par la force du canon & l'adreſſe de ceux qui le ſervaient. La poſition était telle que *le Languedoc*, immobile au milieu des eaux, ne pouvait faire uſage que de ſix pieces de canon ; mais leur feu fut dirigé de maniere que pluſieurs boulets de trente-ſix entrerent par la poupe du *Renaud*, & prolongeant leur action dans toute l'étendue des batteries, le mirent hors de combat. Bientôt après, ſix vaiſſeaux français parurent & ſe rallierent au pavillon de leur Général. La frégate *l'Apollon*, qui portait l'Amiral Howe, ayant perdu deux de ſes mâts, ce Général s'embarqua à bord de la frégate *le Phœnix*, auſſi-tôt que la tempête ceſſa. Il paſſa enſuite ſur *le Centurion* ; mais voyant dix

vaiſſeaux de la flotte françaiſe mouillés à environ 25 lieues à l'Eſt du Cap May, il laiſſa *le Centurion* pour aller obſerver leurs mouvemens & diriger les vaiſſeaux anglais à meſure qu'ils ſe réuniraient. Il ſe rembarqua à bord du *Phœnix* pour ſe rendre à Sandy-Hook, où il avoit fixé le rendez-vous de la flotte. Il y jetta l'ancre dans la ſoirée du 17 Août.

L'arrivée de deux vaiſſeaux de la flotte de Byron donnant la ſupériorité aux Anglais, le Comte d'Eſtaing était renfermé dans Rode-Iſland avec ſa flotte déſemparée, ſans pouvoir y trouver les mâtures, ni les agrès néceſſaires pour ſe mettre en état de tenir la mer. Il craignait avec raiſon d'y être bloqué ; mais il eut le bonheur d'échapper & de gagner le havre de Boſton, avant que l'eſcadre anglaiſe eût remis en mer. L'Amiral Byron arriva quelques jours après, & le commandement lui étant dévolu, Howe retourna en Angleterre. Le Général Sullivan, privé du concours de l'eſcadre françaiſe, fut contraint de faire retraite & d'évacuer Rode-Iſland,

dont le Général Clinton, à la tête de quatre mille hommes, vint reprendre posſeſſion.

Les Américains ne virent point ſans chagrin cette ſtotte puiſſante, ſur laquelle ils avaient fondé de grandes eſpérances, arriver à Boſton dans un état de détreſſe & de délabrement. Cependant la prévention des Boſtoniens contre les Français ne put réſiſter aux ſoins que le Comte d'Eſtaing & les principaux Officiers ſe donnerent pour la détruire.

Ce Général eut beaucoup de peine à ſe procurer des matieres & à remettre ſes vaiſſeaux en état de naviguer. Il ſe préparait à faire voile lorſque Byron vint le bloquer avec des forces ſupérieures. Une tempête avait cauſé ſa détreſſe, une autre tempête vint le délivrer au commencement de Novembre 1778, & força l'Amiral Byron de quitter la ſtation qu'il avait priſe. Le Comte d'Eſtaing ſaiſit cette occaſion d'échapper à l'ennemi; il abandonna les côtes du continent & fit voile pour l'archipel occidental, où de nouveaux

lecombe, qui gouvernait Pondichery, fût abandonné de l'eſcadre, il fit une réſiſtance plus vigoureuſe qu'on ne pouvait l'eſpérer. Il ſoutint ſix ſemaines l'effort des bombes & des batteries anglaiſes, & ne capitula que le dix-ſept Octobre, lorſqu'il vit les ennemis décidés à livrer à la Ville un aſſaut général, dont le ſuccès était infaillible, & aurait entraîné la ruine des habitans. Les Anglais, charmés de ſa bravoure, lui accorderent toutes les conditions honorables qu'il voulut obtenir, & firent enſuite démolir les fortifications déjà détruites dans la derniere guerre, & à peine relevées depuis 1763.

Ils agirent dans l'Oueſt avec la même célérité. Ils détruiſirent les pêcheries françaiſes des environs de Terre-neuve, s'emparerent des Iſles de St. Pierre & de Miquelon, qui étaient ſans défenſe. Le Gouverneur, les habitans, la garniſon, qui n'était que de 62 hommes, les pêcheurs & gens de mer, furent renvoyés en France, & ces Iſles furent réduites à leur premier état de déſolation & de ſtérilité.

La priſe de la Dominique & la conquête du Sénégal vinrent bientôt conſoler les Français de ces pertes prématurées. La ſituation de la Dominique, entre la Martinique & la Guadeloupe, la met à portée d'intercepter tout ce qui entre ou ſort de ces deux Iſles. Il était important de s'en emparer au commencement des hoſtilités. Auſſi-tôt que le Marquis de Bouillé, Gouverneur de la Martinique, eut reçu des inſtructions de la Cour pour ſe préparer à la guerre, il y envoya quinze cents hommes. Leur avant-garde, compoſée de Volontaires-Flibuſtiers, s'empara, ſans peine, du fort principal (*a*); on ne leur réſiſta point. L'Iſle était ſans défenſe, il n'y avait que cent hommes de garniſon. Les Marchands de Londres avaient à la vérité donné une pétition pour engager le Gouvernement à renforcer les garniſons des Iſles de l'Occident, mais les troupes n'étaient pas encore arrivées; les vainqueurs jugerent ſeulement qu'on en attendait bientôt, lorſqu'ils trouverent dans

(*a*) Le Fort de *Cachacrou.*

l'Isle 164 canons, 2 mortiers de fonte; & une grande quantité de toutes especes de munitions de guerre & de provisions. Le Marquis de Bouillé si distingué depuis par un heureux accord des talens militaires & des vertus civiles, donna aux habitans une capitulation généreuse; il prévint le pillage, en faisant délivrer aux volontaires & aux soldats une somme d'argent, & ne souffrit pas que l'on commît le moindre désordre.

On avait formé en France une légion nombreuse sous le nom de Volontaires Étrangers de la Marine, & sous les ordres du Duc de Lausun, jeune Seigneur vif, aimable, intrépide. Cette jeunesse frivole & turbulente, mais brave, que les plaisirs de la Capitale, l'abus des privileges de la naissance, l'oisiveté, le défaut des richesses, & sur-tout une longue paix, avaient rendue jusqu'alors inutile au Royaume, se disputait l'honneur de courir des dangers avec lui. Il se présenta tant d'Officiers qu'il n'en put être employé que la sixieme partie. Il n'était pas aussi facile de se pro-

curer, à l'inſtant, des ſoldats dans la même proportion. Pour compléter les bataillons, on recruta des étrangers, & l'on tira de la chaîne une quantité de déſerteurs. Ces hommes, dont la punition eſt ſi ſevère, ne ſont pas à dédaigner; un cœur fier & ſenſible s'irrite, à la moindre injure, & le mécontentement lui perſuade aiſément qu'il ne lui reſte d'eſpoir que dans la déſertion; mais infidele à ſon Officier, il eſt encore plein de zele pour ſon Roi, & bouillant de courage pour ſa patrie.

Une partie de cette légion fut deſtinée pour l'Amérique & les Indes orientales, une autre diviſion fut envoyée ſur les côtes d'Afrique, & cette nouvelle incorporation rendit par-tout de grands ſervices. Le commencement de ſon exiſtence fut marqué par la conquête du Sénégal; les forts que les Anglais y avaient bâtis furent aſſaillis & réduits, & l'on y laiſſa des garniſons.

La flotte de l'Amiral Byron ayant été une ſeconde fois battue & diſperſée par la tempête, fut long-temps à ſe réparer avant de pouvoir ſuivre ſon ennemi dans les Indes

occidentales. Pendant qu'elle travaillait à se réagréer, des ravages affreux s'exerçaient dans les derrières de la Pensilvanie, vers les frontieres des Sauvages. Des Torrys qui s'étaient refugiés parmi ces peuples barbares, & dont les Anglais animaient le ressentiment contre leurs compatriotes, les guidaient & se joignaient à eux dans les actes de la cruauté la plus déterminée. Le nouvel établissement de *Vioming*, peuplé par quelques émigrans de la Province de Connecticut, devint le théâtre des plus horribles actions que l'esprit exterminateur puisse inspirer aux hommes. La belle rivière de Susquehanna traverse ce canton. Le premier établissement qui y avait été fait ne remontait pas au-delà de quinze années, mais ce sol riche n'avait pas tardé d'être peuplé ; la beauté du climat & la fertilité de la terre y avoient attiré sans cesse de nouveaux habitans. Mille hommes de ce canton servaient dans l'armée américaine, & ayant quitté leurs familles pour défendre la patrie, ils avaient cru qu'elles étaient assez gardées par l'éloignement, la

juftice & l'innocence. Ils fe trompaient ; un nommé Butler, qui avait été employé comme agent de l'Angleterre parmi les Sauvages du Nord, apprit que la nouvelle Colonie de Vioming était dépourvue de guerriers ; il conduifit un parti de quinze cents hommes, fauvages ou déguifés comme tels, contre cet heureux pays, que quatre petits forts étaient deftinés à protéger ; le premier de ces forts fut rendu volontairement, étant occupé par le petit nombre de Royaliftes ou Torrys qui fe trouvaient dans la nouvelle Colonie. Le fecond fut pris d'affaut, & les hommes furent égorgés avec les rafinemens de la cruauté la plus révoltante, mais les femmes & les enfans furent épargnés. Butler trouva le moyen d'attirer le principal Officier & une partie de la garnifon du troifieme, dans une embufcade où il les maffacra ; le Commandant & foixante hommes feulement parvinrent à s'échapper. Ayant ainfi mis le troifieme fort hors de défenfe, il l'inveftit & envoya à ceux qui y reftaient les crânes de deux cents de leurs compagnons. Ces

malheureux ne pouvant résister, lui firent demander à quels termes il exigeait qu'ils se rendissent ; il ne leur répondit que ce mot, *la hache* (*a*). Malgré leur impuissance, le désespoir les porta à se défendre jusqu'à l'extrêmité ; mais enfin Butler entrant dans le fort fit tuer ceux qu'il y trouva, sans égard à l'âge & au sexe, & fit mettre le feu aux bâtimens. Le quatrieme fort restoit encore, mais la garnison étant trop faible, & effrayée du sort des autres, elle espéra fléchir le féroce Butler en se soumettant sans résistance ; il prouva qu'il est des hommes qui ne peuvent se rassasier de cruauté. En vain les femmes & les jeunes filles s'avancerent & se jetterent à ses pieds pour demander grace, tout fut massacré & aussi-tôt le feu mis aux bâtimens ; enfin les habitants & leurs demeures furent détruits en même temps. Les familles d'un certain nombre de Torrys furent seules exceptées, & Butler les emmena avec lui parmi les sauvages. Cette contrée qui pro-

(*a*) *The hatchet.*

mettait de devenir ſi floriſſante, demeura déſerte, & n'offrit plus aux yeux du voyageur que les débris de l'incendie & les traces du carnage. La rage des meurtriers fut telle que, ne pouvant emmener les troupeaux, ils eurent la cruauté de leur couper la langue & de les eſtropier de différentes manieres.

Les Américains, pour ſe venger de ce ravage, dont il n'eſt peut-être point d'autre exemple, formerent un parti de jeunes gens, qui pénétra, avec des peines extraordinaires & un généreux mépris de tout danger, juſques dans les retraites éloignées d'où ces barbares étaient ſortis, mais malgré toutes les précautions qu'ils prirent, ils furent découverts. L'allarme ſe répandit auſſi-tôt parmi les Sauvages & les réfugiés; ils parvinrent à s'échapper, mais leurs huttes & tout ce qu'ils poſſédaient fut détruit. Un autre détachement partit de la Virginie pour ſe rendre aux Illinois & y ſaiſir le Gouverneur. C'était un Français nommé Rochebl (a), qui avait envoyé pluſieurs fois

(a) L'établiſſement français des Illinois a été cédé aux

les Sauvages de ſon département ravager les derrieres de la Virginie, & qui, ſoudoyé ſans doute par les Anglais, leur payait un prix par chaque chevelure qu'ils rapportaient. Quoiqu'il fallût faire cent lieues pour arriver à *Kaſkakias*, où demeurait ce malheureux, les Américains accomplirent leur deſſein; le village fut ſurpris, le Gouverneur fut arrêté lui-même & envoyé priſonnier à la Virginie. Tous les Indiens en état de faire la guerre furent tués ſans pitié; mais on épargna le reſte, & on ſe borna à exiger des Français qui habitoient ce canton, qu'ils prêteroient le ferment d'allégeance aux Etats-Unis de l'Amérique.

Année 1779. Dans ce temps-là le Parlement d'Angleterre s'occupoit de la querelle qui s'était élevée entre l'Amiral Keppel & ſir Hugues

---

Eſpagnols avec la Louiſiane, mais la négligence des Eſpagnols l'avait laiſſé dans une eſpece d'indépendance. Les Indiens de ce canton s'étaient exercés, dans la guerre de 1756, à piller les derrieres de la Virginie, & à y enlever des chevelures. Le Gouverneur français était alors dans l'uſage de les leur payer, comme il ſe pratiquait au Canada. Le prix ordinaire était de dix écus.

Palliſer.

Pallifer. Les gazettes miniftérielles avaient maltraité l'Amiral Keppel en différents paragraphes, celles de l'oppofition ne tarderent pas à attaquer Pallifer. Ce dernier, tout coupable qu'il étoit, eut la hardieffe de requérir l'Amiral Keppel de contredire les faits avancés dans ces papiers. Ce dernier s'y refufa, difant qu'il ne fe croyait point obligé de réfuter un Ecrivain anonyme, en faveur de qui que ce fût, puifqu'il avait méprifé les nombreufes attaques que l'on avait faites contre lui-même. Pallifer, favori des Miniftres, & l'un des Commiffaires de l'Amirauté, fut piqué de ce refus, & publia un état des faits dans lequel il blâma la conduite de l'Amiral, & il le figna de fon nom. Ce procédé excita l'attention du Parlement, & il y fut fait une motion pour demander au Roi que Pallifer fût obligé de fe juftifier devant une Cour Martiale; mais avant que la Chambre eût prononcé fur cette motion, ce Vice-Amiral fe rendit l'accufateur de Keppel à l'Amirauté. Ce Tribunal, dont Palifer était lui-même un des principaux membres, re-

les Sauvages de ſon département ravager les derrieres de la Virginie, & qui, ſoudoyé ſans doute par les Anglais, leur payait un prix par chaque chevelure qu'ils rapportaient. Quoiqu'il fallût faire cent lieues pour arriver à *Kaſkakias*, où demeurait ce malheureux, les Américains accomplirent leur deſſein; le village fut ſurpris, le Gouverneur fut arrêté lui-même & envoyé priſonnier à la Virginie. Tous les Indiens en état de faire la guerre furent tués ſans pitié; mais on épargna le reſte, & on ſe borna à exiger des Français qui habitoient ce canton, qu'ils prêteroient le ſerment d'allégeance aux Etats-Unis de l'Amérique.

Année 1779. Dans ce temps-là le Parlement d'Angleterre s'occupoit de la querelle qui s'était élevée entre l'Amiral Keppel & ſir Hugues

---

Eſpagnols avec la Louiſiane, mais la négligence des Eſpagnols l'avait laiſſé dans une eſpece d'indépendance. Les Indiens de ce canton s'étaient exercés, dans la guerre de 1756, à piller les derrieres de la Virginie, & à y enlever des chevelures. Le Gouverneur français était alors dans l'uſage de les leur payer, comme il ſe pratiquait au Canada. Le prix ordinaire était de dix écus.

Palliſer.

Pallifer. Les gazettes miniftérielles avaient maltraité l'Amiral Keppel en différents paragraphes, celles de l'oppofition ne tarderent pas à attaquer Pallifer. Ce dernier, tout coupable qu'il étoit, eut la hardieffe de requérir l'Amiral Keppel de contredire les faits avancés dans ces papiers. Ce dernier s'y refufa, difant qu'il ne fe croyait point obligé de réfuter un Ecrivain anonyme, en faveur de qui que ce fût, puifqu'il avait méprifé les nombreufes attaques que l'on avait faites contre lui-même. Pallifer, favori des Miniftres, & l'un des Commiffaires de l'Amirauté, fut piqué de ce refus, & publia un état des faits dans lequel il blâma la conduite de l'Amiral, & il le figna de fon nom. Ce procédé excita l'attention du Parlement, & il y fut fait une motion pour demander au Roi que Pallifer fût obligé de fe juftifier devant une Cour Martiale ; mais avant que la Chambre eût prononcé fur cette motion, ce Vice-Amiral fe rendit l'accufateur de Keppel à l'Amirauté. Ce Tribunal, dont Palifer était lui-même un des principaux membres, re-

çut favorablement cette accusation, & saisit avec empressement l'occasion de compromettre la vie d'un Amiral qui, par des services rendus pendant quarante ans, avait acquis le respect, l'estime & l'amour de ses compatriotes. Il était alors malade, & le seul emprisonnement à bord d'un vaisseau pouvait le faire périr. Toute l'Angleterre fut indignée. Douze Amiraux, à la tête desquels était le fameux Amiral Hawke, présenterent un Mémoire au Roi contre l'Amirauté, disant que, pour excuser un de ses membres, elle sacrifiait jusqu'à la décence & l'équité. Ce Mémoire n'eut point d'effet; mais le Parlement passa un acte pour que l'on transferât la Cour Martiale dans la maison du Gouverneur de Portsmouth, à cause de la mauvaise santé de l'Accusé. Enfin les charges ayant été examinées, & le prisonnier entendu, il fut jugé, le 11 Février 1779, « que les » accusations étaient malicieuses & mal » fondées, & qu'il paraissait que l'Amiral, » loin de s'être mal conduit & d'avoir » négligé son devoir dans la journée du 27

» Juillet, s'était comporté comme un Of-
» ficier judicieux, brave & expérimenté ».
En conſéquence, la Cour déclara unanimement que l'Amiral Auguſte Keppel était honorablement acquitté des différens articles contenus dans l'accuſation intentée contre lui. Le Préſident, en lui délivrant ſon épée, lui dit : « Amiral Keppel! C'eſt
» un grand plaiſir pour moi de recevoir
» de la Cour que j'ai l'honneur de préſider,
» l'ordre de vous féliciter, en vous ren-
» dant votre épée, de ce qu'elle vous eſt
» rendue avec tant d'honneur, deſirant
» qu'elle vous ſerve long-temps pour la
» gloire de votre Souverain & la défenſe
» de votre pays.

Tous les Officiers de Marine qui étaient alors à Portſmouth, l'attendaient à la ſortie pour le reconduire en ordre de marche, au milieu des acclamations du peuple, & les deux Chambres du Parlement arrêterent unanimement qu'il lui ſerait fait des remercimens de ſa brave conduite dans la journée du 27 Juillet.

Auſſi-tôt Hugh Palliſer donna ſa démiſ-

ſion de tous ſes emplois, dont le revenu annuel montait à près de quatre mille guinées, & ne garda d'autre grade que celui de Vice-Amiral de l'Eſcadre bleue; il fut ſoumis à une Cour Martiale qui commença à ſe tenir à bord du vaiſſeau *le Sandwich*, le 12 Avril. Ses protecteurs ne l'abandonnerent pas; on n'entendit point la dépoſition du Capitaine Stuart, & le Lord Longford qui commandait le vaiſſeau *l'America*, lequel combattait à côté de celui de Palliſer le jour de l'action, fut envoyé en croiſiere; enfin on introduiſit dans le nombre de ſes Juges un de ſes neveux. Il fut jugé le 5 Mai: « que la conduite du Vice-Amiral de » la Bleue avait été louable & méritoire » en pluſieurs momens; mais qu'il étoit » blamable pour n'avoir pas fait connaître » à l'Amiral la mauvaiſe ſituation de ſon » vaiſſeau, par la frégate *le Fox* ou toute » autre occaſion; que néanmoins, comme » il n'était répréhenſible en aucune autre » partie de ſa conduite, l'opinion de la » Cour était qu'il fût acquitté, & l'acquit» tait en conſéquence ». Le Préſident lui

remit ſon épé ſans lui dire autre choſe que ces mots: « Monſieur, la Cour m'envoye » vous rendre votre épée (*a*) ». Quelques jours après, étant au lever du Roi, Sa Majeſté lui fit un accueil gracieux; mais Sir Robert Hartland enleva ſon pavillon de la rade de Portſmouth, & réſigna ſon commandement.

A l'ouverture de la ſeſſion du Parlement, le 26 Novembre 1778, le Roi n'avait fait aucune mention de la guerre de l'Amérique; mais l'oppoſition déſapprouva hautement les menaces qui avaient été faites par les Commiſſaires du Roi, à leur départ de New-York, & trente-un Pairs proteſtaient contre ces menaces dans des termes ſévères. On examina la conduite des Miniſtres, & on fit des recherches particulieres ſur l'état de la marine & ſur les dépenſes de ce département; mais le Lord Sandwich qui en était chargé, évita, par la hardieſſe de ſes aſſertions & le nombre de ſes partiſans, que ces recherches fuſſent pouſſées

---

(*a*) *Sir, I am directed to return you your ſword.*

trop loin. On accusait aussi le Général Howe de négligence dans le commandement général qu'il avait eu de l'armée en Amérique. Galloway, Avocat de profession & transfuge Américain, qui, après avoir été membre du Congrès, s'était fait Royaliste, accusait ce Général; mais il parut que les mauvaises instructions du Ministere avaient plus contribué à son peu de succès que sa conduite elle-même, & que, malgré que les Ministres fussent coupables, on devait encore moins l'attribuer à eux qu'à l'impossibilité de conquérir & de soumettre à la fois un pays tel que l'Amérique Septentrionale. De son côté, le Général Burgoyne demandait à se justifier, & à prouver qu'il avait fait tout ce que l'on pouvait attendre de l'expérience, du courage & de l'honneur militaire. Le Roi & les Ministres avaient travaillé jusqu'alors à lui en ôter les moyens. Cependant Sir Guy Carleton, Gouverneur du Canada, & les principaux Officiers qui avaient servi dans cette malheureuse campagne, furent entendus, & tous rendirent hommage,

dans les termes les plus forts, au mérite & à la perſévérance du Général. Toutes les imputations qu'on lui avait faites, & que l'on avait répandues contre lui dans le public, telles que d'avoir paſſé la riviere d'Hudſon, malgré l'opinion de ſes meilleurs Officiers, furent prouvées fauſſes. Les Miniſtres appréhendant ſans doute les ſuites d'une juſtification ſi évidente à laquelle ils ne pouvaient contredire, ſe porterent à lui faire écrire par le Miniſtre de la guerre, que le plaiſir de Sa Majeſté était qu'il retournât à Boſton, auprès de ſon armée priſonniere ; mais il empêcha l'effet de cet exil, en donnant ſa démiſſion de tous les emplois qu'il tenait de la Couronne. C'eſt une conſolation bien précieuſe pour l'homme en place, qui éprouve l'injuſtice & l'ingratitude de la Cour, que de trouver une retraite à l'ombre des Loix, comme ſimple citoyen.

La ſeſſion du Parlement allait ſe terminer, lorſqu'elle fut prolongée par un meſſage du Roi aux deux Chambres, par lequel il leur dénonçait un manifeſte du

Roi d'Eſpagne qui, s'étant interpoſé comme Médiateur entre l'Angleterre & la France, ſe plaignait de ce que l'on avait fait injure à ſa médiation, & déclarait la guerre à l'Angleterre, ſe fondant ſur une infinité de griefs, tous exactement déduits par articles, depuis un juſqu'à cent.

Une conſternation générale ſemblait devoir ſaiſir la Nation Anglaiſe. A la lecture de ce terrible manifeſte, toutes les Puiſſances de l'Europe ſemblaient avoir réſolu l'abbaiſſement de l'Angleterre ; il ne ſe préſentait ni ami, ni allié pour ſoutenir ce Royaume, dans cette extrémité ; mais, privés de toute reſſource au-dehors, les Anglais en trouverent de plus grandes dans leur fermeté. S'il faut que la Nation ſuccombe, diſait un de leurs Généraux, que ce ſoit en ſoutenant la guerre contre l'univers, du moins un ſeul peuple n'aura pas la gloire de nous avoir vaincus.

Ils prirent en conſéquence les plus rigoureuſes réſolutions, le ſervice de l'année 1779 fut réglé plutôt qu'il n'arrive ordinairement, (le 24 Février,) & les dépenſes

furent portées à 15,729,654 liv. ſterling. Cette ſomme fut formée du produit de la taxe des terres & des droits ſur la drèche; un emprunt de ſept millions ſterling, par annuités, auxquelles Lord North avoit imaginé d'ajouter une loterie compoſée de quarante-neuf mille billets chacun de dix livres ſterling, pour être diſtribués, parmi les Souſcripteurs de l'emprunt, à titre de douceur, & à raiſon de ſept billets ou 70 livres ſterling par chaque mille livres ſterling. Le fonds d'amortiſſement fourniſſait deux millions ſoixante-onze mille huit cents cinquante-quatre livres ſterling, & l'on vota trois millions quatre cents mille liv. en billets de l'Echiquier. Le nombre des matelots fut voté à ſoixante-dix mille, & les troupes de terre à trente mille hommes. Le Miniſtre déclara que ſon intention avait été d'emprunter huit millions, mais qu'il n'avoit pu en procurer que ſept. Le Parlement arrêta une vote de crédit d'un autre million. On n'acquitta cette année-là aucune partie de la dette de la marine. L'emprunt s'étoit fait aux conditions ſuivantes;

ſavoir : trois pour cent par an, la douceur ou indemnité des billets de loterie, & une annuité de trois livres ſterling quinze shellings par an pour chaque cent livres, pendant vingt-neuf ans (*a*). L'intérêt annuel de cet emprunt montait à 472,500 l. ſterling dont la levée fut impoſée, ſçavoir : 5 pour % de droit additionnel ſur le produit entier de l'exciſe, (la bierre, l'aile (*b*), le ſavon, la chandelle & les cuirs exceptés,) cet impôt étoit eſtimé devoir produire 282,109 liv. ſterling ; une taxe d'un Penny (*c*), par mille, ſur les chevaux de poſte, & un droit additionnel de 5 pour % ſur les batiſtes.

(*a*) Toutes ces conditions reviennent à-peu-près à 7 pour % par an ; mais ce qui rend l'emprunt onéreux, c'eſt que cet intérêt ne peut être allégé que par un laps de 29 ans, après leſquels il ſera à la vérité réduit à 3 pour %, capital non exigible.

(*b*) En Anglais *ale* c'eſt de la bierre douce.

(*c*) A-peu-près un ſol de France.



CHAPITRE IV.

Succès des Anglais dans la Géorgie ; attaque de Charlestown par le Général Prevot ; destruction de la marine améri-quaine à Penobscot ; prise de Sainte-Lucie par les Anglais, de Saint-Vincent & de la Grenade par les Français ; combat naval entre la flotte du Comte d'Estaing & celle de l'Amiral Byron ; attaque de Savanah par les Français & les Améri-cains ; réquisition de l'Angleterre aux États de Hollande ; la flotte combinée de France & d'Espagne entre dans la Manche, menace les côtes d'Angleterre, & se retire sans rien exécuter.

IL y avoit à peine quinze jours que la Cour d'Espagne avait fait remettre son manifeste à la Cour d'Angleterre, & déjà une armée espagnole bloquait Gibraltar; mais le Gouvernement Anglais entretenait cette place dans un état de défense qui ne laissait rien à redouter de la bravoure

Année 1779.

Caſtillane; une garniſon ſuffiſante défendait les ouvrages, & les magaſins étaient remplis de vivres & de munitions. La guerre s'allumoit de toutes parts avec violence, le courage Britannique s'exhaltait dans le malheur.

Le Colonel Campbell, ſoutenu de l'Eſcadre du Commodore Hide Parker, s'était embarqué à New-York à la fin du mois de Novembre 1778, avec un corps de troupes composé de Heſſois & de Montagnards Ecoſſais, & ſe rendit à Savanah dans la Géorgie, tandis que le Major-Général Prevot, qui commandait dans la Floride orientale, partait de St. Auguſtin avec toutes les forces qu'il avoit pu raſſembler pour coopérer à reduire cette Province. Campbell repouſſa & défit, auſſi-tôt après ſon débarquement, les troupes que les Géorgiens avaient aſſemblées pour leur défenſe; il s'empara de Savanah ſans y laiſſer commettre aucune violence, & loin d'imiter ceux qui l'avoient précédé dans la guerre de l'Amérique, il voulut aſſocier le courage à l'humanité. Tous les

poftes qu'il attaqua fe rendirent à fes armes, & le Général Prevot ne trouva à fon arrivée d'autre chofe à faire, pour achever de foumettre la Géorgie, que la réduction de la Ville de Sumbury. Cependant le Général Lincoln était arrivé dans la Caroline méridionale & il s'avançait vers la Géorgie. Le Général Prevot fut à fa rencontre, &, par un effort de fon habileté militaire, il parvint à furprendre tellement un détachement de deux mille Américains, qu'après en avoir tué trois cents & fait deux cents prifonniers, le refte prit la fuite, abandonnant fon artillerie, fes bagages & fes munitions. Cet avantage fut remporté le 3 Mars 1779; alors Lincoln fut obligé de changer de pofition.

Prevot entra dans la Caroline avec trois mille hommes, & gagnant trois jours de marche fur fon ennemi, il parut devant Charleftown le 12 Mai. Il fomma cette Ville de fe rendre; mais on lui réfifta, & ayant propofé que la Caroline du Sud demeurât neutre, pendant le refte de la guerre, on le lui refufa. Il ne lui reftait d'autre parti

à prendre que de livrer l'aſſaut; mais n'ayant point d'Artillerie, & n'étant ſoutenu d'aucune force navale, il fut obligé de lever le ſiege, & ſe borna à s'emparer de l'Iſle de Port-Royal, qui lui conſervait un libre accès dans la Caroline. Il avait fait occuper par le Lieutenant-Colonel Maitland, un poſte fortifié à Stons-Ferry, dont le Général Lincoln, avec cinq mille Américains, ne put le dépoſſéder.

Il ne ſe paſſa rien de remarquable pendant cette campagne, du côté de New-York; mais Sir Georges Collier, commandant une petite flotte anglaiſe fit une deſcente dans la baye de Cheſapeack, où il détruiſit une grande quantité de magaſins remplis de tabac & de proviſions, beaucoup de munitions navales, & brûla ou prit 130 Navires ou Bateaux. Il fit une expédition à la côte de Connecticut, dans laquelle il détruiſit les Bourgs de Fairfield, Norwalk & Gréenfield. Les Américains ayant fait partir de Boſton une flotte, pour raſer un Fort conſtruit depuis peu par les Anglais ſur la riviere de Penobſcot, cette flotte

fut encore détruite par la vigilance & l'intrépidité de Sir Georges ; il fit fauter huit frégates & fept brigantins armés , & il prit quatre autres bâtimens , mais les équipages échapperent & fe fauverent fur le rivage. La perte de cette flotte était confidérable pour les Américains qui n'avaient point de moyens de la remplacer.

Tandis que l'Ecadre du Comte d'Eftaing était bloquée à Bofton, le Général Clinton avait envoyé aux Antilles un corps de troupes confidérable, fous les ordres du Général Gréen , pour renforcer les Garnifons des Ifles Anglaifes, & coopérer avec la flotte de l'Amiral Barington. Ils venaient de s'emparer de l'Ifle de Sainte-Lucie , lorfque le Comte d'Eftaing arriva à la Martinique. Il donna auffi-tôt fes ordres pour aller au fecours de cette Ifle , emmenant avec lui le Gouverneur & une partie de la garnifon de la Martinique. Tout fut prêt en vingt-quatre heures, & il appareilla avec onze vaiffeaux de ligne & huit mille hommes de troupes. La flotte & l'armée Anglaife étaient dans le plus

grand danger, à peine établis en pays ennemi, & ayant à résister à des forces si supérieures; mais il survint une infinité de circonstances qui causerent leur salut. Le Comte d'Estaing se trouva dans l'impossibilité de profiter de la supériorité de son armée navale. Le mouillage où l'Escadre anglaise étoit à l'ancre, est une espece de banc sur lequel il n'y a pas plus de quinze brasses d'eau, mais à côté de ce banc il y a deux cents brasses. Ayant fait observer la situation de l'ennemi, il reconnut que Barington avoit eu la précaution de mouiller précisément sur la corne du banc, & dans un ordre très-serré, en telle sorte qu'il fallait se résoudre à l'attaquer à l'ancre, & exposé sous le canon des forts & des batteries, avant de parvenir au mouillage. Cette opération ne parut pas praticable, & l'on y renonça. On aurait pu, dans le premier moment, surprendre & enlever d'assaut le Morne (*a*) fortuné; mais l'endroit du débarquement fut mal choisi,

(*a*) *Morne*, Montagne.

&

& au lieu d'envoyer un détachement d'hommes déterminés & connoiſſant le pays, pour tourner le Morne & l'attaquer par le revers, on diviſa l'armée en trois colonnes qui devaient, chacune de leur côté, marcher droit aux forteresses. Il n'y avait point de routes faciles, le terrein était mauvais, on n'avait que des guides infidelles; les colonnes s'égarerent & vinrent toutes à la fois déboucher au pied du Morne, dans un petit vallon rempli de gouyaviers (*a*), dominé des deux côtés par des collines où les Anglais firent, ſur le champ, établir quelques pieces de canon qui firent un ravage terrible : on était perſuadé que le Gouverneur de l'Iſle, avant de capituler, avait du moins fait enclouer les batteries du Morne; elles ne l'étaient pas, & les Français ne pouvaient avancer ſans en eſſuyer tout le feu. Des boulets de vingt-quatre les renverſant par

---

(*a*) Le Gouyavier eſt un arbuſte à-peu-près de la conſiſtance du Prunier. Il croit ſans culture, & produit d'aſſez bons fruits, quoique ſauvages.

centaines, ils prirent la fuite dans la plus déplorable confuſion. Tous les corps de troupes étaient tellement mêlés qu'il fut impoſſible d'en rallier un ſeul ; douze cents morts reſterent ſur la place, & l'on ſe rembarqua dans la plus grande conſternation. Les Anglais paſſerent rapidement de la plus grande terreur aux chants de la victoire ; mais ces hommes qui avaient vaincu des ennemis ſupérieurs, par l'avantage de leur poſition ſur terre & ſur mer, ne purent réſiſter au climat deſtructeur de Sainte-Lucie, triſte azile des ſcorpions, des ſerpens & des reptiles les plus vénimeux. L'exiſtence de ces animaux s'entretient par les ſucs des plantes que produit un ſol trop chargé de bitume & de ſels corroſifs, auſſi bien que par les miaſmes peſtilentiels qui s'élèvent des marécages, & ils régénerent ſans ceſſe dans l'air par leur ſouffle empoiſonné, la contagion qu'ils en ont reçue. Les travaux qui étaient néceſſaires pour achever les fortifications, augmenterent la mortalité. Les Européens ſupportent difficilement la fatigue dans un

pays où règne une chaleur humide; & les Anglais payerent à un trop haut prix la possession de cette Isle redoutable, pendant la guerre, à toutes les Antilles, par la position & l'excellence de ses ports.

L'Amiral Byron étant arrivé bientôt après, Barington lui remit le commandement, & l'armée navale fut renforcée par une escadre sous les ordres de l'Amiral Rowley. La flotte française fut augmentée aussi par une escadre sous les ordres du Comte de Grace du Bar. Alors l'Amiral Byron ayant quitté les parages de la Martinique pour escorter la grande flotte marchande qui s'était rassemblée à Saint-Christophe, le Comte d'Estaing saisit cette occasion pour envoyer le Chevalier du Rumin, avec deux frégates & un détachement, s'emparer de l'Isle de Saint-Vincent. La moitié des habitations de cette isle appartenait à des Français, & la haine des Caraïbes contre les Anglais, qui avaient usurpé leurs terres, était portée au plus haut degré: ces circonstances rendirent la conquête facile; & le Chevalier du Rumin

y donna des preuves de ce courage & de cette capacité, qui l'ont fait regretter l'année ſuivante, lorſqu'il a été tué dans un combat de mer.

La fortune de la France, juſqu'alors malheureuſe dans cette guerre, parut dans ce temps-là ſe relever pour quelques momens. Le Chevalier de la Motte-Piquet arriva à la Martinique avec pluſieurs vaiſſeaux & un renfort de troupes & de proviſions. Le Comte d'Eſtaing ayant alors, par cette jonction, ving-ſix vaiſſeaux ſous ſon commandement & huit mille hommes de troupes de débarquement, partit de la Martinique pour s'emparer de l'Iſle de la Grenade & de ſes dépendances. La garniſon de cette iſle était faible, & le Gouverneur ne fit preſque point de réſiſtance; il fit tranſporter ce qu'il avait de plus précieux au réduit du Morne de l'Hôpital, & s'y renferma d'abord avec cent cinquante grenadiers, quelques matelots, & ſix cents hommes de milice, dont environ trois cents étaient des Français qui avaient prêté ſerment au Roi d'Angleterre. Il fit ſon débar-

quement à trois quarts de lieues de Saint-George ou le Fort-Royal, dans une petite anſe, ſur l'habitation d'un Français appellé Molenier. Une des colonnes s'égara, & il y eut quelques ſoldats tués de ce côté-là; mais Gaſpard Vence, Corſaire redouté dans ces parages, & dans la bravoure duquel le Général avait mis une confiance bien fondée, parvint au haut du Morne, à la tête d'une compagnie de grenadiers de bonne volonté, força les barricades, & s'empara des batteries du côté de l'eſt. A ſon approche les milices lâcherent pied, les Français qui y étaient mêlés jetterent leurs armes; leur déſertion répandit l'allarme parmi les ſoldats. Il les pourſuivit ſans leur donner le temps de revenir à eux-mêmes; & s'élançant vers le pavillon anglais qui flottait ſur la batterie principale, il en coupa la driſſe d'un coup de ſabre, l'amena, le mit ſous ſon bras, & arborait à la place le pavillon français, lorſque les grenadiers anglais, revenant de leur terreur, s'apperçurent qu'il n'avait ſous ſes ordres qu'environ quatre-vingt hommes,

& que la colonne qu'il précédait, qui était commandée par le Comte d'Eſtaing en perſonne, était encore éloignée, ils revinrent à la charge. Vence, adoſſé au mât de pavillon, & ayant entouré ſon bras gauche avec le pavillon anglais, dont il ſe faiſait un bouclier, ſe défendit ſeul pendant cinq minutes, ſans autres armes que ſon ſabre, contre une troupe de grenadiers qui l'attaquaient confuſément avec le ſabre & la bayonnette. Il aurait à la fin ſuccombé, ſi Houradoux, Sergent de ſon détachement, ne ſe fût avancé avec un courage digne d'un ſoldat romain pour le ſecourir & lui ſauver la vie. A l'inſtant le Comte d'Eſtaing lui-même arriva à la tête de ſa colonne, & tout reprit la fuite. Vence lui préſentant le pavillon anglais qu'il venait d'enlever, lui préſenta auſſi le Sergent Houradoux. Le Comte d'Eſtaing embraſſa ſur le champ ce brave homme, & le fit Officier. Là ſe termina l'aſſaut de la Grenade. Le Général ayant fait diriger ſur la ville le canon du Morne, Lord Marcartney ſe rendit à diſcrétion.

Telles étaient les choſes qui ſe paſſaient à la Grenade lorſque la flotte de l'Amiral Byron, formée de vingt-un vaiſſeau de ligne, parut pour en diſputer la conquête. Le Comte d'Eſtaing s'étant rembarqué à la hâte, il ſe forma un engagement partiel entre les deux flottes, pendant lequel le vaiſſeau *le Prince de Galles*, ſur lequel était l'Amiral Barington, & les vaiſſeaux *le Boyne* & *le Sultan* ſoutinrent très-long-temps le feu de preſque toute la flotte françaiſe. Ces vaiſſeaux furent entiérement déſemparés, ils tomberent ſous le vent, & ils auraient été pris infailliblement, s'ils avaient été pourſuivis; mais l'avant-garde de l'armée françaiſe s'étant laiſſée tomber ſous le vent dès le commencement du combat, le ſuccès ne fut pas déciſif. L'Amiral Barington, dont la vie n'avait été qu'une continuité de ſervices rendus à ſon pays, fut bleſſé mortellement. Il y eut, du côté des Anglais, environ huit cents tués & cent cinquante bleſſés; & Byron fut obligé de ſe retirer ſans avoir pu rien entreprendre. Le Comte d'Eſtaing ayant eu l'a-

vantage très-rare de commander en perſonne & de combattre en ſoldat, & par terre & par mer, fut en même-temps vainqueur ſur l'un & l'autre élément, & ceignit d'un double laurier les trophées de ſa gloire.

Si le Comte d'Eſtaing, après la priſe de la Grenade, avait employé ſes forces contre la Jamaïque, il n'eſt pas douteux qu'il eût ajouté cette iſle floriſſante à la domination françaiſe. L'allarme y fut générale, auſſitôt que l'on apprit que la flotte françaiſe était arrivée à Saint-Domingue. Le danger était extrême; il n'y avait pas plus de douze cents hommes diſciplinés à la Jamaïque. Le Comte d'Eſtaing pouvait, en prenant pour renfort une partie de la garniſon nombreuſe de Saint-Domingue, y débarquer dix mille hommes de troupes réglées, ſans comprendre deux régimens de chaſſeurs mulâtres, qui avaient été levés récemment pour concourir à cette expédition; mais un haſard heureux pour l'Angleterre ſauva la Jamaïque. Des lettres écrites de la Caroline arriverent au Cap-Français, ou l'eſcadre était à l'ancre. On s'efforçait dans

ces lettres de perſuader au Comte d'Eſtaing d'envoyer ſeulement deux mille hommes, cinq vaiſſeaux & quelques frégates dans la Géorgie, & que ces forces ſeraient ſuffiſantes pour prendre Savanah & chaſſer les Anglais de cette Province, où le Général Lincoln, à la tête de quatre mille Américains, occupait déjà pluſieurs poſtes. Le Comte d'Eſtaing portant ſans doute ſes deſſeins beaucoup plus loin, réſolut de partir pour la Géorgie avec toute ſa flotte & ſes troupes de débarquement, auxquelles il ajouta un détachement de la garniſon de Saint-Domingue, & les régimens de mulâtres qui avoient été levés pour l'expédition de la Jamaïque.

En arrivant ſur les côtes de la Géorgie, il eut beaucoup de peine à ſe procurer des pilotes. La mer était rude; le débarquement ſe fit lentement, & avec beaucoup de peines, de dangers & de difficultés. Le vaiſſeau *l'Expériment*, de cinquante canons, avait éte expédié par les Anglais avec une ſomme conſidérable d'argent pour le paiement de la garniſon de Savanah; il avait

beaucoup souffert de la tempête, & était dématé : la flotte s'en empara, ainsi que de plusieurs vaisseaux de transport richement chargés. Le débarquement commença le 9 Septembre, mais le Général ne fut en état d'attaquer Savanah que le 16 du même mois; alors il somma le Général Prevot de rendre la ville au Roi de France. Ce guerrier, aussi heureux que brave, avait appellé à son secours le Colonel Maitland, avec la division qu'il commandait, & ce renfort arriva le lendemain de la sommation, sans rencontrer rien qui pût l'intercepter ou le retarder. Il y eut plusieurs lettres écrites de part & d'autre entre les deux Généraux. Cependant Prevot profitait du temps, & faisait établir de nouvelles batteries, sur lesquelles il fit placer les canons des vaisseaux qui étaient ancrés dans la riviere de Savanah, & que les Français avaient négligé de brûler. Lorsque le Général Anglais & l'habile Ingénieur Moncrieffe, qui dirigeait les ouvrages, crurent que la Ville était en état de résister, les propositions de capituler furent rejettées. Toutes les

forces du Général Prevot consistaient en trois mille hommes, en y comprenant les matelots des vaisseaux qu'il avait fait débarquer, & qu'il employa au service des batteries. Le Comte d'Estaing conduisait plus de neuf mille hommes, y compris les Amériquains. Il commença le siége par un bombardement continuel, auquel la ville ayant résisté, il se détermina à livrer assaut le 9 Octobre. Il confia la premiere avant-garde, composée de quatre-vingt Grenadiers de bonne volonté, au Capitaine Vence, & le chargea d'attaquer la principale redoute. Cet Officier était suivi d'un détachement de cinq cents grenadiers destinés à le soutenir, & commandés par deux Colonels. Le Général commandait en personne une troupe d'élite, & Lincoln, avec ses Américains, faisait une fausse attaque du côté opposé. Vence fit brêche à l'abatis, franchit les retranchemens au milieu du feu le plus violent, & entra dans la redoute l'épée à la main. Le détachement de grenadiers qui devait le soutenir arrivant à la brêche de l'abatis, le feu

parut ſi terrible en cet endroit, que ceux qui commandaient ce détachement préférerent de filer ſur la gauche le long de l'abatis, eſpérant éviter une partie du danger, en faiſant un plus grand circuit; mais en avançant ils rencontrerent des marais, où les Anglais les voyant enfoncés, tirerent à coup ſûr, & en firent une énorme boucherie avant qu'ils puſſent ſe retirer. Il y avait près d'une heure que le Capitaine Vence ſe maintenait dans l'attaque de la redoute; mais n'étant point ſecouru, voyant l'armée défiler, & reſtant preſque ſeul au milieu d'un tas de morts, il fut contraint de faire retraite, & de s'enfuir, lui treizieme, ſans avoir reçu aucune bleſſure dans un danger auſſi grand & auſſi prolongé. Celui qui défendait la redoute ne lui cédait point en courage; c'était le Capitaine *Taws*, homme de mérite reſté ſans avancement: quoiqu'il eût long-temps fait la guerre, il fut tué dans le moment où il plongeait ſon épée dans le corps du troiſieme ennemi qu'il avait tué de ſa main. Le Comte d'Eſtaing, avec l'élite de ſes

troupes, était d'abord entré dans les travaux. Les Amériquains de leur côté avaient fait les mêmes progrès. Deux fois le Comte de Pulaski avait pénétré dans la Ville, & y avait planté ſon étendard, deux fois il avait été repouſſé; enfin les aſſaillans s'étaient vus prêts à ſe rendre maîtres de la place, lorſque quelques batteries, ſervies par les matelots anglais, firent un ravage ſi terrible dans toutes les directions des retranchemens, qu'ils furent obligés de s'arrêter. Les grenadiers anglais & les ſoldats de marine ſaiſirent ce moment pour charger vigoureuſement ceux qui avaient pénétré dans les ouvrage, ils en firent un grand carnage. Ces exploits étaient couverts des ombres de la nuit, le jour vint éclairer la défaite des aſſaillans. Leurs morts & les bleſſés étaient en ſi grand nombre, qu'ils comblaient les foſſés & rempliſſaient les ouvrages. Le Comte d'Eſtaing lui-même reçut deux bleſſures dangereuſes, & eût riſqué de reſter parmi les morts ou les priſonniers, s'il n'eût été ſecouru & emporté par quelques grenadiers.

Le Comte de Pulaski fut bleſſé mortellement.

C'était un homme d'un merveilleux courage, né riche, & d'une famille diſtinguée de la Pologne, mais inquiet, peu capable de commander une armée. A la tête des confédérés, il avait oſé faire enlever le Roi au milieu de Warſovie. Ses biens ayant été confiſqués, & s'étant refugié en France, il avait déclaré la guerre à l'Empereur d'Allemagne, au Roi de Pruſſe & à la Ruſſie, & pour mettre ſes menaces à exécution, du moins à l'égard de cette derniere puiſſance; il avait paſſé au ſervice des Turcs avec un grand nombre d'Officiers Polonais & Français. Ils ſe propoſaient de diſcipliner les troupes de la Porte & de vaincre les Ruſſes, mais le caractere des Ottomans rendit leurs efforts inutiles, & fit évanouir leurs projets. Alors Pulaski, ſans argent, ſans reſſources, revint en France, & ſe décida à offrir ſes ſervices aux Amériquains contre l'Angleterre. Il fut regardé par eux comme un partiſan actif & intrépide, & l'homme le plus habile peut-

être à manier un cheval & à donner un coup de sabre; mais aventurier & ambitieux, il n'obtint pas du Congrès d'autre commandement que celui de sa légion.

Les Français perdirent près de quinze cents hommes, la perte des Amériquains n'a pas été bien connue; les Anglais eurent environ six cents, tant tués que blessés; & le Lieutenant-Colonel Maitland, qui s'était grandement distingué depuis deux ans dans la Caroline & dans la Géorgie, fut du nombre des morts.

On prétend que si le Comte d'Estaing avait formé sur le champ son attaque, au lieu de perdre du temps à parlementer, il se serait infailliblement rendu maître de la ville; que d'ailleurs il aurait pu brûler ou prendre les vaisseaux qui étaient mouillés dans la riviere de Savanah, & intercepter le secours du Colonel Maitland. Quoiqu'il en soit, il est à regretter que le Comte d'Estaing ait préféré la délivrance de la Géorgie à la conquête de la Jamaïque. Le Gouvernement d'Angleterre envoya dans cette Isle une garnison redoutable aussi-tôt qu'il con-

nut le danger qu'elle avait couru, & cette riche colonie fut mife à l'abri de toute infulte pour le refte de la guerre.

Les Amériquains & les Français leverent leurs camps le 18 Octobre. On pourroit reprocher aux Amériquains de n'avoir pas fu profiter des avantages que devait leur donner la connoiffance du pays, foit pour intercepter le renfort du Colonel Maitland, ou pour d'autres opérations importantes au fuccès du fiége. Il a d'ailleurs été reconnu que des traîtres, qui s'étaient gliffés parmi eux, faifaient favoir aux *Torrys* qui étaient dans la ville tout ce qui fe paffait au camp. Les Français fe rembarquerent, & les Amériquains fe retirerent dans la Caroline. Mais à peine l'armée navale fe préparait à mettre à la voile, qu'une violente tempête ayant caufé de grands dommages aux vaiffeaux, obligea le Comte d'Eftaing de changer fes difpofitions & de féparer fa flotte en plufieurs efcadres. Il en envoya une partie aux Ifles-du-Vent, pour y reporter les troupes qui en avaient été tirées, & couvrir & protéger les Ifles qui étaient

étaient reſtées dégarnies. Cette diſpoſition était d'autant plus néceſſaire qu'une grande partie de la flotte de l'Amiral Byron était reſtée aux Iſles-du-Vent, ſous le commandement du Vice-Amiral Hyde Parker; il ordonna à une autre eſcadre d'aller à la baye de Cheſapeack y chercher des vivres & des ſecours pour les vaiſſeaux & pour les Colonies en général; mais cette miſſion ne put être exécutée que par un ſeul vaiſſeau, commandé par le Marquis de Vaudreuil. Le Comte d'Eſtaing prit le parti de retourner en France avec les vaiſſeaux les plus maltraités. Il arriva à Breſt affligé de ſa défaite, & ſouffrant beaucoup de ſes bleſſures. C'eſt ainſi qu'il termina la campagne navale, la plus pénible de toute la guerre, & où les malheurs de ce Commandant n'ont pu empêcher qu'il n'ait donné des preuves de pluſieurs qualités précieuſes dans un Général de terre & de mer, & bien capables de balancer les fautes que ſes ennemis n'ont point ceſſé de lui imputer.

Les beſoins des Etats de l'Amérique augmentaient en nombre & en grandeur,

leur papier de circulation, en se multipliant, avaient perdu tout crédit, & ils avaient inutilement tenté de négocier des emprunts en Europe. Les troupes étaient mal payées & mal vêtues. Les principaux Républicains, qui avaient jusqu'alors conduit la révolution, ne voulaient point consentir à l'établissement d'une armée permanente, & la sévérité de leurs principes s'allarmait de la popularité de Washington. Ils craignaient de lui confier des armées trop puissantes; & la France ne se préparait point à les aider dans l'établissement des forces navales qu'ils désiraient substituer aux armées de terre. Néanmoins, au milieu de la pauvreté, des embarras & des dissentions politiques, leur ressentiment contre l'Angleterre s'accroissait de jour en jour.

La situation de la Grande-Bretagne à cette époque semblait présager l'extinction de son pouvoir & de sa gloire. Les Manifestes des Cours de France & d'Espagne n'avaient pas dissimulé les motifs de leur réunion contre ce royaume : savoir; le desir

de venger les affronts de la guerre précédente, & le deſſein de détruire « cet empire tirannique que les Anglais avaient » uſurpé ſur l'Océan ». Pour exécuter ces menaces, une flotte, commandée par Don Louis de Cordova, ſe réunit à celle de France au mois d'Août 1779, & forma une armée navale de ſoixante-ſix gros vaiſſeaux de ligne & d'un grand nombre de frégates & bâtimens légers, ſous les ordres du Comte d'Orvilliers. Jamais rien de ſi formidable n'avait paru ſur les côtes d'Angleterre. Un grand nombre de vaiſſeaux à trois ponts, dont pluſieurs de cent vingt-ſix canons, des équipages nombreux & choiſis, & la profuſion de toutes les choſes utiles ou agréables dans une campagne de mer, diſtinguaient cet armement, & ſignalaient la vaſte puiſſance de la maiſon de Bourbon. L'Angleterre était menacée en même temps d'une invaſion. Soixante mille hommes étaient raſſemblés ſur les côtes de Bretagne & de Normandie; trois cents navires étaient frêtés pour leur tranſport; ils n'attendaient qu'un ſignal pour concourir

avec l'armée navale. La Cour de Londres fut férieufement allarmée; elle s'adreffa aux Provinces-Unies pour leur demander les fecours de troupes & de vaiffeaux convenus par les traités, & qu'elles étaient obligées de fournir pour la défenfe de la Grande-Bretagne ; mais les chofes traînerent en longueur, & il fut impoffible d'obtenir de cette république aucune réponfe décifive.

Toutes les reffources des Anglais confiftaient en trente-fix vaiffeaux de ligne, dont le commandement fut donné à l'Amiral Sir Charles Hardy. C'était un homme modefte & d'une fanté faible, qui ne s'était point encore diftingué dans le commandement des grandes flottes. Il s'était depuis longtemps retiré du fervice, & on lui avait donné pour récompenfe le gouvernement honorable de l'Hôpital de Gréenwich; mais fa fageffe infpirait de la confiance, dans une conjoncture où l'on ne pouvoit fe propofer que des mefures défenfives, & où il ne fallait pas qu'il compromît légèrement le fort de fon pays.

Tandis que cette flotte formait fa croi-

ſiere dans l'Oueſt, la flotte combinée entrait dans la Manche; elle parut trois jours de ſuite devant Plymouth. On s'attendait qu'elle attaquerait cette Place : déjà la terreur ſe répandait aux environs, on emmenait les troupeaux dans l'intérieur des terres, chacun emportait ſes richeſſes, on ne voyait ſur les chemins que charriots & meubles précieux ; mais la crainte de ne pas réuſſir ſauva cette place importante qui aurait d'autant moins réſiſté, que, par une négligence puniſſable, elle n'était pas en état de défenſe. Tandis que la flotte combinée ſe bornait à croiſer dans la Manche, les maladies s'introduiſirent parmi les matelots & les ſoldats. On jettait chaque jour plus d'hommes à la mer, qu'un combat continuel n'en aurait pu détruire, & les Commandans ne purent rien entreprendre. Un fort vent d'Eſt s'étant élevé, ils en profiterent pour ſortir du canal, lorſque la flotte anglaiſe parut à leur vue. Le Comte d'Orvilliers ordonna de la chaſſer ; mais l'Amiral Anglais dirigea auſſi-tôt ſa route vers l'Iſle de Wight, entraînant après lui les flottes françaiſe &

eſpagnole qui le pourſuivaient. Là, le canal ſe rétréciſſant, il eſpérait diminuer les avantages que ſon ennemi aurait pu retirer de la ſupériorité du nombre, & ſe mettre en état de manœuvrer & de combattre avec égalité. Il fut agréablement trompé dans ſon deſſein, car les flottes françaiſe & eſpagnole ſe retirerent. Elles retournerent, au mois de Septembre, dans leurs ports reſpectifs, ſans autre fruit des ſommes immenſes qu'un armement ſi conſidérable avait dû coûter, que la capture du vaiſſeau *l'Ardent*, de 64 canons, qui fut intercepté tandis qu'il allait joindre la flotte anglaiſe.



CHAPITRE V.

Débats du Parlement ; mécontentement général au sujet des dépenses publiques ; proposition de Lord North de nommer des Commissaires pour examiner les comptes ; pétition de l'association protestante présentée par Lord George Gordon ; émeutes & dévastations dans la ville de Londres ; conduite du Parlement ; état des finances pour 1780.

LE danger public de la Nation Anglaise ranimait le patriotisme, on ouvrait par-tout des souscriptions pour le service de l'Etat. Des sommes considérables furent données volontairement pour augmenter l'Infanterie. La Compagnie des Indes Orientales donna des gratifications pour lever six mille matelots, & entreprit de bâtir à ses frais trois vaisseaux de soixante-quatorze canons. Les Irlandais leverent aussi trente mille hommes pour défendre le Royaume de toute attaque étrangere ; mais ils saisirent cette Année 1780.

circonſtance pour ſe procurer par force ce que leurs requêtes au Parlement de la Grande-Bretagne n'avaient pu leur obtenir ; ils firent plus, ils réſolurent qu'il ne ſerait importé ni conſommé en Irlande aucune marchandiſe de l'Angleterre ; & au lieu d'accorder les ſubſides pour deux années, comme à l'ordinaire, leur Parlement paſſa un acte pour les faire lever pour le terme de ſix mois ſeulement. L'orgueil du pouvoir était tellement diminué dans le parti du Roi, que ces arrêtés, qui dans un autre temps auraient été regardés comme des actes de rebellion, ne furent point déſapprouvés dans le Cabinet de Londres.

L'ouverture de la ſeſſion du Parlement Britannique s'était faite le 25 Novembre 1779 ; elle fut remarquable par la retraite du Lord Gower, Préſident du Conſeil, qui fut remplacé par le Comte Bathurſt. Lord Hillsboroug ſuccéda à Lord Weymouth, dans la place de Secrétaire d'Etat pour le département du Sud, & Lord Stormont qui avait été précédemment Ambaſſadeur en France, fut nommé à celle de

Secrétaire d'Etat pour le département du Nord, qui était reſtée vacante depuis la mort du Comte de Suffolk. La place de premier Lord du commerce & des plantations avait été réunie à l'Office de troiſieme Secrétaire d'Etat, depuis qu'il avait été créé; mais elle en fut ſéparée en faveur du Comte de Carliſle. Quelque méſintelligence qui s'était élevée entre Lord North & Lord Gower, à l'occaſion de ce qui ſe paſſait en Irlande, avait cauſé la retraite de ce dernier. Le Parlement paſſa un Acte pour permettre aux Irlandais d'exporter leurs laines, ſoit brutes ou manufacturées, d'importer ou d'exporter des ouvrages de verre, & de faire tel commerce que bon leur ſemblerait, tant dans les Colonies Anglaiſes qu'à la Côte d'Afrique, ſous les conditions qui ſeraient réglées par le Parlement du Royaume d'Irlande.

Il était étonnant de voir que le même Miniſtre qui avait porté le Conſeil du Roi d'Angleterre & le Parlement Britannique à employer les meſures coercitives contre les Amériquains, & à rejetter durement leurs

prieres & leurs ſupplications nombreuſes, s'empreſſât de tout ſon pouvoir à donner aux Irlandais tous les privileges qu'ils pouvaient demander, malgré les repréſentations de pluſieurs Comtés d'Angleterre qui s'oppoſaient à cette indulgence.

Le peu d'égard que l'on avait eu aux remontrances qui avaient été faites depuis cinq ans, dans l'une & l'autre Chambre du Parlement, au ſujet du mauvais emploi des revenus publics & des malverſations de ceux qui en avaient la diſpoſition, avait mécontenté la Nation. Il ſe forma des aſſemblées dans les Comtés, pour repréſenter leurs griefs à la Chambre des Communes & établir des Comités de correſpondance juſqu'à ce qu'on en eût obtenu le redreſſement; mais il eſt difficile de reſtreindre la profuſion des Miniſtres, quand le mauvais emploi des deniers publics ſert à augmenter le pouvoir de la Couronne. Cet inconvénient ſerait un grand vice dans la conſtitution anglaiſe, ſi chaque Citoyen n'avait pas toujours les moyens de porter ſes recherches juſques dans les moindres dépen-

ſes, & de citer les malverſateurs au Tribunal de la Nation. La circonſtance était favorable pour travailler à ces recherches, car le Parlement étant alors dans ſa ſixieme ſeſſion, les Membres de la Chambre des Communes ne pouvaient éloigner de leur penſée, que bientôt ils quitteraient leurs places, & qu'il ne fallait pas déſobliger le peuple à l'inſtant où ſa voix allait devenir puiſſante.

Edmond Burke, qui, depuis long-temps employait au ſervice du public une grande habileté, préſenta à la Chambre un plan, « pour aſſurer l'indépendance du Parlement » & établir plus d'économie dans les dé- » penſes du Gouvernement ». Par ſon projet, il ſauvait à la Nation trois cents mille livres ſterling par an (*a*), ſans aucun acte d'injuſtice. Les moyens qu'il employait ſeraient trop longs à expliquer aux lecteurs qui ne connoiſſent pas parfaitement l'Angleterre; mais le Parlement fut frappé d'é-

(*a*) Environ ſix millions ſept cents cinquante mille liv. tournois.

tonnement en voyant les recherches profondes, les principes de juftice & la fagacité avec lefquels ce vafte plan de réforme avait été conçu. Lord North lui-même fut obligé d'y donner fon fuffrage, & déclara, « qu'il était perfuadé qu'aucun autre homme » dans la Grande-Bretagne n'était capable » de développer un fujet fi étendu, fi com» pliqué & fi difficile, avec autant d'ha» bileté & de fuccès ».

Le Colonel Barré propofa, trois jours après, d'établir un Comité pour travailler à l'exécution de ce plan d'économie fi néceffaire à la Nation. Cette motion fut approuvée, en apparence, par le Miniftre & fes nombreux amis; mais cette concurrence affectée ne dura pas long-temps, car Lord North propofa fur le champ un bill qu'il avait préparé pour former un Comité, à l'effet d'examiner les comptes & les dépenfes paffées des deniers publics, auffi bien que les dépenfes courantes, de maniere à en faire, le plutôt poffible, fon rapport à la Chambre. Ce bill déclarait expreffément que les Commiffaires ne feraient

point membres de la Chambre des Communes. Par ce moyen, il crut éluder toute recherche ultérieure, & rompre tout projet ; mais la queſtion ne tarda pas à être préſentée ſous une nouvelle forme.

M. Dunning remontra combien il était important de prendre en conſidération les pétitions des différens Comtés, & fit deux motions. La premiere : *que l'influence de la Couronne était augmentée, & continuait d'augmenter, & qu'elle devait être diminuée.* La ſeconde : *que la Chambre des Communes eſt compétente pour examiner & corriger les abus de la dépenſe des revenus de la liſte civile, quand il lui paraît expédient de le faire.*

Ces deux motions furent admiſes par une Majorité nombreuſe : le Miniſtre fut laiſſé dans la Minorité, & tous les inſtrumens de ſon pouvoir paraiſſaient ſe briſer. Thomas Pitt demanda qu'il fût réſolu, que c'était le devoir de la Chambre d'apporter des remedes immédiats & efficaces aux abus denoncés dans les pétitions des Comtés, Cités & Villes du Royaume ; cette réſo-

lution passa encore à l'affirmative. Enfin Charles Fox demanda que ces trois résolutions fussent rapportées sur le champ, ce qui passa à la pluralité, malgré l'opposition du Ministere. Alors elles furent lues une premiere & une seconde fois, & agréées sans division; mais l'Orateur de la Chambre étant tombé malade, elle fut obligée de suspendre ses assemblées pour quelque temps. Lord North & ses agens profiterent de ce délai pour rétablir leur pouvoir, & quand la Chambre reprit ses séances, son ardeur pour le bien public se trouva extrêmement rallentie. Elle n'agréa plus de résolutions populaires, & celles qu'elle avait prises, dans le premier transport de zèle, n'eurent aucun effet. La plupart des Membres trouverent qu'ils avaient fait assez pour leurs constituans, & que, s'ils alloient plus loin, ce serait nuire à leurs intérêts individuels. Toutes les parties du projet d'économie de Burke furent finalement rejettées. Il avait entrepris une cure radicale, dans un temps où l'état désespéré du malade, ne permettait plus que des palliatifs.

Ses efforts ne servirent qu'à prouver l'exiſtence des abus & l'impoſſibilité de les réprimer, ſi le Souverain n'y contribuait pas de lui-même.

Edmond Burke s'était rendu célèbre par ſon patriotiſme ; mais il avait le vertueux défaut de ne pas ſe prêter aux modifications & aux tempéramens que la corruption de ſon ſiècle aurait rendus néceſſaires ; dédaignant de recourir aux expédiens, il ſuivait, en tout, le droit & la ſtricte ſageſſe. Lorſqu'il s'était élevé des diviſions entre le peuple & la Légiſlature, dans l'affaire de Wilkes, il avait indiqué, de la maniere la plus énergique, les cauſes du mécontentement populaire, & les moyens de le faire ceſſer ; il avait travaillé à arrêter la dépravation des Anglais dans l'Orient du monde, & à détourner les orages qui le menaçaient dans l'Occident. Il s'était employé à obtenir juſtice pour l'Irlande, & il venait d'entreprendre la réforme des abus en Angleterre. Il s'était montré, dans toutes ces occaſions, véritable & incorruptible ami de ſon pays. Son inflexibilité

déplaisait à plusieurs, & il avait le tort impardonnable de paraître plein de vertu, quand la vertu n'était plus à la mode; mais l'insensibilité ni l'ingratitude ne pouvaient l'empêcher de jouir de la satisfaction sans égale de passer sa vie dans l'accomplissement des devoirs d'un Politique éclairé, & d'un bon Citoyen. « Une vie consacrée au service de notre pays, dit un grand Ecrivain, remplit toutes nos facultés ; elle n'admet point de faux plaisirs ; il y en a peu qui puissent s'accorder avec nos devoirs publics, & c'est de l'accomplissement de ces devoirs que résulte le plus grand plaisir. Ni Montagne, en écrivant ses Essais, ni Descartes, en bâtissant de nouveaux Mondes, ni Burnet, en fabriquant une terre antérieure au Déluge, ni Newton, en découvrant les loix de la nature, n'ont ressenti plus de joie intérieure qu'un vrai Patriote, quand il rassemble toutes les forces de son entendement, & dirige toutes ses pensées & ses actions au bien de son pays ».

Tandis que la Nation s'occupait en Angleterre de la reforme des abus, quelques personnes

personnes du Royaume d'Ecosse, qui avaient séance au Parlement, & qui pensaient que la tolérance accordée en Angleterre & en Irlande, à ceux de l'Eglise Romaine, ne pouvait produire que de bons effets, faisaient espérer aux Catholiques du Royaume d'Ecosse, qu'ils obtiendraient pour eux la même indulgence. Aussi-tôt que ce dessein fut connu, des Protestans fanatiques s'allarmerent & n'omirent rien pour ranimer la haine du peuple contre les Catholiques, les sermons, les écrits réveillerent la discorde, & il devint impossible de faire entendre à la multitude, qu'il ne s'agissait pas d'accorder aux Catholiques une liberté, ni des faveurs qui pussent donner du crédit à leurs principes religieux ou politiques, mais seulement d'adoucir des loix pénales dévenues trop sévères depuis que l'Eglise Romaine n'était plus à redouter. Les maisons & les propriétés des Catholiques d'Edimbourg & de Glascow devinrent la proie de la populace, & cette haîne envenimée contre les Catholiques passa rapidement d'Ecosse en An-

gleterre. Il se forma une *Association Protestante*, composée de gens bien intentionnés & de bonne foi, mais mal informés, & dont on avait excité les terreurs, en leur disant, que les principes du Papisme s'étendaient dans le Royaume à un degré allarmant, & que le Gouvernement & la Législature avaient formé le dessein de protéger cette Religion. Les Protestans Anglais doivent nécessairement haïr les Catholiques. Les efforts faits pour asservir le peuple, en rétablissant le Catholicisme, ont entraîné des troubles & des malheurs affreux; mais doit-on punir les intrigues des Papistes qui existaient, il y a cent ans, jusqu'à la derniere génération? Un siécle n'a-t-il pas suffi pour expier les crimes de la premiere race?

Cependant l'Association Protestante croissait en nombre & en activité, sous l'influence d'un Président, que son esprit violent & déterminé semblait destiner à être chef de faction. Ce Jeune-homme, descendant d'une des plus anciennes & des plus honorables familles de l'Ecosse, pouvait re-

garder l'affection populaire comme un droit de ſa naiſſance, & il n'avait pas negligé de cultiver cette diſpoſition favorable. Toutes ſes démarches portant l'empreinte d'un caractere particulier, avaient d'abord fixé ſur lui l'attention publique. Ses ſingularités avaient bientôt paſſé pour des marques de génie, & ſon extérieur & ſon habillement, qui ſemblaient copiés ſur ceux de l'âge du puritaniſme, avaient perſuadé la multitude de la ſainteté de ſa vie ; mais, malgré ce déguiſement, ſa conduite n'était rien moins qu'auſtere.

Sous l'influence de ce Réformateur, la Société Proteſtante adreſſa à la Chambre des Communes une pétition pour demander la rétractation des actes paſſés en faveur des Catholiques Romains. Cette requête était ſignée de pluſieurs mille perſonnes ; & pour en attendre le ſuccès, tous les vrais Proteſtans avaient été invités par des billets circulaires écrits à la main, & par les papiers publics, à ſe raſſembler dans la plaine de St. George (*a*), & à ſe diſtinguer

(*a*) *Saint-George's Fields.*

par des cocardes bleues. Leur chef qui était membre du Parlement, déclara qu'il ne voulait délivrer la pétition des Proteſtans, que lorſqu'ils feraient raſſemblés au nombre de vingt mille. En eflet, cette immenſe multitude environna auſſi-tôt Weſtminſter, & s'empara de toutes les avenues du Parlement.

Quoique le Gouvernement n'eût pas l'intention d'accorder ce qu'ils demandaient, on n'avait pris aucune précaution contre les ſuites que pourrait avoir une pareille aſſemblée, & la conduite de George Gordon tendait viſiblement à enflammer la colere & le déſeſpoir de tout ce peuple, en le trompant ſur la maniere dont on entendait traiter les Catholiques, & en attribuant au Gouvernement des vues qu'il n'avait pas. Pluſieurs des Lords furent inſultés & maltraités de la populace, en ſe rendant à la Chambre des Pairs, & ſur le ſoir, les Chapelles Catholiques des Ambaſſadeurs de Sardaigne & de Baviere furent démolies & brûlées. Alors l'ordre & les loix n'eurent plus de pouvoir. Les mai-

ſons où les Catholiques demeuraient furent démolies & les meubles jettés dans les rues & brûlés. La puiſſance civile était ſans force pour arrêter ces violences ; & les Magiſtrats ſans crédit. Une grande Ville recèle toujours un certain nombre de ſcélérats & de libertins déſeſpérés, qui ne ſont retenus que par la crainte des loix, & qui n'attendent que la ſuſpenſion de l'autorité légale, pour ſe livrer impunément à leurs penchans, & commettre des crimes atroces.

Ceux-ci, s'étant raſſemblés, dirigerent leurs attaques contre les objets qu'ils avaient ſujet de redouter. Ils forcerent les priſons & mirent les priſonniers en liberté ; les maiſons des Juges de paix & des Magiſtrats furent détruites. Toute autorité étant renverſée, on ne ſavoit juſqu'où pouvaient aller les ravages ; la banque fut ouvertement menacée de ſa ruine, & le deſtin de l'Angleterre ſemblait en ce moment dépendre de la fureur de quelques forcenés. Pour mettre fin à tant de déſordres, on ſe détermina à faire entrer dans la Ville pluſieurs corps de troupes ; ils arriverent dans la nuit

du 7 Juin. La ressource effrayante & fâcheuse d'une exécution militaire fut employée comme le seul moyen de sauver Londres de sa destruction.

On ne saurait décrire les horreurs de cette nuit; cinq cents hommes furent tués ou blessés, & quoiqu'on eût fait avertir les habitans de ne pas quitter leurs demeures, plusieurs personnes innocentes reçurent des balles, en passant dans les rues. Aussi-tôt après que cette sanglante exécution eut fait cesser le tumulte, George Gordon fut arrêté; il fut examiné par plusieurs Lords du Conseil-Privé, & constitué prisonnier à la tour. Il fut traduit à la Cour du Banc du Roi, le 5 Février 1781, comme coupable de haute trahison; mais le Juré le déclara innocent.

Ce moment d'Anarchie avait suspendu les séances du Parlement jusqu'au 19 Juin, & le lendemain il fut résolu que l'on expliquerait au peuple la nature de l'acte du Parlement, qui avait causé tant de rumeur, & dont la fausse interprétation avait mis le Royaume dans un péril imminent. Il était

à regretter que cette maniere de détruire les appréhensions des Protestans bien intentionnés, mais mal informés, n'eût pas été plutôt employée. La session du Parlement fut terminée le 8 Juillet.

Un engourdissement général succéda à cette violente secousse; la Nation semblait avoir perdu le desir & l'espoir d'obtenir la réduction de la prérogative royale, & la réforme des dépenses inutiles. Les tumultes de Londres servirent de prétexte pour mettre tout le Royaume à la discrétion du pouvoir militaire. L'autorité de la Couronne prenait de l'ascendant de plus en plus, & l'esprit de liberté diminuait; enfin tout semblait conduire à la Monarchie absolue; mais telle est l'excellence de la constitution Britannique, que la balance des trois pouvoirs se redresse d'elle-même, à l'instant où elle semble pencher vers sa ruine.

Les subsides pour l'année 1780 furent portés à 21,196,496 liv. sterl. Le nombre des Matelots employés s'éleva à quatre-vingt cinq mille, y compris les soldats de la Marine; les troupes britanniques à trente-

cinq mille hommes, y compris les invalides. On ne paya qu'un million & demi des dettes de la Marine. Les nouvelles taxes qui avaient été levées les deux années précédentes, ſe trouvaient avoir produit beaucoup moins qu'on ne les avait évaluées, & il fallut avoir recours au fond d'amortiſſement, pour remplacer ce *deficit*. C'eût été un grand inconvénient que ce *deficit*, s'il avait dû ſe perpétuer, mais les nouvelles taxes doivent toujours être inſuffiſantes, dans les premieres années, & avec le temps elles augmentent par le progrès du commerce, de la conſommation & de l'aiſance publique.

Pour fournir 21,196,476 liv. ſterling, on eut recours, comme à l'ordinaire, à la taxe des terres, & à celle de la dreche; on renouvella pour trois millions quatre cents mille livres de billets de l'Echiquier; on prit deux millions cinq cents mille liv. du fond d'amortiſſement; douze millions furent empruntés par annuités, & on leva 480,000 livres, par voie de loterie. Les annuités furent fixées à 4 pour % d'intérêt

permanent, & une liv. ſeize ſols trois deniers ſterling par an, pour chaque cent liv. pendant huit ans. Les Souſcripteurs de l'emprunt recevaient en outre quatre billets de loterie, à 10 livres ſterling chaque billet. L'intérêt annuel de l'emprunt montait à ſix cents quatre-vingt-ſeize mille ſix cent cinquante liv. & le paiement en fut aſſuré de la maniere ſuivante; ſçavoir: un droit additionnel de ſix *pences* par boiſſeau ſur la dreche; un *penny* par gallon (*a*) de vins communs; trois *pences* ſur les liqueurs, & un *sheling* ſur le rum & l'eau-de-vie; quatre liv. ſterling ſur chaque tonneau de vin de Portugal, & huit livres par tonneau de vins de France: un droit de quatre *shelings* par *chaldron* (*b*) ſur l'exportation du charbon de terre; un droit additionnel d'un *sheling* dix *pences* par boiſſeau de ſel, un droit de contrôle ſur la recette des legs, proportionnée à leur montant, depuis cent livres & au-delà. Une taxe de cinq shelings par an ſur les teneurs

---

(*a*) Le *gallon* contient quatre pintes.

(*b*) Le *chaldron* eſt une meſure de trente-ſix boiſſeaux.

de café & diftributeurs de thé & de chocolat ; enfin, un droit additionnel de fix *pences* fur tous les avertiffemens inférés dans les papiers nouvelles (*a*). Le Parlement ajouta à ces fubfides une vote de crédit d'un million.

(*a*) Le peuple d'Angleterre à tant d'empreffement pour les papiers publics, que les taxes fur cet objet produifent quinze millions de liv. fterling, fans y comprendre les impôts qui exiftent fur le papier.

Fin du Livre troifieme.

LIVRE QUATRIEME.

Depuis la campagne de 1780 jufqu'à la démiffion de Lord North; le changement du Minifiere Britannique & la fin des hoftilités.

CHAPITRE PREMIER.

Victoire de l'Amiral Rodney fur les Efpagnols, il ravitaille Gibraltar. Succès de l'Amiral Digby; tentatives de l'Angleterre pour reftreindre le tranfport des munitions ennemies fur les navires Hollandais.

LES forces de la marine françaife croiffaient, & les puiffances qui n'étaient point en guerre le voyaient fans jaloufie. L'Angleterre attaquée de toutes parts, n'avait à oppofer que fon courage. Gibraltar était bloqué par terre & par mer, & la garnifon aurait bientôt manqué de vivres & de munitions,

ſi les Anglais n'avaient pas entrepris d'en introduire de vive force. Ils armerent vingt-un vaiſſeaux de ligne, & le commandement de cette flotte fut confié à l'Amiral Rodney. Il y avait peu de jours que cet Amiral tenait la mer, lorſqu'il rencontra une flotte eſpagnole de quinze vaiſſeaux de tranſport, eſcortés par un vaiſſeau de ſoixante-quatre canons, & cinq frégates. Ils avaient appareillé de Saint-Sébaſtien, qui eſt le port d'Eſpagne le plus *Nord-eſt* dans la baie de Biſcaye, chargés de proviſions & de munitions, pour ſe rendre à Cadix. Il les prit tous, & n'en laiſſa pas échapper un ſeul. Huit jours après, (le 16 Janvier 1780) tandis qu'il doublait le Cap-Saint-Vincent, il découvrit une flotte eſpagnole de onze vaiſſeaux de ligne, ſous le commandement de Don Juan de Langara; il lui donna chaſſe, & quoiqu'il fût alors au large, il parvint à la couper, & continua de marcher tenant le plus près du rivage, afin qu'elle ne pût échapper ni ſe ſauver dans aucun port de la côte.

Le combat commença vers quatre heures

de l'après-midi, & ne dura que quarante minutes, au bout desquelles un des vaisseaux espagnols, qui avait pris feu, sauta en l'air, & l'équipage fut englouti; alors le reste de la flotte espagnole prit la fuite. Malgré la tempête qui s'éleva tout-à-coup, l'Amiral Anglais les poursuivit toute la nuit à travers la grande mer, & le matin, la flotte chassée ayant approché des bas-fonds de Saint-Lucar, il acheva de la réduire. Quatre vaisseaux, du nombre desquels était le vaisseau amiral, furent pris & conduits à Gibraltar, deux autres avaient été pris, mais ayant été jettés sur la côte, l'un se perdit, & l'autre fut repris. La flotte espagnole consistait en quatorze vaisseaux de ligne, mais trois en avaient été séparés avant le combat. Cette victoire ne coûta pas deux cents hommes à l'Angleterre. Gibraltar fut complétement ravitaillé, & la garnison fut renforcée d'un régiment nouvellement levé.

Sir George Rodney ayant envoyé quelques vaisseaux au port Mahon, partit avec une escadre de six vaisseaux & deux frégates pour les Antilles, & le reste retourna en

Angleterre, fous les ordres de l'Amiral Digby, lequel prit en fon chemin un vaiffeau français de foixante-quatre canons, qui faifoit partie d'un convoi deftiné pour l'Ifle Maurice.

La mort de Sir Charles Hardy, qui arriva au mois de Mai 1780, fit paffer le commandement de la flotte de la Manche à l'Amiral Geary, qui appareilla au commencement de Juin; mais comme la jonction des flottes française & efpagnole ne s'effectua pas, il ne parut point d'ennemis pour difputer à l'Angleterre la fouveraineté de l'Océan. Geary en profita pour capturer une partie d'une riche flotte marchande françaife qui venait du Port-au-Prince, chargée de fucre. Un mois après il termina fa croifiere, & quitta le commandement, qui paffa à l'Amiral Darby.

Le Gouverneur Johnftone ayant terminé fans fuccès fa miffion en qualité de Commiffaire du Roi pour la pacification de l'Amérique, avait repris fon fervice dans la marine; il employa l'été à croifer avec une faible efcadre fur la côte de Portugal,

où il prit un grand nombre de gros navires français & eſpagnols richement chargés.

Juſqu'alors les événemens de l'année avaient été heureux pour l'Angleterre; ils l'avaient garantie de la ruine & préſervée de l'abaiſſement dont elle ſemblait avoir été menacée; mais tandis qu'elle jouiſſait de ſes ſuccès, la flotte eſpagnole, commandée par Don Louis de Cordova, arrêta cinq vaiſſeaux de la Compagnie anglaiſe des Indes Orientales, qui partaient pour l'Aſie, & un grand nombre de navires qui allaient aux Antilles. Cette perte parut moins ſenſible au commerce Britannique que ne l'auroit été celle d'un pareil nombre de navires venans de l'Inde ou des Antilles, & chargés pour l'Angleterre, parce que leurs cargaiſons étant compoſées de marchandiſes anglaiſes, il en réſultait une augmentation de travail en faveur de la partie pauvre & laborieuſe de la nation, aux dépens de la plus riche.

Le principal objet que la Cour d'Eſpagne ſe propoſait dans cette guerre, était de conquérir Gibraltar, Minorque & les

Florides. Mais Gibraltar était bien difficile à réduire, Minorque était ſuſceptible d'une longue réſiſtance, & l'époque où finirait le ſiége de Penſacola (*a*) ne pouvoit être fixée. Tandis que Don Bernard de Galves, Gouverneur de la Louiſiane, raſſemblait des forces pour envahir la Floride occidentale, un détachement partit de la Jamaïque & s'empara d'Omoœ, établiſſement eſpagnol à la côte des Moſquites ; mais l'intempérie du climat fut fatale aux vainqueurs, & en fit périr un grand nombre.

L'Amiral Hyde Parker, qui croiſait aux Antilles, prit ou détruiſit beaucoup de Navires deſtinés pour la Martinique & la Guadeloupe. Une flotte de trente voiles eſcortée par une ſeule frégate (*b*), qui était arrivée heureuſement aux attérages, & qui donna imprudemment dans le canal de Sainte-Lucie, devint ſa proie à l'inſtant où elle

(*a*) Place forte dans la Floride occidentale, commencée à bâtir par les Eſpagnols, & entierement fortifiée par les Anglais.

(*b*) *L'Aurore*, Capitaine de flotte.

allait

allait entrer dans le port. A deux heures après-midi, cette flotte parut devant la baie du Fort-Royal, pourſuivie par les vaiſſeaux anglais. Les batteries du Fort-Royal firent feu autant que l'éloignement le permettait. Le Chevalier de la Motte-Piquet, qui ſe trouvait au Fort-Royal avec ſept vaiſſeaux de ligne qui avaient beſoin de réparations, & dont une grande partie de l'équipage était à l'hôpital, ne vit point ſans colere tant de navires français tomber au pouvoir de l'ennemi. Il monta ſur ſon vaiſſeau *l'Annibal*, & filant ſes cables par le bout, il ſortit du port, & à l'aide des batteries chercha à en ſauver une partie. Il canona l'eſcadre de Parker, oſa combattre de près, lui ſeul, contre trois vaiſſeaux qui avaient coupé le convoi & la frégate qui l'eſcortait, dégagea la frégate, & mit ſous ſa protection dix des navires qui n'étaient pas encore amarinés. Deux autres vaiſſeaux, ſeuls alors en état de ſortir, le ſuivirent & ſe joignirent à ſes efforts. Cent matelots ſortirent de l'hôpital, & quoique malades, coururent s'embarquer à bord du

vaiſſeau *le Vengeur.* Cette petite eſcadre mit tant d'activité dans ſon feu & d'adreſſe dans ſes manœuvres, qu'elle ſauva la moitié du convoi, déſempara pluſieurs vaiſſeaux de l'eſcadre de Parker, & ne ceſſa ſon feu qu'à la nuit, & après les avoir contraints de s'éloigner.

Les Puiſſances du Nord tiraient un grand avantage de l'accroiſſement de la marine de France, par la fourniture qu'elles faiſaient à ce Royaume, du chanvre, des mâtures & du cuivre. Les Anglais avaient intérêt d'intercepter ces matériaux, & de les empêcher d'entrer dans les ports de ſes ennemis; mais il ſe fit une confédération entre la Ruſſie, le Danemark & la Suede, par laquelle il fut réſolu que ces trois Puiſſances armeraient un certain nombre de vaiſſeaux de guerre pour protéger leurs navires marchands, dans le tranſport & la vente des matériaux utiles à la marine. Cette alliance à laquelle on donna le nom de *neutralité armée*, avait été d'abord propoſée par l'Impératrice de Ruſſie, & avait été formée enſuite par les influences de la Cour de

Stockholm. La Ruſſie n'avait acquis ſa puiſſance maritime que ſous la direction d'un Amiral Anglais, & par les inſtructions & l'exemple des Officiers & Canoniers Anglais; mais l'intérêt du moment fait aiſément oublier aux Princes leurs anciennes obligations; la politique de la France avait ſu gagner la Cour de Petersbourg, en détournant, par ſa médiation, une guerre prête à ſe déclarer entre la Ruſſie & la Porte Ottomane, & donnant à Catherine II le temps de faire éclore de plus vaſtes projets.

Rien ne pouvait être plus agréable à la France & à l'Eſpagne que la neutralité armée, & chacune de ces deux Cours exprima vivement ſon approbation. A l'égard de l'Angleterre, elle déclara s'en rapporter aux loix des Nations & à la teneur des engagemens ſtipulés dans les traités de commerce alors ſubſiſtans.

Juſqu'à cette époque, les mâtures & les munitions navales avaient été regardées par les Nations belligérantes comme des objets de contrebande, & chacune d'elles s'était crue autoriſée à s'emparer des ma-

tériaux deſtinés à ſon ennemi. Les Hollandais qui retiraient le plus grand profit de ce commerce de transport, n'étant point entrés dans la confédération, furent ſurveillés par les vaiſſeaux anglais, & on ne leur permit de tranſporter aucunes munitions navales dans les ports de France ni d'Eſpagne. Si-tôt que des navires chargés de ſemblables cargaiſons étaient rencontrés, ils étaient conduits en Angleterre, leurs cargaiſons étaient déchargées, & le prix payé par le Gouvernement, après quoi il leur était permis de s'en retourner. La République de Hollande ſe plaignit de cette conduite comme d'une infraction du droit des Nations; mais les particuliers s'attacherent à en tirer du profit. Ils évaluerent, par colluſion entr'eux, à très-haut prix, des cargaiſons qu'ils ſe procuraient à bon marché, & ſouvent ils ne les embarquerent que dans le deſſein de les faire prendre & de les faire payer au-delà de ce qu'elles valaient; tant il eſt vrai que dans la guerre, il n'eſt point de précaution ſage qui n'ait des inconvéniens ruineux.

CHAPITRE II.

Combats entre les flottes françaiſe & angloiſe aux Indes Occidentales; ouragan furieux; priſe de Charles-Town par le Général Clinton; victoire de Cornwallis à Cambden; compte rendu au Roi par M. Neker; état des finances pour 1781.

APRES le ravitaillement de Gibraltar, l'Amiral Rodney vint aterrer à la Barbade où il s'informa de l'état de la guerre dans les Antilles; il apprit que l'Amiral Hyde Parker, avec quatorze vaiſſeaux, était à l'ancre à Sainte-Lucie, & que le Comte de Graſſe du Bar était au Fort-Royal de la Martinique avec neuf vaiſſeaux, mais qu'il attendait à chaque inſtant l'arrivée d'une flotte conſidérable commandée par le Comte de Guichen qui eſcortait un convoi de cent navires chargés de beaucoup de proviſions & de grands renforts de troupes; que l'Iſle de Sainte-Lucie étant menacée, l'Amiral Parker avait détaché quatre Année 1780.

vaiſſeaux de ligne des dix-huit qui formaient la totalité de ſa flotte, pour aller chercher un renfort à Antigoa. L'Amiral Rodney & le Comte de Guichen arrivaient en même temps, l'un à la Barbade & l'autre à la Martinique. Le premier fit partir auſſi-tôt les vaiſſeaux de tranſport deſtinés pour Sainte-Lucie; à l'égard du dernier il avait envoyé en avant la frégate *la Diane* & deux *cutters*, pour avertir le Comte de Graſſe. La frégate ſe perdit corps & biens, & les *cutters* rencontrerent quelques navires de tranſport, armés de canons, contre leſquels ils combattirent, & dont ils ne purent prendre aucun. Le Comte de Guichen ne les voyant point revenir changea de route, craignant de rencontrer les Anglais avec des forces ſupérieures, au vent de la Martinique. Alors il apperçut quatre gros vaiſſeaux qui venaient à lui, mais bientôt ils virerent de bord, & ayant été reconnus pour Anglais, il les chaſſa juſquà ſix heures du ſoir, ſe laiſſant entraîner à leur pourſuite à la hauteur de la Deſirade. A la vue de cette Iſle, ayant un riche convoi à conſerver, &

craignant de trop s'éloigner, il vira de bord, & le lendemain matin il mouilla dans le port du Fort-Royal, l'efcadre du Comte de Graffe étant venue le joindre à dix lieues au large, par le canal de la Dominique. Le Marquis de Bouillé, Gouverneur de la Martinique, qui s'était embarqué fur l'efcadre du Comte de Graffe, avec les troupes, les munitions, l'artillerie qu'il avait préparées pour l'attaque de Sainte-Lucie, fe rendit à bord de *la Couronne*, que montait le Comte de Guichen, & lui propofa de faire entrer le convoi au Fort-Royal, fans y jetter l'ancre, & d'aller furprendre à l'inftant Sainte-Lucie; mais fon ardeur fut obligée de céder à la prudence du Général de mer, qui lui objecta qu'il y avait beaucoup de malades, & qu'il fallait abfolument les débarquer. Cette opération fit perdre trente-fix heures bien précieufes; tandis qu'ils entraient au Fort-Royal, les quatre vaiffeaux que le Comte de Guichen avait rencontrés fous le Vent, entraient dans le port de Sainte-Lucie, avec un renfort de douze cents hommes. Par un autre contre-

temps, on apperçut vingt-huit vaiſſeaux de tranſport qui venaient de la Barbade, & on leur fit donner la chaſſe; mais ils ſe trouverent marcher ſi bien qu'ils doublerent la pointe du Gros-Iſlet ſans qu'on pût les intercepter. Un Aide-de-camp & quelques Officiers envoyés par le Marquis de Bouillé deſcendirent à terre, & ils rapporterent que, d'après toutes les informations priſes des Français affidés, l'Iſle ne pouvait être attaquée avec ſuccès, parce qu'indépendamment de la difficulté de s'emparer des fortifications du Morne fortuné, la garniſon était en ce moment de cinq mille hommes aguerris, & abondamment pourvue de toutes les choſes néceſſaires. Sur ces avis, la flotte retourna à la Martinique, & pendant qu'elle rentrait au Fort-Royal, l'Amiral Rodney, dont les découvreurs avaient ſurveillé tous les mouvemens des Français, jettait l'ancre à Sainte-Lucie avec cinq vaiſſeaux & deux frégates; il en ſortit le lendemain, avec vingt-ſix vaiſſeaux, pour venir établir ſa croiſiere devant le Fort-Royal.

La flotte françaiſe ſortit à ſon tour, les

deux armées étaient égales en nombre, trois combats opiniâtres, les 17 Avril, 15 & 19 Mai 1780, ne produisirent aucune conséquence décisive, & la victoire demeura incertaine. Dans le premier combat qui eut lieu le 17 Avril sous la Dominique, l'Amiral Rodney fut mal secondé par plusieurs vaisseaux de son armée; il démonta les Capitaines & les renvoya à Londres, où ils furent cassés par le jugement d'une Cour Martiale. La récompense, en Angleterre, est d'un côté, & la punition de l'autre; on n'y voit point de ces hommes vieillis sans gloire dans le service, & parvenus aux dignités par la date de leur naissance, malgré le défaut de courage ou de capacité. La sentence de l'Amiral Bing fut peut-être cruelle, mais tous les Marins s'en souviennent; ils craignent la voix du peuple qui demande des succès & n'admet pas facilement d'excuses.

Les Français perdirent plus d'hommes que les Anglais, dans ces combats répétés; il y avait à bord des vaisseaux six mille hommes de débarquement, sous les ordres

du Marquis de Bouillé, & prêts à envahir quelqu'une des Isles Anglaises, si la victoire se déclarait en faveur du Comte de Guichen.

Après le combat du 19 Mai, ce Général ne s'occupa que de réparer sa flotte, & de remplir sa mission, qui était d'escorter le convoi des Isles du Vent à Saint Domingue, & de ramener celui de toutes les Isles à Cadix.

Les Antilles ravagées par le fléau de la guerre le furent d'une maniere plus terrible encore, par d'affreux ouragans qui s'éleverent les 10 & 11 Octobre 1780, ils renverserent les maisons, les arbres, dégraderent les plantations; hommes, femmes & troupeaux étaient écrâsés dans les retraites où ils cherchaient un abri. La foudre se mêlait à la fureur des vents, cent tonerres tombaient à la fois, tandis que les tourbillons enlevaient les feuillages, les terres & les plantes jusques à la hauteur des montagnes. Les navires & les vaisseaux de guerre mouillés sur quatre ancres furent brisés dans l'intérieur des ports. Hommes, bestiaux, rien ne restait debout, tout était renversé

la face contre terre, & dans cette poſture humiliée ſemblait implorer un ciel inexorable. Témoin de cette convulſion de la nature, toute la chaleur de mon ame ne ſuffit point à la décrire ; où ſont les Peintres, où ſont les Poëtes capables d'en faire le tableau ?

Cet ouragan fut le plus furieux de ceux que les Antilles ont éprouvé depuis un ſiecle. Depuis Cayenne juſqu'à la Jamaïque, aucune Iſle ne fut épargnée ; mais la Barbade, qui eſt la plus au vent de toutes, ſouffrit ce que l'imagination ne peut admettre. Le ſang y était comprimé dans les veines par la force du vent, & faiſait éprouver à tout ce qui reſpire une ſouffrance inconnue. Un grand nombre de vaiſſeaux périt dans les ports de la Grenade, de Tabago & de Saint-Vincent. La frégate *la Junon,* de quarante canons, & la corvette *le Fame*, priſe faite ſur les Anglais, furent détruites ſur les côtes de cette derniere Iſle, & la plus grande partie des Officiers & des équipages fut noyée. Tous les vaiſſeaux qui étaient dans les ports de la Martinique périrent ou

déraderent, & s'abandonnant à la fureur des flots, quelques-uns furent engloutis, d'autres furent pris, plusieurs se sauverent à Saint-Domingue; mais les flottes anglaises souffrirent encore davantage dans la rade de Sainte-Lucie. Plusieurs vaisseaux de ligne y furent entièrement détruits. Deux frégates prirent feu sur les côtes de la Martinique, on n'en put sauver qu'environ quarante matelots que le Marquis de Bouillé fit habiller, soigner & renvoyer libres. Enfin la ruine fut générale. A la nouvelle de ces malheurs, il s'ouvrit à Londres un grand nombre de souscriptions pour les réparer dans les Isles anglaises, & le Gouvernement accorda une somme considérable pour être distribuée à ceux qui avoient le plus souffert; mais cet évènement produisit en France beaucoup moins de sensation; des citoyens de tous les rangs l'apprirent avec indifférence, & le Gouvernement ne pouvait pas être plus sensible que les particuliers.

Les opérations de la campagne dans l'Amérique Septentrionale furent dirigées vers le Sud. Sir Henry Clinton voulant s'em-

parer de la Caroline Méridionale, fit évacuer Rhode-Iſland, poſſeſſion d'une grande importance, à cauſe de la bonté de ſon port. L'abandon qu'il fit volontairement de cette Province, eſt une preuve fâcheuſe de la diſparité qui exiſtait entre les forces employées pour ſoumettre l'Amérique, & l'étendue de ce projet. Les Français s'emparerent auſſi-tôt de Newport, qu'ils avaient inutilement eſſayé de réduire. L'Armée angloiſe entra dans Charleſtown, le 13 Mai 1780, & bientôt après le Chevalier Clinton retourna à New-York. Le Comte Cornwallis demeura Commandant en chef dans la Caroline; mais une armée amériquaine commandée par le Général Gates, le vainqueur de Bourgoyne, le dépoſſéda de toute la Province, excepté de la Capitale, où les Anglais ſurent ſe maintenir. Dans cette extrémité, Cornwallis réſolut d'attaquer l'armée amériquaine, quoique ſupérieure en nombre à la ſienne, & il la vainquit à Campden. Le Baron de Kalb, Major-Général au ſervice des Etats-Unis, fut tué dans cette bataille. Le Lieutenant-Colonel

Dubuiſſon, ſon Aide-de-Camp, fit tous ſes efforts pour lui ſauver la vie, & ſe défendant encore après la défaite de l'armée, il fut dangéreuſement bleſſé & fait priſonnier. L'Etat de la Caroline récompenſa la bravoure de cet Officier, en lui accordant le grade de Brigadier-Général, & le Congrès le recommanda à la Cour de France. Le Lieutenant-Colonel Carleton ſe diſtingua dans toute cette campagne, & il devint formidable aux Amériquains. Il était moins difficile de remporter cette victoire, toute importante & ineſpérée qu'elle était, que de ramener les eſprits des habitans à leur ancienne obéiſſance envers le Gouvernement Britannique; leur volonté demeurait invincible, leur haine ſemblait ſe nourrir & s'accroître dans les revers, & à toutes les occaſions, cette haine éclatait par des actes hoſtiles.

Le Miniſtere Britannique craignant que dans la ſeſſion prochaine, le Parlement cédant au murmure du peuple, prît ſérieuſement en conſidération les abus qui exiſtaient dans les dépenſes publiques, réſolut de diſſoudre tout-à-coup cette Aſſemblée,

& de convoquer un nouveau Parlement pour le 31 Octobre 1780.

Edmond Burke tenta d'y introduire ſon plan d'économie, mais avec moins de ſuccès que dans la ſeſſion précédente. Dans le même temps, M. Neker, Miniſtre des Finances en France, rendit au Roi un compte détaillé des réformes qu'il avait faites, & lui indiqua un grand nombre de moyens par leſquels la ſituation de l'Etat devait s'améliorer encore dans l'avenir. Ce compte rendu reçut de grands éloges dans le Parlement d'Angleterre, & donna lieu à ſes Orateurs de faire remarquer combien il était à craindre pour la Nation Britannique, que la France continuât de s'éclairer, & le Gouvernement Anglais de ſe corrompre.

Les dépenſes pour le ſervice public, de 1781, furent fixées à 22,348,037 l. ſterl. (*a*).

(*a*) Cette année étant la derniere où Lord North ait conſervé ſon influence, la derniere du Parlement formé en 1774, & celle où la guerre a été le plus difficile à ſoutenir, à cauſe de la rupture avec la Hollande, il paroît convenable de donner le détail de ces dépenſes énormes, & des moyens employés pour y ſubvenir.

Pour compoſer cette ſomme, on emprunta douze millions ſterling, outre les moyens

MARINE.

90,000 gens de mer, y compris 20,317		l. ſt.
ſoldats de marine.		4,680,000
Ordinaire de la marine.		380,261
Pour bâtir & réparer les vaiſſeaux. . . .		676,016
Pour acquitter les dettes de la marine. . .		1,500,000
		7,236,277

ARMÉE.

30,666 hommes, y compris	l. ſt.	
4,213 Invalides.	1,172,357	
80 compagnies d'infanterie indépendantes.	117,608	
Déficit ſur la ſomme fixée pour défrayer les deux bataillons du Régiment de Lord Jonh Murrai, en 1780.	1,108	
Pour les penſionnaires de l'hôpital de Chelſea.	91,604	
Pour l'entretien des garniſons, &c.	1,388,927	
Cinq bataillons hanovriens. .	56,075	
		2,827,679
Milices en Angleterre, & hommes armés en Ecoſſe, leurs équipemens & déficit en 1780.	786,600	
TOTAL.		10,063,956

ordinaires

ordinaires de la taxe des terres & de la dreche, & les moyens extraordinaires pro-

		l. st.
Ci-contre,	786,600	10,063,956
Troupes étrangeres servant en Amérique	581,985	
Provisions pour ces troupes. .	49,373	
Leur artillerie.	27,684	1,445,642
Ordonnance imprévue pour 1780.	447,182	
Ordonnance pour 1781. . .	835,929	1,283,111
Extraordinaire de l'armée.		3,443,218
SERVICES VARIÉS.		
Au Docteur William Smith pour traitement des prisonniers malades.	1,200	
A la Compagnie du Levant. .	800	
Routes & ponts en Ecosse. . .	4,995	
Sommes payées sur les demandes de la Chambre des Communes. .	22,222	
Aux Colons de la Barbade & de la Jamaïque, qui ont le plus souffert par les ouragans.	120,000	
Pour acheter des terres pour mettre à l'abri les chantiers & les munitions à Chatam, Plimouth, Sheerneff, & pour mieux défendre le passage de la Tamise à Gravelend & au Fort de Tilbury.	34,273	
	183,490	
TOTAL.		16,245,927

venans du renouvellement de la chartre de la banque d'Angleterre & des arrérages de

		l. ſt.
Dautre part,	183,490	16,935,927
Pour rétablir les priſons de Newgate, du banc du Roi & de la flotte.	35,000	
Aux Américains réfugiés.	57,910	
Convois ſur la Tamiſe.	15,488	
Arpentage général dans l'Amérique ſeptentrionale.	207	
Etabliſſemens civils en Amérique.	19,985	
Forts & établiſſemens à la côte d'Afrique.	14,000	
Pour les bâtimens de Sommerſet-Houſe.	36,207	
A ceux qui ont ſouffert dans le tumulte du mois de Juin 1780, & qui ont perdu la valeur de 100 liv. au moins.	3,200	
		364,497
Acquittement de la vote de crédit des bills de l'échiquier & priſes dans la loterie.		4,880,000

DÉFICITS.

Sur les taxes pour	1758.	31,000	
	1778.	191,000	
	1779.	193,000	
	1780.	8,551	
		423,551	
TOTAL.			21,480,424

la Compagnie des Indes Orientales. Dans cet emprunt, Lord North ſuivit un nouveau ſyſtême. Afin de diminuer le poids de l'intérêt annuel & immédiat, il augmenta le capital de la dette fondée. Par ce moyen les reſſources furent telles qu'il ſemblait que la continuation de la guerre ne ſervait qu'à augmenter l'habileté de la Nation à la ſoutenir. Deux ans auparavant, le Gouvernement ayant beſoin d'emprunter huit millions, n'avait pu s'en procurer que ſept; mais alors il fut fait des offres du triple de la ſomme dont on avait beſoin. Les Souſcripteurs de cet emprunt recevaient pour chaque cent livres ſterling qu'ils fourniſſaient, un capital de cent cinquante livres en annuités, à 3 pour $\frac{o}{o}$, & une annuité additionnelle de 25 liv. ſterling à 4 pour $\frac{o}{o}$,

		l. ſt.
Ci-contre,	423,551	21,480,424
Déficit ſur la taxe des terres & celles de la dreche.	422,745	
		867,623
TOTAL.		22,348,037

lequel intérêt devait continuer jusqu'à ce que l'annuité fût rachetée ; ainsi l'emprunt de douze millions se faisait à 5 ½ pour %, ce qui dans les circonstances était un intérêt modique ; mais la Nation, au lieu de douze millions, se trouvait chargée d'un capital de dix-huit millions à 3 pour %, & de trois millions à quatre. Cette nouvelle dette créée pour le service d'une seule année, excédait de beaucoup la somme que Lord North, neuf ans auparavant, faisait espérer à la Nation d'acquitter, dans le cours de dix années (*a*). Quatre cents quatre-vingt mille liv. sterling furent levées par loterie, & les billets délivrés parmi les Souscripteurs, à raison de quatre par chaque mille livres sterling.

L'intérêt de cet emprunt montait à six cent soixante mille livres sterling, & les taxes nécessaires pour fournir cette somme annuelle s'établirent avec une facilité surprenante. On mit 5 pour % sur les droits d'excise, la dreche, la bierre, le savon,

(*a*) Voyez au Livre premier, Chapitre III.

les chandelles & les cuirs exceptés ; tous efcomptes & rabais dans les douanes furent abolis ; le temps accordé précédemment aux Directeurs de la Compagnie des Indes Orientales, pour le paiement des droits des marchandifes vendues à leurs ventes publiques, fut réduit à trois mois au lieu de neuf, après la terminaifon de chaque vente. Une taxe conditionnelle d'un *penny* trois *farthings* fut ajoutée fur chaque livre de tabac, & quatre *fhelings* huit *pences* par quintal de fucre importé en Angleterre ; il fut fait divers réglemens fur les droits qui fe perçoivent fur le papier ; on mit un droit additionnel de timbre fur chaque feuille d'almanachs, & on donna cinq cents liv. fterl. par an aux Univerfités de Cambridge & d'Oxford, pour leur tenir lieu des fommes que la Compagnie des Libraires avait coutume de leur payer, pour le privilege d'imprimer des almanachs. Le fonds d'amortiffement reçut cette année une augmentation de cent quatre-vingt dix mille livres fterling, à caufe d'un certain nombre d'annuités à 4 pour $\frac{o}{o}$, qui, à cette époque,

furent réduites à 3, conformément aux claufes fous lefquelles on avait emprunté le capital de ces annuités. Lord North déclara que le produit de ce fonds, avec fon accroiffement, s'élevait à environ trois millions, & propofa de l'appliquer à la réduction de la dette de la marine. L'affaire des finances fe termina par une vote de crédit pour un million (*a*).

(*a*) VOIES ET MOYENS.

Taxes des terres.		2,000,000
Taxes de la dreche.		750,000
Annuités & loterie.		12,480,000
Fonds d'amortiffement au 5 Janvier 1781. . .	288,247	
5 Avril.	757,087	
Anticipation. . . .	1,854,566	
		2,900,000
Bills de l'échiquier.		3,400,000
Différens furplus & épargnes. .		272,000
Du Gouverneur & de la Compagnie de la banque pour le renouvellement de leur chartre, prêt pour trois ans, à 3 pour % par an. . .		2,000,000
Arrérage de la Compagnie des Indes.		400,000
TOTAL.	214,192	24,192,000
Excédent des voies & moyens.		1,843,963

CHAPITRE III.

L'Angleterre déclare la guerre à la Hollande; prise de Saint-Eustache par les Anglais; combat naval entre les Anglais & les Hollandais; expédition du Commodore Johnstone; les Français prennent Tabago & reprennent Saint-Eustache; réduction de la Floride Occidentale; Siége de Minorque par les Espagnols & les Français.

Années 1780 & 1781.

LES Hollandais tenaient depuis longtemps envers l'Angleterre une conduite ennemie. Ils n'osaient se montrer à découvert, mais la politique de la France les avait subjugués; la partialité avec laquelle cette République, & particulièrement la Province d'Amsterdam, servaient les intérêts de la France & ceux des Amériquains, fut remarquée par la Cour de Londres avec beaucoup de déplaisir. Les Amériquains avaient essayé de négocier un emprunt en Hollande, & n'avaient pas réussi; cepen-

dant les préliminaires d'un traité de commerce avaient été arrêtés à Aix-la-Chapelle, en Septembre 1778, par les ordres & les instructions de M. Van Berkel, Conseiller & Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam, avec un député du Congrès. Les secours que la Hollande pouvait rendre ouvertement ou en secret, si un personnage grave, muni de pleins pouvoirs du Congrès résidait à Amsterdam, déterminerent Henri Laurens, Président de ce Corps Politique, à entreprendre le voyage; mais le vaisseau sur lequel il était embarqué fut pris par une frégate anglaise, & le Président Américain ayant été conduit à Londres, fut enfermé à la Tour. Il avait jetté tous ses papiers à la mer, aussi-tôt qu'il s'était vu en danger d'être pris, mais il arriva qu'ils furent retrouvés & envoyés aux ministres. Ce que l'on y découvrit détermina l'Angleterre à ne plus garder aucune mesure avec les Hollandais, & à leur déclarer la guerre par un manifeste publié le 20 Décembre 1780.

Cette déclaration parut foudroyante au

plus grand nombre des Citoyens & des Commerçans de Hollande. Ils regardaient leur République comme l'alliée naturelle de l'Angleterre, ils avaient des associations & des liaisons d'affaires avec les Banquiers & les Marchands de Londres, & la plus grande partie de leur fortune était dans les fonds publics de la Grande Bretagne ; ils se voyaient obligés de combattre contre leurs intérêts, leurs amis & leurs biens. Ils maudissaient la cabale qui avait attiré sur eux ce fléau, & ne savaient s'ils devaient faire des vœux pour la ruine de l'Angleterre, ou celle de leur Patrie. La consternation régnait parmi eux, & tandis que les partisans de la France manifestaient leur défiance contre le Chef de la République & ses principaux Officiers, naturellement affectionnés à la Cour de Londres, ceux-ci & toute la Nation gémissaient sur les calamités publiques.

C'est une résolution bien hardie & d'un danger bien grand pour un Royaume déjà accablé d'ennemis qui ont résolu son abaissement, que d'oser déclarer la guerre à une

autre Puiſſance. Une démarche ſi téméraire ne peut être juſtifiée que par la néceſſité; mais la Nation Anglaiſe avait bien ſenti que l'inimitié ouverte des Hollandais était moins à craindre que leurs manœuvres occultes. D'ailleurs cette déclaration mettait la Hollande dans l'impoſſibilité d'entrer dans la neutralité armée, & de ſe couvrir de la protection des Puiſſances du Nord.

L'audace de la Nation Britannique croiſſait avec le nombre de ſes ennemis; malgré la diſette apparente des matelots, une multitude de Corſaires nouvellement armés ſortit toute à la fois pour donner chaſſe aux navires hollandais, & fit en peu de temps ſur cette Nation pour plus de deux cents millions tournois de priſes, d'autant plus avantageuſes, que la plus grande partie des cargaiſons appartenait aux Français & aux Eſpagnols. Ainſi l'Angleterre trouva dans l'acquiſition d'un nouvel ennemi, de nouveaux moyens de continuer la guerre, & de pouſſer avec vigueur ſes opérations militaires.

Les diviſions qui ſubſiſtaient dans les Provinces rendaient la Hollande peu re-

doutable. Auſſi-tôt que la proclamation du Roi parvint à l'Amiral Rodney, qui, après avoir fait un voyage inutile au Continent, était revenu aux Antilles, il s'empara de l'Iſle Saint-Euſtache. Il avait attaqué à la fin de Décembre l'Iſle de Saint-Vincent, & les troupes anglaiſes avaient été repouſſées.

Saint-Euſtache, qui pendant cette guerre avait été un entrepôt de commerce pour les Français & les Amériquains, n'eſt autre choſe qu'un rocher ſtérile également incapable de défendre & de nourrir ſes habitans; mais cette Iſle était de la plus grande importance pour les Hollandais, parce que dans toutes les guerres elle devenait le ſiege principal du commerce des Antilles qui s'y réfugiait ſous le voile paiſible de la neutralité. La Ville d'Amſterdam était principalement intéreſſée dans le commerce de Saint Euſtache, cependant beaucoup de négocians ſujets ou amis de l'Angleterre y participaient. Le Gouverneur ne pouvant faire aucune réſiſtance ſe rendit à diſcrétion. Les Anglais trouverent dans la rade cent trente-cinq bâtimens de toutes les Nations, dont

ils ſe ſaiſirent ; une frégate voulut d'abord ſe défendre & ſe rendit enſuite. Une flotte marchande de trente navires richement chargés, eſcortée d'un vaiſſeau de ſoixante-quatre canons qui devait la convoyer, ayant mis à la voile aux approches de la flotte anglaiſe, fut pourſuivie & priſe en entier.

Le vaiſſeau ſe défendit & ne fut pris qu'après que le Comte de Krall ſon Capitaine eut été tué. Les habitans furent traités avec une dureté implacable. Les troupes de débarquement étaient commandées par cet impitoyable Robert Vaughan qui, dans l'Amérique Septentrionale, avait incendié la Ville d'Eſopus, & déſolé les campagnes, le long des bords de la rivière d'Hudſon. On ne pouvait attendre de lui que cruautés & pillage, & l'Amiral Rodney, un des plus habiles & le plus heureux de ceux qui ont parcouru l'Océan, ternit ſa gloire & flétrit ſes lauriers en y participant. Les propriétés particulieres furent ſaiſies ſans merci, & l'eſprit de déſolation & de vengeance ne laiſſa pas même aux habitans les moyens de ſubſiſter. L'Iſle de St. Martin

& les établissemens de Demerary & d'Essequibo dans le continent de l'Amérique méridionale furent réduits bientôt après ; mais une partie de la flotte de Saint-Eustache fut reprise par les Français sur les côtes d'Irlande.

Les Anglais, en se déterminant à faire la guerre à la Hollande, se proposaient de détruire à la fois le commerce de cette République, en Amérique, en Europe & dans les Indes Orientales. Ce qui venait de se passer à l'Amérique remplissait le premier objet, & il ne leur restait plus que l'Isle de Curaçao. Le second était de défendre aux Hollandais l'entrée de la Baltique.

Le Vice-Amiral Hyde Parker fut envoyé avec cinq vaisseaux de ligne, un vaisseau de cinquante canons & cinq frégates, pour intercepter leur flotte. Il la rencontra à Dogger Bank, le convoi était considérable, & la flotte qui l'escortait consistait en huit vaisseaux de ligne & plusieurs grandes frégates. Quoique ses forces fussent inférieures à cette escadre, il les attaqua avec courage; le combat fut opiniâtre, & prouva

que les Hollandais n'avaient point perdu la fermeté ni la vigueur qui les avait rendus fameux dans le dernier siecle. L'engagement entre les deux escadres dura quatre heures, & ne cessa que par l'impossibilité de faire manœuvrer les vaisseaux: ils resterent long-temps les uns près des autres ne pouvant plus combatre & entierement désemparés; mais à la fin l'escadre hollandaise reprit sa route pour le Texel, où la flotte marchande rentra avec elle. Un des vaisseaux de guerre coula bas dans le trajet. Les Anglais eurent quatre cents quarante-trois hommes tués ou blessés dans ce combat opiniâtre; mais la flotte hollandaise ne put poursuivre son voyage dans la Baltique. Parker retourna en Angleterre, fâché d'avoir été envoyé avec trop peu de forces pour pouvoir s'emparer de cette flotte, & de n'avoir pu obtenir les vaisseaux de renfort qu'il avait demandés. George III lui témoigna la satisfaction qu'il avait de sa conduite en venant le visiter à bord de son vaisseau dans le port de Chatam; mais cette démarche honorable n'appaisa point

ſon juſte mécontentement, il amena ſon pavillon & ſe retira du ſervice.

Le Commodore Johnſtone commandait une eſcadre deſtinée à attaquer le Cap de Bonne-Eſpérance; &, après s'en être emparé, il devait ſe rendre à l'Amérique du Sud pour faire une entrepriſe ſur Buenos-Ayres à Rio de la Plata, où une commotion dangereuſe donnait de grandes allarmes à la Cour de Madrid. Le Cabinet de Londres avait été informé de la ſituation des affaires dans cette Province par un Prêtre, qui delà avait été envoyé priſonnier en Eſpagne pour avoir fomenté la rébellion. Le vaiſſeau ſur lequel il était avait été pris par un corſaire anglais; il s'était embarqué avec Johnſtone, & devait l'accompagner dans ſon expédition.

La République de Hollande ne pouvant défendre ſes établiſſemens au-delà des mers, avait été obligée de réclamer la protection de la France; & une eſcadre ſupérieure à celle du Commodore Johnſtone, était partie de Breſt pour contrarier ſes deſſeins. Le Commandeur de Suffren rencontra

l'efcadre anglaife dans la petite Ifle de San-Iago, l'une des Ifles du Cap-Verd, & il l'attaqua quoiqu'elle fût fous la protection du pavillon portugais. Les Français fouffrirent beaucoup dans le combat; mais néanmoins étant arrivés au Cap de Bonne-Efpérance avant la flotte anglaife, ils fe rendirent maîtres du port & de la Colonie, & l'attente de leurs ennemis fut trompée. Johnftone, forcé de renoncer à fon entreprife, fe dédommagea en attaquant cinq vaiffeaux de la Compagnie des Indes hollandaife qui retournaient en Hollande avec de riches chargemens, quatre furent pris, & le cinquieme brûlé. Cette bonne fortune lui fit renoncer au projet de Buenos-Ayres. Les vaiffeaux anglais deftinés pour les Indes, qui étaient fous fon convoi, continuerent leur voyage, & il revint en Angleterre avec fes prifes, & fon Prêtre Efpagnol, dont l'affiftance lui devenait inutile.

Quoiqu'une grande flotte françaife fût attendue dans les Antilles, l'Amiral Rodney refta long-temps à Saint-Euftache pour vendre

vendre l'immenſe quantité de marchandiſes qui s'y était trouvée. Il ſe borna à envoyer l'Amiral Hood en croiſiere, retenant avec lui trois vaiſſeaux. Hood remontra en vain que dans la ſtation qui lui était preſcrite il ne pourrait empêcher la jonction de la flotte qui devait arriver de France, avec l'eſcadre qui était dans le havre de la Martinique; Rodney n'y eut point d'égard, mais l'événement prouva que la remontrance de Hood était judicieuſe. Les Français ſe réunirent dans la journée du 29, & ils ſe trouverent ſupérieurs de ſept vaiſſeaux de ligne; néanmoins Hood les combattit avec courage & prudence, ſe battant en retraite. Son arriere-garde ſouffrit beaucoup. *Le Centaure*, *le Torbay*, *l'Intrépide* & *le Ruſſel* ſoutinrent la plus grande partie du feu; le dernier était en danger d'être pris, ſi l'Amiral n'était parvenu à faire couvrir ſa retraite. Ce vaiſſeau maltraité fit vent arriere juſqu'à Saint-Euſtache, où il arriva avec ſept pieds d'eau dans ſa cale. Les Français auraient pu recommencer le combat le lendemain: quoique Hood n'eût

plus que ſeize vaiſſeaux, il ſe tenait en meſure, mais il ne fuyait pas; cependant il ne ſe paſſa rien, la flotte françaiſe n'ayant pu ſe rallier. Le premier Mai, les deux armées ſe trouverent en vue à trente lieues à l'Oueſt de Sainte-Lucie, & l'Amiral Hood ſemblait n'avoir plus de reſſource que dans la ſupériorité de ſa marche; mais les Français, ſéparés les uns des autres, & ayant pluſieurs vaiſſeaux hors de vue, n'oſerent l'attaquer (*a*).

Bientôt après Sir George Bridge Rodney reprit le commandement, & ayant raſſemblé toutes ſes forces, courut à la recherche des Français. Ceux-ci, après avoir réparé leurs dommages, avaient fait embarquer ſix mille hommes, ſous les ordres du Marquis de Bouillé, Gouverneur de la Martinique, pour faire une entrepriſe ſur Sainte-Lucie. On a prétendu que le Marquis de Bouillé avait le projet de s'emparer d'une partie de

(*a*) On prétend que le Général français ordonna les manœuvres les plus habiles, mais qu'il ne put ſe faire obéir, & que rien ne fût exécuté.

l'Isle sans attaquer le morne Fortuné, & de s'y fortifier de telle maniere que cette Isle demeurât, pendant la guerre, moitié française & moitié anglaise, puisqu'il devenait impossible de la reconquérir en entier. Ce projet, tout resserré qu'il était, n'aurait pas été sage, & aurait entraîné de grandes dépenses. Il y a lieu de croire plutôt que le Marquis de Bouillé, voyant que le Comte de Grasse n'avait que six semaines à rester aux Antilles à cause des approches de l'hivernage, n'avait voulu entreprendre aucune grande opération, & n'avait eu d'autre dessein que de masquer, par une attaque simulée sur Sainte-Lucie, la réduction de l'Isle de Tabago. On se borna à mettre quelques troupes à terre au Gros-Islet, à s'emparer d'un hôpital, où il se trouva cent vingt soldats convalescens, & d'un magasin d'armes & d'habits. La flotte française, après avoir touché au Fort-Royal, fit voile pour l'Isle de Tabago, où l'on avait déjà envoyé le Chevalier de Blanchelande avec deux mille hommes, transportés sur deux vaisseaux de guerre

& une frégate. Cette Isle que l'on avait toujours regardée comme peu capable de résistance, fut défendue avec opiniâtreté par la garnison, qui ne consistait qu'en trois cents quatre-vingt hommes du quatre-vingt-sixieme régiment, & environ cinq cents hommes de milices. Les attaquans ayant laissé le temps aux Anglais de se retirer dans les montagnes de l'intérieur de l'Isle, ils ne capitulerent qu'à la derniere extrémité.

L'Amiral Rodney avait détaché six vaisseaux de ligne pour porter du renfort à Tabago; mais ayant apperçu la flotte française, ces vaisseaux ne purent débarquer les troupes qu'ils avaient à bord, & ne songerent qu'à s'échapper, ce qu'ils firent heureusement. Alors l'Amiral vint au secours; mais il était trop tard, l'Isle était déjà prise. La flotte anglaise était composée de vingt-un vaisseaux de ligne, & la flotte française de vingt-quatre. Ces deux flottes se trouvant en présence, se formerent, de part & d'autre, en ligne de bataille: les équipages anglais se tinrent toute la

nuit ſous les armes; mais l'Amiral Rodney, qui par ſa manœuvre s'était rendu maître d'engager ou d'éviter ſon ennemi, refuſa le combat, parce qu'il n'avait point de port à la proximité où les vaiſſeaux anglais déſemparés puſſent ſe retirer; en ſorte qu'après une vaine parade de bataille, les deux armées navales ſe retirerent ſans coup férir, l'une à la Grenade & l'autre à la Barbade, & delà à la Martinique & à Sainte-Lucie. L'Amiral Rodney partit de cette derniere Iſle ſur un vaiſſeau de quatre-vingt canons pour ſe rendre en Angleterre, laiſſant le commandement de la flotte à l'Amiral Hood, qui ſe rendit à New-York, & y joignit l'Amiral Graves, tandis que le Comte de Graſſe, parti de la Martinique le 5 Juillet, allait à Saint-Domingue avec un nombreux convoi.

Il ne reſtait aux Iſles du Vent, pour toute force navale, tant du côté des Anglais que des Français, que quelques frégates; l'Amiral Hood avait laiſſé un vaiſſeau à Sainte-Lucie, mais en ſi mauvais état qu'on fut obligé de le mettre en radoub.

Le Marquis de Bouillé, toujours animé d'un zele entreprenant, saisit cette circonstance pour aller attaquer Saint-Eustache. La garnison de cette Isle était dans la sécurité; persuadée que les Français ne feraient aucune attaque tant qu'ils ne seraient pas soutenus par des forces maritimes, cette garnison, composée d'environ huit cents hommes, vivait dans l'indolence, les postes extérieurs qu'elle avait à défendre étaient mal gardés. Le Marquis de Bouillé crut pouvoir enlever l'Isle avec douze cents hommes, & quoique toutes les probabilités humaines condamnassent cette témérité, elle eut le plus heureux succès. Les circonstances de cette expédition sont si singulieres que je ne puis m'empêcher de les rapporter avec quelque détail. Il partit de la Martinique le 15 Novembre, avec trois frégates, une corvette & quatre bateaux armés. Cette flotille portait douze cents hommes, son artillerie, ses munitions, en un mot toutes ses ressources. Les vents & les courans qui le contrariaient à la fois, auraient forcé tout autre à renoncer à ce projet; il n'arriva à la vue de Saint-

Euſtache que le 25. Le débarquement devait ſe faire la même nuit, & l'on y travailla avec un zele & des peines incroyables; mais les pilotes ſe tromperent, & il n'y eut qu'un petit bateau armé, où était le Comte de Dillon avec cinquante hommes de ſon Régiment, qui put effectuer le débarquement. Un ras de marée qui régnait ſur cette côte fit chavirer les chaloupes, les briſa contre les rochers & noya pluſieurs ſoldats. La chaloupe du Marquis de Bouillé chavira de même, mais tous ceux qui y étaient parvinrent à ſe ſauver; enfin, une heure avant le jour, il n'y avait qu'environ quatre cents hommes à terre, & il ne reſtait plus d'eſpoir de faire débarquer le reſte des troupes, les frégates étaient en dérive, les chaloupes & les canots étaient briſés. N'ayant pas d'eſpoir de retraite, il voulut juſtifier une grande témérité par une plus grande encore; il entreprit d'attaquer & de vaincre l'ennemi juſques dans ſes fortifications. Il était quatre heures & demie du matin, & il ſe trouvait à deux lieues du fort & des caſernes : il

I iv

fit marcher sa petite troupe au pas redoublé. Il ordonna au Comte de Dillon d'aller droit aux casernes avec ses Chasseurs Irlandais, & d'envoyer un détachement pour prendre le Gouverneur dans sa maison; au Chevalier de Frêne, Major du Régiment Royal-Comtois, d'aller avec cent chasseurs au fort, & de l'escalader, s'il ne pouvait entrer par la porte, & au Vicomte de Damas, avec le reste des troupes, de soutenir cette attaque. C'était bien ordonné, mais l'exécution paraissait impossible. Elle était confiée à des Officiers d'une rare hardiesse, mais il ne suffit pas d'être brave, intrépide, il faut avoir des forces; ils firent mieux, ils furent heureux.

Le Comte de Dillon arriva aux casernes à six heures. Une partie de la garnison faisait alors l'exercice sur l'esplanade; trompée par l'habillement rouge des Irlandais, elle ne reconnut les ennemis que par une décharge qui fut faite à brûle pourpoint. Cockburn, Gouverneur de l'Isle, qui se rendait au lieu de l'exercice, fut pris au même instant par

le Chevalier o Connor, Capitaine de Chasseurs du Régiment de Walsh (*a*).

Le Chevalier de Frêne marcha droit au fort, où les ennemis se jettaient en foule, & arriva au pont-levis au moment où ils travaillaient à le lever; il fit faire une décharge sur les Anglais qui abandonnerent les chaînes du pont-levis, aussi-tôt il se jetta dans le fort. Le Chevalier de Lamotte, Capitaine du Régiment d'Auxerrois, entra le premier dans le fort, il fut suivi par les Chasseurs de Royal-Comtois, & le Chevalier de Frêne, qui entra le dernier, fit lever le pont après lui. Dans cette position, les Anglais & les Français se trouvant pêle-mêle, enfermés dans le fort, il fallait vaincre ou périr; mais dans la premiere confusion, les Anglais, quoique supérieurs en nombre, ne pouvant se rallier, mirent bas les armes. Alors on réunit dans le fort les Officiers & les soldats qui venaient s'y rendre sépa-

(*a*) Le Gouverneur Cockburn a été condamné à être dégradé à la tête des troupes par jugement d'une Cour martiale.

rément & de toutes parts, & ſept cents hommes mirent bas les armes devant moins de quatre cents ; enfin, tel fut le bonheur de cette journée, qu'il n'y eut que dix ſoldats Français tant tués que bleſſés, quoique la perte des Anglais fût conſidérable.

Le Marquis de Bouillé remit St. Euſtache ſous les loix & le gouvernement des Hollandais ; il trouva chez le Gouverneur deux millions ſterling, qui y étaient en ſequeſtre juſqu'à la déciſion de la Cour de Londres. Cet argent appartenait à des Hollandais à qui il le fit remettre. Il envoya le Vicomte de Damas reprendre la petite Iſle de Saint-Martin.

Cependant les Eſpagnols, ſous la conduite de Don Galvez, Gouverneur de la Louiſiane, aſſiégaient Penſacola, capitale de la floride Occidentale. Ce poſte était depuis long-temps fortifié, & les Eſpagnols en avaient été dépoſſédés par les Anglais dans la guerre précédente. Les progrès du ſiege furent d'abord très-lents ; le Colonel Campbell, qui commandait les Anglais, fit une vigoureuſe réſiſtance, mais Don Galvez

ayant été renforcé par une eſcadre aux ordres de Don Solano, à laquelle s'était jointe une eſcadre françaiſe commandée par le Chevalier de Monteil, preſſa les opérations avec la plus grande vigueur. Les Anglais qui formaient la garniſon de la Place, ne pouvant réſiſter plus long-temps aux efforts réunis de ces forces ſupérieures, le feu de leurs batteries ſe rallentiſſait chaque jour, tandis que celui des aſſiégeans redoublait ſans ceſſe ; il devint ſi violent qu'il mit le feu à un magaſin à poudre, fit ſauter le principal des ouvrages avancés, & fit périr beaucoup de monde. Cet accident força les Anglais de capituler, & de ſe rendre priſonniers, le 8 Mai 1781. La priſe de Penſacola décidait du ſort de la Floride, qui rentra ſous la domination eſpagnole dont elle avait été ſéparée par le traité de paix de 1763.

Dans le même temps, une armée de huit mille hommes partait de Cadix, ſous les ordres du Duc de Crillon, pour s'emparer de Minorque. Cette armée devait être jointe inceſſamment par un détachement de ſix

mille hommes de troupes françaiſes commandé par le Comte de Falkenhein. Le Duc de Crillon mit pied à terre dans l'Iſle de Minorque, le 23 Août, & ne rencontra aucune oppoſition à ſon débarquement. Les troupes eſpagnoles s'emparerent de deux petits forts, où elles firent environ deux cents priſonniers, & du magaſin de l'Amirauté où l'on trouva des agrès ſuffiſans pour équiper un grand nombre de vaiſſeaux. La Ville était évacuée, & les troupes anglaiſes s'étaient retirées au Fort St. Philippe, où le Lord Murray, Gouverneur de l'Iſle, s'était renfermé avec toutes les proviſions qu'il lui avait été poſſible de raſſembler.

L'artillerie de ſiege & toutes les choſes néceſſaires ayant été promptement débarquées, le Duc de Crillon forma le blocus de la fortereſſe ; il fut bleſſé à la tête, d'un éclat de pierre que fit jaillir un des boulets de canon que les Anglais tirerent ſur lui, pendant qu'il faiſait la reconnoiſſance des poſtes ; mais cette bleſſure ne put rallentir ſon activité.

Le Fort Saint-Philippe était défendu par

cinq cents pieces de canon, on le regardait comme imprenable, on en avait augmenté les ouvrages depuis qu'il était rentré au pouvoir des Anglais, & la garnifon était de trois mille hommes, fans y comprendre les Infulaires, que le Général anglais avait obligé de prendre les armes, & de s'y renfermer avec lui. Dans la guerre précédente, le Duc de Richelieu avait emporté d'affaut cette Citadelle, mais alors la garnifon n'était que de quinze cents hommes, & les circonftances n'étaient plus les mêmes.

Cependant le Duc de Crillon preffait les préparatifs du fiege, il avait demandé en Efpagne des renforts, & il attendait impatiemment l'arrivée de l'armée auxiliaire qui s'embarquait à Toulon. La flotte efpagnole bloquait les ports, & les volontaires français s'embarquant fur des chaloupes, enlevaient avec audace les navires anglais qui s'étaient réfugiés fous le canon du fort. Les Capitaines Eyries & Varage, Officiers Provençaux tirés de la marine marchande, en enleverent, dans une feule nuit, fix des plus richement chargés. Lord Mur-

ray fut contraint de faire mettre le feu à ceux qui reſtaient encore, pour qu'ils ne tombaſſent pas au pouvoir des aſſaillans.

L'armée eſpagnole environnant la forteresſe, rien ne pouvait entrer ni ſortir; le Général fit ouvrir un chemin qui communiquait de Mahon au port de Fornella, pour faciliter le tranſport d'un train d'artillerie conſidérable qu'il avait demandé, & qui devait lui arriver avec un renfort de quatre mille hommes. Mais tandis que les embarquemens ſe faiſaient à Toulon & à Barcelone, & que le Duc de Crillon faiſait élever des batteries, il ſe paſſait en Amérique des événemens déciſifs qui nous obligent de porter nos regards ſur cet autre hémiſphère.



CHAPITRE IV.

Le Général Arnold trahit la cauſe des Amériquains, & paſſe au ſervice de l'Angleterre; invaſion de la Virginie par les Amériquains & les Français; ſiége de la Ville d'Yorck; l'armée anglaiſe, commandée par Lord Cornwallis, y eſt faite priſonniere; priſe de l'Iſle de Saint-Chriſtophe par les Français, & du Fort Saint-Philippe par les Eſpagnols.

LE Général Arnold, dont l'intrépidité & le courage entreprenant avaient remporté tant d'avantages ſur les forces britanniques, & ſi bien ſoutenu la cauſe de la liberté, abandonna tout-à-coup ſes compatriotes & trahit la confiance du Congrès. Etant devenu amoureux de la fille d'un Torry, l'une des plus belles femmes de tout le nouveau monde, elle réveilla dans ſon eſprit le ſouvenir des mécontentemens qu'il avait reçus du Congrès, & il fut réſolu qu'il ne ſerait heureux dans ſes amours

Année 1781.

qu'autant qu'il changerait de parti. Déjà vivement ébranlé par des ſollicitations trop puiſſantes ſur un homme auſſi ardent dans toutes ſes paſſions, les offres qu'on ne tarda pas à lui faire d'une grande ſomme d'argent, & d'un rang diſtingué dans l'armée anglaiſe, acheverent de lui tourner la tête; mais il diſſimula, attendant le moment de ſignaler ſa trahiſon par quelque forfait remarquable.

Etant Commandant à Weſtpoint, Citadelle bâtie par le Chevalier du Portail, Ingénieur Français, ſur les rives eſcarpées de l'Hudſon, & qui était devenue pour ainſi dire la clef de l'Amérique indépendante, il projetta de livrer cette fortereſſe aux Anglais; mais le complot ayant été découvert, il n'eut que le temps de ſe ſauver à New-York. Le Général Clinton l'envoya dans la Virginie en qualité de Brigadier-Général, ſous les ordres du Major-Général Philips, & cet Officier étant mort de la fievre, le commandement échut à ce nouveau transfuge. Il attaqua Petersbourg, brûla les magaſins de tabac, incendia les barraques que les Amériquains avaient

avaient conſtruites pour les troupes, & toutes les proviſions, marchandiſes & munitions navales qui ſe trouverent aux environs. Dans le même temps, le Général Cornwallis, à la tête de l'armée du Sud, après avoir remporté une victoire ſignalée ſur le Général Gréen, à Guilldfort dans la Caroline ſeptentrionale, pénétrait dans l'intérieur de la Virginie.

Arnold ayant détruit tout ce qu'il avait rencontré ſur les côtes de cette Province, retourna à New-Yorck, & bientôt après il fut dévaſter les rivages du Connecticut, pays de ſa naiſſance, & y détruiſit pluſieurs navires & beaucoup de magaſins remplis de marchandiſes & de proviſions; il incendia la Ville de New-London, ſituée ſur la rivière Tamiſe, & le meilleur port de cette Province. L'embrâſement de cette Ville ne peut lui être pardonné, parce qu'il annonce le deſſein prémédité de ravager & de détruire. Les maiſons étaient iſolées & diſtantes l'une de l'autre de vingt à trente pieds, pour prévenir les effets de l'incendie, & il fit mettre le feu exprès à chaque maiſon.

Le Général Cornwallis, après s'être emparé des bords de la rivière d'York, se fortifiait à York-Town, & le Colonel Tarleton, logé à Glocester, faisait des incursions dans toutes les parties de la Province, enlevant chevaux & mulets, negres & bestiaux. Le Marquis de la Fayette, avec un corps de deux mille hommes, restait seul pour combattre les Anglais dans ce canton, & montrant qu'il savait faire la grande guerre avec peu de troupes, il était parvenu à se maintenir, depuis le commencement de la campagne, sans se compromettre, ni se laisser entamer par un ennemi supérieur, qu'il travaillait peu-à-peu à resserrer dans York. Tel était l'état de la guerre dans la Virginie, lorsque le Comte de Grasse, qui commandait une flotte puissante, reçut à St. Domingue des dépêches du Général Washington, de M. de Rochambeau & de M. de Barras, qui l'invitaient à venir s'emparer de la baie de Chesapeak, avec un corps de troupes de débarquement, & une somme d'argent pour la solde de l'armée française, afin de concourir à délivrer la Virginie, &

à investir l'armée anglaise qui était tenue en échec par la petite troupe du Marquis de la Fayette. L'occasion était décisive : le plus difficile était de trouver de l'argent. Un Commissaire espagnol de l'Isle de Cuba, qui se trouvait au Cap, en fit venir de la Havane. La frégate *la Concorde* fut expédiée le 28 Juillet, pour annoncer l'arrivée de l'armée & des secours à l'Amérique septentrionale : Washington & le Comte de Rochambeau se mirent aussi-tôt en marche pour se rendre de New-Yorck en Virginie. Le Comte de Grasse, parti de St. Domingue le 5 Août avec toute son armée navale & trois mille hommes de troupes de débarquement, commandés par le Marquis de St. Simon, Maréchal de Camp, jetta l'ancre le 31 dans la baye de Chesapeak, derriere le Cap Henry, & débarqua les troupes sur la riviere James, où elles se joignirent aux milices de Pensilvanie. Le Marquis de la Fayette campait à la fourche de Somunthi & de Multaponni, & avait des détachemens sur la riviere d'Yorck ; le Général Waine devait passer *James*

river (*a*), & ſe porter de maniere à arrêter les Anglais, s'ils tentaient de retourner dans la Caroline. Le 2 Septembre, les Généraux Washington & Rochambeau, avertis de l'arrivée du Comte de Graſſe, l'envoyerent prévenir de la jonction prochaine de l'eſcadre du Comte de Barras, qui eſcortait l'artillerie & les munitions néceſſaires au ſiége d'Yorck, & lui annoncerent que l'armée, à ſon arrivée à Baltimore, débarquerait ſur les bâtimens légers de la flotte pour deſcendre l'Eleck.

Telles étaient les poſitions lorſque la flotte anglaiſe, ſous les ordres de l'Amiral Graves, vint attaquer l'armée du Comte de Graſſe dans la baye de Cheſapeack : il y eut, de part & d'autre, un feu ſoutenu pendant environ deux heures ; mais l'Amiral Graves ayant à combattre des forces ſupérieures, & voyant pluſieurs de ſes vaiſſeaux déjà déſemparés, leur fit ſignal de tenir le vent, & parvint à s'éloigner.

(*a*) La riviere James, ſi renommée par l'excellent tabac qui croit le long de ſes bords.

L'eſcadre du Comte de Barras arriva le 10 dans la baye de Cheſapeack, le gros de l'armée remontait la riviere James, & les trois mille hommes du Marquis de Saint-Simon ayant joint les deux mille Amériquains, commandés par le Marquis de la Fayette, ce jeune guerrier ſe trouvait, en qualité de Major général au ſervice des Etats-Unis de l'Amérique, commander un Maréchal des camps français. Toutes les troupes étant réunies à Williamſbourg, marcherent vers Yorck avec célérité. Le Marquis de la Fayette conduiſait les Amériquains, qui formaient la colonne de droite. Le Marquis de Saint-Simon, à la tête des trois mille hommes venus de Saint-Domingue, formait la gauche; de ſorte que les Amériquains, arrivés au lieu du ſiége, occuperent la droite, appuyés ſur la riviere d'Yorck; les troupes du Marquis de Saint-Simon s'étendirent ſur la gauche juſqu'à la même riviere, & l'armée françaiſe du Comte de Rochambeau, que le Baron de Viomeſnil avait conduite pendant la marche, ſe porta au centre.

Le 30, les Anglais évacuerent deux redoutes extérieures, distantes d'environ quatre cents toises de la place, & les Français les occuperent aussi-tôt. Huit jours furent employés au transport de l'artillerie & aux préparatifs du siége, & le neuvieme la tranchée fut ouverte. Le feu des vaisseaux qui étaient à l'ancre dans la riviere d'Yorck, incommoda d'abord les assiégeans; mais les batteries qu'ils éleverent forcerent ces vaisseaux à s'éloigner; les boulets rouges mirent le feu au vaisseau *le Caron*, de quarante-quatre canons, & à un sloop, qui furent entiérement brûlés.

Le Lieutenant-Colonel Tarleton, qui avait répandu la terreur dans les Carolines & la Virginie, sortit de Glocester; mais il fut repoussé par le Duc de Lausun, à la tête des hussards de sa légion, & soutenu de quelques compagnies d'infanterie.

Le 14 Octobre, le Baron de Viomesnil fut chargé de l'attaque de l'une des redoutes détachées de la place, & le Marquis de la Fayette de l'autre. Toutes deux furent enlevées avec bravoure. La nuit suivante, quatre

cents des assiégés sortirent de la ville, surprirent une batterie, enclouerent les canons, tuerent ou blesserent ceux qui les gardaient, & en firent quelques-uns prisonniers; mais le régiment de Soissonnais accourut, & ils auraient été enveloppés, si un Officier n'avait, mal-à-propos, fait sonner la charge. Le feu des batteries continuant les jours suivans avec la plus grande activité, Lord Cornwallis envoya demander une suspension d'armes de vingt-quatre heures; elle lui fut refusée: enfin ne voyant plus de ressources, il demanda à capituler, & se rendit prisonnier de guerre avec toute son armée, au nombre de six mille hommes, le 18 Octobre 1781. C'était à pareil jour, de l'année 1777, que John Burgoyne & son armée s'étaient rendus prisonniers du Général Gates. Quinze cents matelots & soixante navires furent pris avec la ville d'Yorck.

Jamais aucune opération de guerre concertée à de si grandes distances, & entre un si grand nombre de coopérateurs, ne fut exécutée avec tant de bonheur & de

précision. Elle fait honneur au génie de Washington qui l'avait préparée; mais il est étonnant que le Général Cornwallis, qui s'était acquis la réputation d'un guerrier habile par ses actions précédentes, n'ait pas su prévenir le malheur dont il était menacé; il semble qu'il aurait pu tenir la campagne, & s'opposer à la jonction de tant de corps séparés. Le nombre des rivieres & des ports lui offrait des ressources dont il semble n'avoir pas su profiter. Cependant Burgoyne, à son retour à Londres, avait été accablé de la disgrace de son Souverain & des murmures du peuple, lui qui avait fait tant d'efforts & presque vaincu la nature, & Cornwallis fut bien reçu.

Année 1782. Aussi-tôt après la prise d'Yorck-Town, l'armée navale du Comte de Grasse remonta aux Isles du Vent, & ayant pris à bord le Gouverneur de la Martinique & un grand nombre de troupes, elle essaya en vain de remonter le canal de Sainte-Lucie pour aller attaquer la Barbade; elle fut obligée de rentrer au Fort-Royal de la Martinique le 3 Janvier 1782. Le bâtiment

de tranſport *le Lion Britannique*, qui portait la plus grande partie de l'artillerie de ſiége, avait été démâté, & avait relâché à Saint-Euſtache. Dans cette poſition, les Généraux de terre & de mer ſe déciderent à aller attaquer l'Iſle de Saint-Chriſtophe, qui étant placée ſous le vent, n'offrait pas les mêmes difficultés à vaincre, les vents & les courans y portaient à la fois. Le 5 Janvier au matin, l'armée navale partit du Fort-Royal, & arriva le 11 à la rade de la Baſſeterre. On trouva la Ville évacuée. Les Anglais avaient abandonné leurs batteries de la côte, & ſe retiraient dans la forteresſe de Brimſtom-Hill, à quatre lieues & demie de la Baſſeterre. Le Major général Fraſer y commandait, & la garniſon n'était que d'environ huit cents hommes, mais le réduit était très-fort, & placé ſur une montagne d'un difficile accès.

Les troupes furent débarquées à la fin du jour, elles furent raſſemblées ſur la place de la ville, elles ſe formerent en quatre diviſions, & vers les neuf heures du ſoir toute l'armée ſe mit en marche pour

approcher Brimstom-Hill & l'investir. La division du Marquis du Chilleau tourna le morne par sa droite pour venir prendre poste à Sandy-Point; celle du Comte de Dillon se porta à la gauche du Marquis du Chilleau pour mieux former l'investissement; celle du Marquis de Saint-Simon formait à son tour la gauche du Comte de Dillon, & celle du Vicomte de Damas, étant à la droite du Marquis de Saint-Simon, achevait d'environner la montagne. Le Marquis de Bouillé établit son quartier général à Sandy-Point; il projettait une attaque de ce côté, & une autre du côté de la vieille rade, qui devait être dirigée par le Marquis de Saint-Simon. Les transports chargés de l'artillerie & des provisions pour le siége se rendirent le 13 Janvier, partie à la vieille rade, & partie à Sandy-Point; mais *le Lion Britannique*, où était la plus grosse artillerie, se brisa sur les rochers au-dessous de Sandy-Point. On employa la nuit du 13 à repêcher les canons.

Les Anglais mirent le feu au bourg de Sandy-Point, & dirigerent dessus leur

artillerie pour empêcher qu'on ne l'éteignît; alors les troupes du Marquis du Chilleau qui s'y étaient logées, furent obligées de camper ſur la hauteur. Ils mirent auſſi le feu aux bâtimens & aux plantations dans le voiſinage de la montagne.

Les aſſiégeans ouvrirent la tranchée dans la nuit du 16 au 17, & les jours ſuivans on établit pluſieurs batteries de canons & de mortiers, tant à l'attaque du côté de Sandy-Point, qu'à celle du Marquis de St-Simon; ces batteries commencerent à tirer le 24. Le même jour, on ſignala l'eſcadre anglaiſe venant d'Antigoa, ſous le commandement de l'Amiral Hood, qui venait au ſecours de Saint-Chriſtophe. Le Comte de Graſſe mit à la voile pour aller à ſa rencontre, mais malgré la grande ſupériorité des forces de la flotte françaiſe, les manœuvres de l'Amiral anglais furent ſi bien exécutées, que rien ne put l'empêcher de s'approcher de l'Iſle aſſiégée, de venir jetter l'ancre à la pointe des Salines, au mouillage même que le Comte de Graſſe avait quitté, & de s'y emboſſer malgré les attaques que

fit la flotte françaiſe dans la journée du 26.

Il mit à terre le 28 un corps d'environ treize cents hommes ; mais les troupes françaiſes ſe ſignalerent de la maniere la plus valeureuſe. Le Comte de Flechin, avec moins de ſix cents hommes, parvint, par l'excès du courage, à les combattre avec ſuccès, & à les forcer de ſe rembarquer. Le Marquis de Bouillé, averti de ce débarquement, partit de Sandy-Point, & ayant raſſemblé deux mille hommes, vint au ſecours ; mais il ne reſtait plus rien à faire, & il trouva les Anglais qui achevaient de ſe rembarquer ſous la protection de leurs frégates.

Le Gouverneur de Brimſtom-Hill, inſtruit de la retraite du ſecours qu'il attendait, & aſſiégé par plus de ſix mille hommes, n'avait plus de reſſources ; néanmoins il ſe défendit juſqu'à la derniere extrémité. On lui enleva un magaſin d'artillerie, où il ſe trouva huit canons de fonte de vingt-quatre & pluſieurs mortiers, & on brûla un magaſin de vivres & de munitions ; cependant

ſon feu était toujours ſupérieur du côté de Sandy-Point. Alors le Marquis de Bouillé fit débarquer la groſſe artillerie du vaiſſeau *le Caton*, forma de nouvelles batteries, & en dix jours le revêtement du front d'attaque ſe trouva écroulé, & preſque par-tout acceſſible, en ſorte que vers les ſix heures du ſoir de la journée du 12 Février, le Gouverneur demanda à capituler, & la capitulation fut ſignée pour les deux Iſles, de Saint-Chriſtophe & de Montſarra, le lendemain à huit heures du matin. Auſſi-tôt un détachement de grenadiers français fut occuper la breche, & la garniſon, formée de ſept cents cinquante hommes de troupes réglées & de trois cents hommes de milices, ſe rendit priſonniere de guerre.

En ce moment la flotte françaiſe avait été mouiller à l'Iſle de Nieve pour y attendre des vivres qu'on devait lui apporter de la Martinique; l'eſcadre anglaiſe apprenant la réduction de Brimſtom-Hill, profita de la nuit pour couper ſes cables & gagner le port de Sainte-Lucie, où

l'Amiral Rodney ne tarda pas à la joindre, & à la mettre en état d'attaquer à ſon tour.

On apprit preſqu'en même temps à Londres la priſe de Saint-Chriſtophe & la capitulation du Fort Saint-Philippe. Le Général Duc de Crillon avait fait les diſpoſitions les plus utiles pour fortifier les différens poſtes dont il s'était rendu maître, & empêcher les aſſiégés d'entreprendre de nouveaux ouvrages; le mois de Septembre 1781 s'était écoulé tout entier pendant ces préparatifs. L'artillerie & les troupes embarquées à Barcelone arriverent au commencement du mois d'Octobre. Le 11 de ce même mois, les Anglais parvinrent à débarquer un renfort de huit cents hommes & quelques pieces de canon du côté de la Tour des Signaux, qu'ils avaient deſſein de faire ſauter; ils voulaient auſſi démolir l'Hôpital des Ruſſes. Quatorze ſoldats eſpagnols qui gardaient la tour firent une vigoureuſe réſiſtance qui donna le temps de les ſecourir: c'était pendant la nuit, & le Duc de Crillon venait de rentrer au camp pour y prendre quelque repos; mais averti de ce

débarquement, il fortit à la tête d'un détachement de mille hommes, & força les Anglais, qui commençaient à détruire l'hôpital, de fe rembarquer précipitamment. Cinq cents Anglais tenterent une fortie le 23, mais ils furent repouffés. Le lendemain, le détachement auxiliaire des Français débarqua à Fornella, & vint camper le 26 à la gauche des Efpagnols; alors l'armée des affiégeans fe trouva compofée de feize mille hommes, dont cinq mille Français; quatorze batteries de gros canons étaient dirigées contre la fortereffe. Le feu des affiégés détruifit d'abord une batterie de mortiers, & coula bas un navire chargé de munitions & d'approvifionnemens; mais d'un autre côté le Chevalier de Liniers, de la marine efpagnole, & les Capitaines Français Eyriés & Varage, enleverent avec intrépidité, fous le canon de la fortereffe, fept navires anglais richement chargés. Les opérations du fiége fe prolongerent fort avant dans l'hiver, & le Duc de Crillon entreprit de réduire la place de vive force. Cent vingt canons & quarante mortiers,

diſpoſés à l'entour dans la diſtance de deux cents toiſes, devaient bientôt faire taire le feu des Anglais. Ceux-ci firent un grand nombre de ſorties infructueuſes. L'attaque commença le 6 Janvier 1782, & le quatrieme jour les Anglais furent obligés de ſe retirer dans leurs caſemates. Mais une tempête qui s'éleva, & qui obligea les vaiſſeaux de s'éloigner, fit ſuſpendre le feu des batteries pendant quelques jours: il recommença avec plus de vigueur le 15 Janvier; les boulets mirent le feu aux magaſins des proviſions renfermées dans la fortereſſe, & aux munitions que les aſſiégés avaient raſſemblées pour le ſervice de leurs batteries. La garniſon commençait à être attaquée de la diſſenterie, & les bleſſés mouraient preſque tous, parce qu'ils manquaient de remedes. Enfin la diſette de vivres & de munitions, les breches faites en différentes parties de la fortereſſe, & la grande ſupériorité des aſſiégeans, obligerent Lord Murray de ſe rendre le 4 Février; la capitulation fut ſignée le lendemain, & la garniſon mit bas les armes.

Elle

Elle était alors réduite à dix-huit cents hommes de troupes réglées, dont six cents étaient malades, trois cents habitans de l'Isle enrôlés en milice, cent volontaires corses, & quatre cents cinquante matelots. Les soldats anglais pleuraient de rage, & quoiqu'il ne restât pas une seule bombe, la plupart soutenaient que leur Général n'aurait pas dû capituler tant qu'il avait encore de la poudre & des boulets. Sir William Draper, si maltraité dans les lettres de Junius (*a*), & qui commandait en second dans le fort, déclara ouvertement, à son passage en France, que Lord Murray s'était rendu trop tôt. Mais ce Seigneur, dont la réputation de bravoure était depuis long-temps affermie, désespérant désormais de recevoir des secours qu'il avait attendu

(*a*) Les lettres publiées sous le nom de Junius, depuis 1766, sont fameuses en Angleterre : elles sont adressées aux personnages les plus puissans, & sont des chefs-d'œuvres d'éloquence politique. William Draper s'étant avisé de répondre à une de ces lettres qui attaquait vivement le Marquis de Gramby, en fut sévèrement puni par les sacarsmes de l'Auteur, qui ne s'est pas fait connoître, & que l'on n'a pu découvrir.

ſix mois, crut, avec raiſon, qu'une plus longue réſiſtance ſerait auſſi inutile que meurtriere, puiſque le défaut de vivres & de renforts l'aurait obligé de ſuccomber ſous peu de jours. A cette nouvelle les murmures de la nation anglaiſe s'éleverent de plus en plus contre Lord North & ſes collegues. L'orage grondait ſur leurs têtes, il ne leur reſtait pas long-temps à le braver.

CHAPITRE V.

Fin du miniſtere de Lord North, & ceſſation des hoſtilités dans le continent de l'Amérique.

Années 1782.

La nation Anglaiſe accuſant le Miniſtere des revers qu'elle venait d'éprouver en Amérique & dans la Méditerranée, on ne ceſſait de récapituler dans les deux Chambres du Parlement toutes les fautes qu'il avait faites depuis le commencement des hoſtilités contre les Amériquains, & de lui reprocher d'avoir ſacrifié la puiſſance & la gloire de la nation à un fol entêtement

d'affermir & d'augmenter le pouvoir de la Couronne au préjudice des deux autres pouvoirs conſtitutifs du gouvernement Britannique. La chambre des Communes préſenta une adreſſe au Roi pour l'engager à entrer en propoſition de paix avec l'Amérique, & l'adreſſe ayant été reçue, le Parlement paſſa le bill néceſſaire pour l'autoriſer à conclure cette paix. Une foule de peuple ſe rendit au Palais de Saint-James pour féliciter le Roi de cette réſolution qu'on le forçait d'adopter. Lord North & tous les Miniſtres ſe virent délaiſſés de leurs partiſans, l'oppoſition devint la majorité; on propoſa pluſieurs motions pour demander au Roi le renvoi de ſes Miniſtres. Deux fois ils ne l'éviterent que de dix voix; mais la même propoſition ſe renouvellait ſans ceſſe, & le Comte de Surrey ayant pris jour au mercredy 20 Mars pour la renouveller, tous les membres de la Chambre, même ceux que leur âge ou leurs infirmités obligeaient de s'en abſenter ordinairement, s'y rendirent pour l'appuyer de leur ſuffrages, & balancer les intrigues & la cor-

ruption. Enfin Lord North & ſes collegues ſe voyant perſonnellement menacés, & ne pouvant plus réſiſter au murmure de la nation, prévinrent la déciſion du Parlement, en anonçant leur démiſſion & leur retraite, à l'inſtant où le Comte de Surrey ſe levait pour commencer ſon diſcours. Lord North porta la parole en cette circonſtance au nom de tous ceux qui avaient part à l'adminiſtration; il le fit avec beaucoup de nobleſſe, d'éloquence & de force d'eſprit. Le Roi, abandonné de ſes appuis & privé de conſeils, ne vit point d'autre route à ſuivre, pour regagner l'affection du peuple, dont il avoit trop long-temps dédaigné les remontrances & les réclamations, que de prendre pour Miniſtres ceux-là même qui avaient gagné les ſuffrages publics en s'oppoſant le plus ouvertement & avec le plus de chaleur aux meſures de la Cour. Le Marquis de Rockingham fut mis à la tête des affaires, comme Lord du Tréſor, & eut pour adjoints, en qualité de Secrétaires d'Etat, Charles Fox & le Comte de Shelburne,

Lord John Cavendish fut nommé Chancelier de l'Echiquier, & l'Amiral Keppel premier Lord de l'Amirauté ; Edmond Burke devint premier Sécretaire du Tréſor & de la Chancellerie de l'Echiquier; le Duc de Richemond prit la place de Grand-Maître de l'Artillerie, & le Colonel Barré celle de Miniſtre de la Guerre. Le commandement en chef des armées fut donné au Général Conway, la Chancellerie au Lord Turlow, le Sceau privé au Duc de Grafton, & la Préſidence du Conſeil privé au Lord Camden.

Lord North, financier habile, orateur adroit, courtiſan ſubtil, travailleur infatigable & fécond en reſſources, s'était rendu odieux à ſon pays par ſa perſévérance à vouloir augmenter la prérogative de la Couronne, & à la faire devenir ſi puiſſante que rien ne pût lui réſiſter. Avec de grands talens, il avait conduit la nation Britannique juſqu'au bord d'un abîme où elle ſemblait devoir s'engloutir. A peine l'excès du courage & un reſte de grandes vertus avaient pu lui faire éviter ſa chûte. Soyons

fideles aux Loix du pays où nous vivons; que le désir de dominer ne nous engage jamais à les enfreindre; c'est (quelque mérite qu'on puisse avoir d'ailleurs) l'unique moyen de parvenir à la gloire, d'être solidement heureux & véritablement grand.

Le premier acte du nouveau Ministere fut de retirer de l'Amérique Septentrionale les troupes anglaises, & d'entrer en traité avec les Etats-Unis. Depuis ce moment tout réussit à l'Angleterre.

La résolution prise le 17 Février 1769 contre J. Wilkes, au sujet de l'élection de Midlesex, fut biffée du journal de la Chambre le 3 Mai 1782, ce qui termina à jamais cette querelle populaire qui durait depuis 13 ans. Les nouveaux Ministres supprimerent les principaux abus de la liste civile, il en résulta une économie annuelle de soixante-douze mille trois cents soixante-huit liv. st. & cette opération fut approuvée dans le Parlement le 7 Mai, par ceux mêmes qu'elle privait de leurs places; ils déclarerent qu'ils en faisaient de bon cœur hommage au bien public. Il fut fait aussi des

enquêtes ſur l'état des finances de la nation, afin de conſtater les diminutions qui étaient ſurvenues dans les différentes branches du revenu public pendant la durée de la guerre, & quels ſeraient les moyens d'y remédier & de rétablir l'ordre, tant dans la maniere de former les emprunts, que dans l'adminiſtration & la perception des taxes (*a*).

L'Amiral Rodney n'était point agréable aux nouveaux Miniſtres: ils rendaient juſtice à ſa pénétration, à ſon courage, à ſon habileté & à ſes longs ſervices; mais leur auſtérité n'approuvait point ſes principes & ſes mœurs, & ils ne pouvaient lui pardonner d'avoir connivé avec Vaughan au pillage de Saint-Euſtache; ils le rappellerent, & nommerent à ſa place le Lord Pigott. Déjà ce dernier s'apprêtait à partir; mais malgré ces réſolutions, Rodney, toujours heureux, ne quitta le com-

(*a*) Voyez, au ſujet de cette opération, les obſervations additionnelles ſur les finances d'Angleterre, qui terminent cet ouvrage.

mandement que couvert d'une gloire immortelle & sans égale dans les fastes de la marine.

La flotte française, composée de trente-deux vaisseaux, sous les ordres du Comte de Grasse du Bar, était au Fort-Royal, & se préparait à partir pour Saint-Domingue, où elle devait être jointe par une armée navale Espagnole. L'effort de ces armées combinées devait se réunir contre l'Isle de la Jamaïque. Rodney, mouillé sur une ancre à Sainte-Lucie, épiait le départ du Comte de Grasse; il avait trente-six vaisseaux sous son commandement. La flotte appareilla du Fort-Royal le 8 Avril, & le 9 elle fut attaquée; mais l'engagement fut partiel, & n'eut rien de décisif. Cependant le Comte de Grasse eut beaucoup de peine à rallier son armée; il fut poursuivi le 10 & le 11, & dans la nuit du 11 au 12, le vaisseau *le Zélé* & le vaisseau amiral *la Ville de Paris* s'étant abordés, *le Zélé* se désempara tellement, qu'il ne pouvait plus suivre, & risquait d'être pris. Pour le délivrer, le Comte de Grasse

fit faire un mouvement rétrograde à toute ſon armée. Par ce mouvement il ſe rapprocha de l'armée anglaiſe, & fut forcé de livrer un combat général entre l'Iſle de la Dominique & les Saintes. Le Comte de Graſſe n'avait que trente vaiſſeaux contre trente-ſix. Le vaiſſeau Amiral *la Ville de Paris*, de cent dix canons, fut totalement dégréé, un autre vaiſſeau fut démâté de tous ſes mâts; les vents changerent, & devinrent favorables aux Anglais; la ligne fut coupée en deux endroits; *le Glorieux*, *le Céſar*, *l'Ardent* & *l'Hector* furent pris, & *la Ville de Paris*, entourée de huit vaiſſeaux ennemis, ſe rendit, avec l'Amiral Français, à Sir George Bridge Rodney, qui ayant conduit en triomphe ſon priſonnier à Londres, fut fait Pair du royaume. Le reſte de la flotte françaiſe ſe retira à Saint-Domingue, ſous le commandement du Marquis de Vaudreuil.

Cependant Gibraltar, bloqué & aſſiégé depuis quatre ans par mer & par terre, était menacé d'un aſſaut terrible & général;

la garnifon manquait de vivres & même de munitions, elle était accablée de malades, & ne pouvait fuffire à un fervice continuel de jour & de nuit. Une armée formidable d'Efpagnols & de Français, commandés par le Duc de Crillon, le vainqueur de Minorque, & le digne fucceffeur du brave Crillon, l'ami de Henri IV, occupait le camp de Saint-Roch, & pouffait les travaux du fiége avec la plus grande activité. Des tours avaient été élevées pour dominer les ouvrages de la place, & en découvrir jufqu'aux moindres progrès. Percer des rocs, combler des lacs, s'ouvrir un chemin fur des tas de morts, gravir le rocher & en enclouer les batteries l'épée à la main, étaient les moindres exploits que fe propofait cette armée. On avait conftruit des batteries flottantes deftinées à rafer, par un feu continuel & puiffant, les ouvrages du bord de la mer, & à ouvrir le chemin de la Ville à des troupes de débarquement. Ces batteries étaient à l'épreuve de la bombe, & l'on avait pris toutes les précautions que l'imagination

peut ſuggérer pour qu'elles fuſſent en état de réſiſter également à l'effet des boulets rouges ; on les prétendait inexpugnables, & leur ſuccès contre les batteries de la terre paraiſſait devoir être certain.

Le vieux Elliot, Gouverneur de la place, ne voyait peut-être pas ſans allarmes de ſi terribles préparatifs, cependant ſes efforts réſiſtaient à tout. Des *lougres*, des *cutters* (*a*) entraient dans Gibraltar à la vue de l'eſcadre eſpagnole, & y portaient des rafraîchiſſemens, ſans qu'il fût poſſible de les en empêcher, tant était grande la ſupériorité de leur marche & la célérité de leurs manœuvres ; de plus gros bâtimens ſe jettaient ſur la côte d'Afrique, & y attendaient qu'un coup de vent de *Sud-Oueſt*, aſſez violent pour empêcher les Eſpagnols de tenir la mer, les portât, vent arriere, dans la rade de Gibraltar.

La garniſon de cette place ne ſubſiſtait depuis long-temps que par de ſemblables ſecours, lorſque la Cour de Londres donna

(*a*) Bâtimens légers faits pour la courſe.

à l'Amiral Howe le commandement d'une escadre pour y porter des renforts, des vivres, des munitions, malgré la présence des flottes nombreuses des assiégeans. Il accepta cette commission difficile & périlleuse, sans montrer la moindre incertitude sur le succès.

Dans le même temps les batteries flottantes se placerent pour ainsi dire sans obstacle, elles commençaient à tirer de très-près, & le Gouverneur Elliot semblait se résigner en silence au sort dont il était menacé; mais tout-à-coup, pendant la nuit, de nouvelles batteries du plus gros calibre, placées dans le roc, commencerent à lancer une multitudes de boulets rouges, qui tous portaient sur les batteries flottantes, & parvinrent à y mettre le feu. Six mille boulets rouges furent tirés par les Anglais en moins de quatre heures: beaucoup de canoniers Espagnols & Français furent noyés; les Anglais en sauverent un grand nombre; on ne voyait, le long du rivage, que des soldats qui luttaient contre les vagues, après avoir vu incen-

dier & ſauter en l'air ces arches nouvelles, ces machines formidables, détruites par les mêmes foudres qu'elles ſervoient à lancer: le Prince de Naſſaw ne ſe ſauva qu'à la nage. Peu de jours après, l'Amiral Howe, ſoutenant la grande réputation dont il jouiſſait dans la marine anglaiſe, effectua le ravitaillement de Gibraltar, entra dans le canal, & en reſſortit en préſence de l'armée, plus nombreuſe & plus forte, des Eſpagnols & des Français, ſans qu'elle pût s'y oppoſer. Il fallut lever le ſiége.

Les Anglais alors ne parlerent que de paix; ils l'avaient faite avec les Américains, l'état de leurs finances les preſſa de la demander à la France & à l'Eſpagne. La guerre finit de toutes parts avec l'année 1782, tant en Europe qu'en Amérique: mais les vents ne purent être aſſez agiles, ni les courriers aſſez prompts pour aller dans l'Aſie arrêter la vaillance du Bailli de Suffren, qui avait pris Trinquemale & raffermi le pouvoir chancelant des Hollandais & des Français dans les mers & ſur les côtes de l'Inde.

Il battit cinq fois les flottes anglaiſes, prit un vaiſſeau, une frégate & pluſieurs bâtimens de guerre, & attaqua l'Angleterre du

côté le plus ſenſible, en enlevant à ſes capitaliſtes plus de 120 navires marchands. Cet Amiral avait battu quatre fois les Anglais en 1782; & dans la journée du 20 Juin 1783, 15 vaiſſeaux ſous ſon commandement, triompherent de 18, qui avaient le triple avantage du nombre, de la force des vaiſſeaux, & de la célérité de la marche. Ils ne purent pas même donner à leur fuite les apparences d'une retraite; elle fut précipitée.... Il lui était réſervé de rétablir en Aſie la gloire des armes françaiſes. Il ſe montra ſupérieur à ſes rivaux comme à ſes ennemis, par ſa franchiſe & ſa vaillance; & à ſon ſiecle, par cette force d'ame & cette perſévérance patriotique, que les intérêts perſonnels & les intrigues des cours ont coutume d'affoiblir. Sa campagne devait être une ſuite de victoires, & ſon retour un triomphe; &, ce qui eſt bien rare dans un pays monarchique, & honorable pour ſes contemporains, ſes ſuccès, ſes récompenſes même ne firent point de jaloux: mais tout en admirant ſon courage, on apprenait avec chagrin que tandis que l'Europe était paiſible, des ruiſſeaux de ſang coulaient encore vers les rivages de l'Indoſtan.

Les Français, par le traité de paix, furent remis à-peu-près au même état qu'ils étaient avant 1756. Les Hollandais qui sembläient devoir payer une partie des frais de la guerre, virent cesser leurs justes alarmes. Les Espagnols regagnerent les Florides & Minorque; mais les Amériquains, outre cette indépendance pour laquelle ils avaient tant combattu, acquirent des avantages qui doivent, en peu de temps, les mettre au niveau des plus grandes puissances de l'univers.



ÉTAT *des dépenſes de la Guerre de l'Amérique Septentrionale.*

Sommes priſes dans le fonds d'amortiſſement depuis 1774 juſqu'en 1781.

	l. ſt.	l. ſt.
POUR le ſervice public en 1774.	2,080,696	
Balance au 5 Janvier 1775. . . .	11,239	
Quartier finiſſant le 5 Avril. . . .	884,447	
		2,976,382
Pour le ſervice en 1775.	1,904,313	
Balance au 5 Janvier 1776.	17,869	
Quartier finiſſant le 5 Avril. . . .	961,571	
		2,884,753
Pour le ſervice de 1776.	1,837,428	
Balance au 5 Janvier 1777.	295,832	
Quartier finiſſant le 5 Avril.	760,363	
		2,893,623
Pour le ſervice de 1777.	1,939,636	
Balance au 5 Janvier.		
Produit au 5 Avril.	703,700	
		2,643,336
Pour le ſervice de 1778.	2,296,209	
Balance au 5 Janvier.	0 0 0	
Balance au 5 Avril.	0 0 0	
		2,296,209
Pour le ſervice de 1779.	2,071,854	
Balance au 5 Janvier.	0 0 0	
Balance au 5 Avril.	650,458	
		2,722,312
TOTAL. . . , ...		16,416,615

Pour

		liv. ſt.
Ci contre.		16,416,615
Pour le ſervice de 1780.	1,849,542	
Balance au 5 Janvier 1781.	288,347	
Quartier finiſſant au 5 Avril.	757,087	
		2,894,976
Pour le ſervice de 1781, 1782, 1783 environ.		8,500,000
TOTAL.		27,811,591

Dette fondée depuis le mois de Janvier 1776 juſqu'à la fin de 1783, & impôts établis pour en payer les intérêts.

		Capitaux empruntés.	Intérêt annuel.	Evaluation des taxes établies pour payer les int.
Emprunt pour le ſervice de	1776.	2,000,000 . .	64,000 . .	73,000
	1777.	5,000,000 . .	225,000 . .	242,000
	1778.	6,000,000 . .	330,000 . .	336,000
	1779.	7,000,000 . .	472,500 . .	478,000
	1780.	12,000,000 . .	696,150 . .	701,616
	1781.	21,000,000 . .	660,000 . .	704,000
	1782.	20,500,000 . .	793,000 . .	796,000
	1783.	15,000,000 . .	521,000 . .	580,000
TOTAL.		88,500,000 . .	3,761,650 . .	3,910,616 ſauf les déficits.

Dette non fondée exiſtant après l'emprunt de 1783. 22,867,377

Ainſi la nation anglaiſe, outre environ vingt-huit millions qu'elle a pris dans le fonds d'amortiſſement en dix années, s'eſt

endettée de quatre-vingt-huit millions par dette fondée, & de vingt-deux millions huit cents soixante-sept mille trois cents soixante-dix-sept liv. sterl. par dette non fondée, pour soutenir la guerre de l'Amérique, déjà ruineuse par son objet même (*a*). On peut donc évaluer la dépense de cette guerre, pour l'Angleterre seulement, à cent quarante millions sterling, ou environ trois milliards tournois, somme presqu'égale à la moitié du numéraire circulant en Europe (*b*).

(*a*) Il a été accordé par le Parlement, pour les dépenses de la marine, depuis 1771 jusqu'à la fin de l'année 1781, temps pendant lequel a duré le ministere de Lord Sandwich, en qualité de premier Lord de l'Amirauté, 43 millions sterling, sans y comprendre la dette de la marine qui se montait à 6 millions sterling au commencement de 1782.

(*b*) On peut évaluer le numéraire ou l'argent & l'or monnoyés circulans actuellement en Europe, à sept milliards; savoir :

Espagne & Portugal.	2,000 millions.
Angleterre.	1,000
France.	1,900
Hollande.	700
Gênes, Venise & l'Italie.	500
Allemagne & Russie.	900
	7,000 millions.

Les impôts ont été augmentés de quatre millions ſterling par année, ſans eſpérance de les voir diminuer d'ici à un temps que l'on ne peut raiſonnablement enviſager ni prévoir. Par conſéquent la hardieſſe & l'induſtrie anglaiſe ſe trouvent hypothéquées pour des ſiecles aux porteurs & propriétaires des annuités étrangers ou régnicoles.

Tels ſont les efforts que l'Angleterre a faits pour éviter l'abaiſſement dont elle a été menacée, & que l'affranchiſſement de ſes colonies, à l'époque de l'interdit de Boſton, & de la formation du Congrès en 1774, lui aurait épargnés.

La quantité du numéraire augmente tous les ans d'environ 3 pour cent par l'exploitation des mines de l'Amérique méridionale; &, ſans le commerce des Indes orientales, l'orfévrerie, & ce qui ſe perd dans les guerres & la navigation, l'augmentation ſerait d'environ 7 pour cent, année commune.

L'extraction que l'Amérique fera des eſpèces monnoyées de toutes les Nations, juſqu'à ce qu'elle en ait une quantité ſuffiſante pour ſon commerce, rendra l'accroiſſement du numéraire moins ſenſible pendant quelques années, & pourra apporter quelques changemens dans les ſpéculations financieres de l'Europe. Elle donnera lieu à de nouvelles combinaiſons dans les rapports qui exiſtent entre le commerce & la quantité de l'argent.

En 1765, l'Angleterre entreprit, pour la premiere fois, de taxer l'Amérique Septentrionale, afin qu'elle contribuât à l'acquittement des dettes contractées dans la guerre de 1756; & ce projet a non-feulement empêché les Anglais de réduire le capital de la dette nationale comme ils fe l'étaient propofés, mais leur a caufé la perte de l'Amérique Septentrionale, & un accroiffement de cent millions fterling de dettes. Quelle nation! fi elle parvient à réparer un femblable revers!

NOUVEAU COMPTE RENDU,

OU

TABLEAU HISTORIQUE DES FINANCES D'ANGLETERRE,

DEPUIS LE REGNE DE GUILLAUME III, JUSQU'EN 1784.

> Longum eſt iter per prœcepta,
> Mitius jubetur exemplo.



A LONDRES,

Et ſe trouve A PARIS,

Chez { L'AUTEUR, rue des Foſſés-Montmartre, n°. 35.
COUTURIER, Imprimeur-Libraire, Quai des Auguſtins, près l'Egliſe. }

M. DCC. LXXXIV.

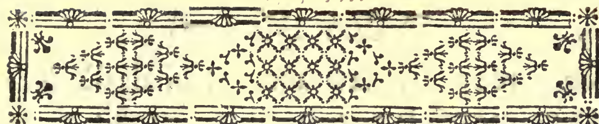


TABLEAU HISTORIQUE DES FINANCES DE L'ANGLETERRE,

Depuis le regne de Guillaume III, jusqu'en 1784.

INTRODUCTION.

IL ferait difficile de ſe former une idée juſte de la ſituation actuelle des Finances de l'Angleterre, ſi l'on ne remontait à l'origine du ſyſtême par lequel elles ſont dirigées.

Guillaume III monta ſur le trône d'Angleterre en 1689; ſa ſituation l'obligeait à former de grands projets. Sage dans ſes vues politiques, il eut l'art de ſe rendre l'ame & l'arbitre de la haîne de l'Europe

conjurée contre la France. Il fallait dès-lors ſe préparer à la guerre ; il ne pouvait eſpérer de ſubſides que de l'inclination d'un peuple, qui refuſait ſouvent, ou accordait avec difficulté. Des entraves ſi contraires à la prompte exécution des deſſeins que Guillaume formait & renouvellait ſans ceſſe, lui faiſaient ſupporter impatiemment la dépendance dans laquelle il ſe trouvait; &, réſolù de s'y ſouſtraire, il imagina un moyen de ſe procurer à chaque occaſion preſſante, l'argent dont il aurait beſoin, ſans allarmer les eſprits & ſans changer la maniere ancienne de l'obtenir.

Il avait juſques-là demandé des ſubſides; mais lorſqu'on les lui avait accordés, il avait fallu, ſelon l'ancien uſage, en faire la collecte par la levée des taxes. Cette opération n'amaſſait que lentement & par détail les ſommes dont la totalité était néceſſaire pour aſſurer le ſuccès des entrepriſes. Guillaume ne s'écarta point des formalités légales; mais, pour remédier aux inconvéniens qui en étaient inſéparables, il inventa & fit prévaloir la méthode

de ſe procurer par emprunt les ſubſides auſſi-tôt qu'ils étaient accordés.

Il y parvint aſſez facilement, au moyen des gros intérêts qu'il fit donner aux prêteurs, & des hypothèques qui en devaient faire la ſûreté, leſquelles hypothèques y étaient affectées ſur les impôts, ſous la garantie du Parlement.

Comme il pouvait en réſulter des embarras dans la circulation des eſpèces, ſon eſprit fertile lui ſuggéra une reſſource qui lui parut infaillible, ſans que, peut-être, il ait alors préſagé la vaſte étendue de puiſſance qu'elle donnerait un jour à la nation, en rendant le Souverain non-ſeulement maître de remplir ſans délai ſes projets guerriers, mais en le mettant à portée de ſurpaſſer les efforts de ſes ennemis, & de faire pencher du côté de l'Angleterre la balance du crédit & des facultés.

L'établiſſement de la Banque ouvrit un tréſor public, qui, en uniſſant toutes les richeſſes de l'État dans une ſeule caiſſe, devenait une reſſource pour les emprunts,

ſoit publics, ſoit particuliers. On a vu qu'avant cette inſtitution, les impôts ne donnaient qu'une reſſource lente & momentanée; leur levée faite, toute communication de ſecours était coupée; mais un dépôt public préſentait une ſource intariſſable de circulation: auſſi, ſans parler des fonds que pour premiere opération la banque prêta au gouvernement, on l'a vue toujours diſpoſée à ſubvenir aux beſoins, & à faciliter les actionnaires & prêteurs des fonds publics.

Les emprunts ne devant avoir d'autres hypothèques que les taxes impoſées & levées ſur le peuple, on parvint à convaincre les prêteurs nationaux & étrangers des avantages réels & ſolides que leur promettait la nouvelle forme d'adminiſtration; ils comprirent qu'il n'y avait rien de plus aſſuré que les hypothèques qui leur étaient données ſur les impôts, qui leur répondaient du payement des intérêts de l'emprunt juſqu'à ſon rembourſement.

Ce fut ainſi que Guillaume III, en prouvant qu'il n'était pas moins politique que

guerrier, parvint à procurer, à lui & à ses successeurs, le moyen d'exécuter tout ce qui pouvait porter la nation à un haut degré de puissance & de gloire. Il ne le put faire à la vérité, sans donner lieu à ce qu'on appelle la dette nationale ou publique, qui est montée rapidement à des sommes immenses, en même temps que la puissance de la nation s'est accrue.

Les premiers momens où l'on cherche à établir un crédit public, sont ceux qui exigent les plus grands sacrifices, parce qu'il faut intéresser les particuliers à le goûter & à le faire valoir en y prenant part; aussi les premieres annuités qui se trouveront mentionnées sous le titre d'Echiquier, articles 1, 2, & 3, sont-elles de nature à être payées sur le pied de 7 à 10 pour cent. On y a en outre attaché un grand privilége, c'est l'exemption de la taxe sur les terres, quoique les pensions, les emplois, les héritages, & même les biens personnels, y soient sujets. Cette prérogative a toujours engagé beaucoup de gens à retirer leur argent du commerce,

pour le placer dans ce fonds public, qui, d'ailleurs est tellement assuré, que le Parlement s'est dépouillé du pouvoir d'y jamais faire aucune altération.

Des dispositions si onéreuses pour l'État, qui, en les autorisant, cédait à la nécessité, n'auraient pu être renouvellées à proportion des besoins, sans l'accabler en très-peu de temps : mais en les faisant on n'avait eu pour but que d'introduire une nouvelle forme d'administration dans les finances. Dès qu'on la vit adopter par les citoyens, qui couraient en foule pour y placer leur argent, & qu'on s'apperçut que leur exemple donnait aux étrangers un desir ardent de s'intéresser dans les nouveaux fonds, on devint moins prodigue. Le Parlement inséra dans chaque acte ou bill de nouvel emprunt, que le fonds en serait rachetable, ce qui bornait la durée des engagemens, en donnant à la nation le droit de rembourser aux créanciers leurs capitaux, toutes les fois qu'elle serait en état de le faire.

Cette clause restrictive a donné lieu à la réduction des intérêts de 6 pour cent, à

5, enſuite à 4, où ils ont reſté long-temps avant de deſcendre à 3 ½, & enfin ils ont tous été réduits à 3 pour cent en 1757, par l'offre d'un rembourſement général. Dans toutes ces révolutions, les premiers engagemens qui forment les articles 1, 2 & 3 de l'Echiquier, ont été maintenus à leur ancien taux.

Ces meſures firent murmurer les prêteurs, mais le Gouvernement tint ferme; ils aimerent mieux en général ſe ſoumettre à la réduction, que de voir mettre à exécution la menace de les rembourſer, parce qu'ils craignaient, avec raiſon, de ne pouvoir employer leur argent, ſi-non avec plus de profit, du moins avec plus de ſûreté.

ORIGINE *du* Sinking Fund, *ou Caiſſe d'Amortiſſement.*

UNE telle diminution d'intérêts, exigeant à proportion moins de numéraire pour remplir les engagemens du crédit public,

ſemblait devoir faire ſupprimer quelques taxes dont le produit devenait ſuperflu ; on ne le fit pas : voici l'emploi auquel ce ſuperflu fut aſſigné. Lors des premieres réductions d'intérêts, on déclara que le réſidu des taxes après le payement des annuités, ſerait dépoſé tous les ans à l'Echiquier, pour en faire un fonds ſpécial, ſous le titre d'Amortiſſement (1).

Cette création fut faite au commencement du regne de George premier, ſous la condition que les fonds ſeraient deſtinés à payer ſucceſſivement les dettes contractées avant 1716. Ce projet était ſage ; mais dans l'acte du Parlement qui établiſſait cette caiſſe, une clauſe nuiſible fut inſérée : elle porte que les deniers de ce fonds ſeront réſervés pour le rachat de la dette nationale ; mais il y eſt ajouté *qu'ils ſeront à la diſpoſition du Parlement.* On n'a pas tardé à en conclure qu'en vertu de cette

(1) Quoique ce fonds fût réputé compoſé du réſidu des taxes, on y en a affecté pluſieurs en totalité, avec charge d'acquitter quelques annuités qui n'ont point d'autre hypothèque.

reſtriction, le Parlement était en droit d'en diſpoſer ſelon ſa prudence, & de les appliquer aux ſervices ordinaires, ce qui ſuſpend en temps de guerre tous les rembourſemens. Alors à chaque ſeſſion on prend du *Sinking Fund* ce que la Chambre des Communes juge à propos pour ſubvenir au ſervice de l'année; & les emprunts ſe multipliant à proportion de la durée de la guerre, tandis que les rembourſemens ſont ſuſpendus, il en réſulte une baiſſe conſidérable dans les fonds, & par conſéquent une augmentation d'intérêts dans les nouveaux emprunts.

C'eſt par cet uſage, contraire à l'inſtitution naturelle du fonds d'amortiſſement, que la nation ſe donne des entraves à elle-même; au lieu que ſi ce fonds étoit ſi ſacré qu'on n'en pût, ſous aucun prétexte, détourner les deniers, & que l'on continuât les rembourſemens, même en temps de guerre, il ſerait preſqu'impoſſible qu'il ſurvînt aucune baiſſe conſidérable dans la négociation des annuités.

On objectera qu'il n'eſt pas raiſonnable

d'emprunter quand on a des deniers en main ; & qu'il eſt égal de laiſſer ſubſiſter les anciennes dettes ou de faire des emprunts nouveaux ; mais la finance ſe gouverne par d'autres regles : payer & emprunter à la fois, ſont deux choſes qui s'accordent très-bien dans ſes maximes, parce que tout ce qui s'appelle payement anime la confiance & augmente le crédit.

C'eſt par les emprunts, la ſûreté & l'exactitude du payement des intérêts, le ſecours de la Banque & les facilités qu'elle procure dans la circulation de l'argent ; c'eſt enfin par les offres de rembourſer & le fonds d'amortiſſement, que s'eſt formé en cent ans dans le Royaume d'Angleterre, le ſyſtême de Finances le plus étendu, le plus ſolide, le plus avantageux & le plus ſimple qui ait jamais exiſté parmi les nations. Mais les Anglais n'en ont-ils pas abuſé ? C'eſt un problême que l'hiſtoire de l'adminiſtration de Lord North & les tableaux progreſſifs que nous allons expoſer, aideront à réſoudre.

ÉTAT DES FINANCES
DE L'ANGLETERRE.

Pour mettre le lecteur à portée de bien juger de la gradation successive des impôts & de la dette nationale de l'Angleterre, on remontera à l'époque de la paix de 1763, qui a terminé la guerre contre la France & l'Espagne.

1°. On commencera par le tableau des impôts existans en Angleterre, & progressivement accrus jusqu'en 1762, afin de faire parfaitement connaître le revenu national à cette époque.

2°. On donnera ensuite le tableau progressif de la dette nationale depuis Guillaume III jusqu'en 1758, & depuis 1758 jusqu'en 1762.

3°. On indiquera la maniere dont s'employe le fonds d'amortissement, & on prendra pour exemple l'année 1762, afin de faire voir comment on en pervertit l'usage en temps de guerre.

4°. On parcourra d'une maniere ſuccinte les années de paix dont a joui l'Angleterre jufqu'à la guerre de l'Amérique, ſi fatale pour ce Royaume, & l'on fera voir à quelle ſomme montoit alors la dette nationale.

5°. Enfin on donnera le relevé des emprunts, de leurs intérêts & des impôts y affectés, depuis le commencement de la guerre de l'Amérique en 1776, juſqu'en 1783.

Ces tableaux feront, à ce qu'on penſe, ſuffiſans à un eſprit attentif, pour juger de la ſituation des Finances d'Angleterre dans l'état actuel & dans tous les événemens futurs.

CHAPITRE PREMIER.

Produit des Impôts qui conſtituent les différentes branches du Revenu national.

Art.		liv. ſter.	ſ.	d.
1.	Les deux tiers du droit de tonnage & pondage	118,711	10	10
2.	Droit ſur les maiſons de la ſeptieme année de Guillaume III. . . .	103,690	6	10 ½
	Total.	222,401	17	8 ½

ART.	liv. ster.	s.	d.
Montant ci-contre.	222,401	17	8 ½
3. Droits sur muscade, canelle, cloux, fleurs, ouvrages de Peintre & mousseline, avant le 24 Juin 1724.	1,216	1	10 ¾
4. Augmentation des droits de l'art. 3.	4		
5. Nouveau droit de 2 s. par liv. de café, depuis le 24 Juin 1724.	31,940	12	3
6. Nouveau droit de 18 d. sur le chocholat, par liv. même époque.	8,887	4	9
7. Nouveau droit d'un schell. par liv. & de 25 p. $\frac{o}{o}$ sur le thé, du 24 Juin 1745.	295,367	10	4
8. Nouveau droit sur les toiles des Indes, porcelaines & marchandises de peu de valeur.	19,973	8	½
9. Droit de 15 pour $\frac{o}{o}$ sur les soies des Indes, apprêtées.	2,716	14	5 ½
10. Droit des plantations.	1,708	2	2 ½
11. Droits sur le houblon.	79,390	11	4 ½
12. Droits sur les vins & marchandises de France.	14,907	0	5 ½
13. Droits sur l'eau-de-vie, depuis la Saint Michel 1736.	222,892	16	5 ½
14. Droits sur les petits vins, même date.	39,232	5	4
15. Droits sur les esprits faits dans la G. B. même date.	56,670	10	2 ½
16. Droits d'entrée sur les esprits.	3,758	11	11 ½
17. Droits additionnels sur les petits vins & esprits, du 1er Juillet 1754.	4,543	10	11 ¼
18. Impôts sur les vins & vinaigres.	102,089	16	10
TOTAL.	1,108,201	5	2 ½

ART.		liv. ster.	s.	d.
	Montant de l'autre part.	1,108,201	5	2 ½
19.	Impôts sur le tabac.	97,925	8	11
20.	Impôts sur les marchandises des Indes, mis en 1690.	99,650	19	6
21.	Impôts additionnels de 1692, sur les mêmes.	61,586	2	7 ½
22.	Droits sur les nageoires de baleines.	5,414	7	2 ½
23.	Sur les chandelles, du premier Mai 1745.	72,383	12	6 ½
24.	Droits additionnels sur les mêmes.	69,176	13	1 ½
25.	Droits sur les apprentissages.	4,220	3	9
26.	Droits de 4 pour % sur la sortie des marchandises, y compris cuirs tannés, draps blancs de laine & marchandises teintes.	40,650	7	3 ½
27.	Droit de 2 schel. par chaldron de charbon, culm (*a*), fraisis & waterborne.	85,485	2	2
28.	Droits sur les fiacres & chaises à porteurs.	5,924	10	9 ¾
29.	Nouveau droit de timbre sur vélin, parchemin, papier, cartes & dez.	17,095	19	11
30.	Droits sur les peaux, parchemins & vélins.	111,712	15	7 ½
31.	Droits additionnels sur les mêmes, ainsi que sur les marchandises de			
	TOTAL.	1,779,427	8	4 ¾

(*a*) Chaldron, mesure de 36 boisseaux.
Culm, charbon pour forge.
Fraisis, cendres de charbon de terre.
Waterborne, machine élevant les eaux par le feu.

peu

Art.		liv. ſter.	ſ.	d.
	Montant ci-contre.	1,779,427	8	4 ¾
	peu de valeur, & ſur le café & le thé.	65,076	0	5
32.	Droits ſur l'amidon & ſur les fils d'or & d'argent.	15,427	9	9
33.	Droit ſur les polices d'aſſurance .	3,655	6	8
34.	Nouveaux Droits ſur ſavon, papier imprimé & à teinture . .			
35.	Droit de 15 pour % ſur les toiles croiſées.	140,250	3	1 ¼
36.	Droits ſur les ſoies, toiles de coton & étoffes imprimées dans la Grande-Bretagne.			
37.	Nouveau droit de timbre de 1712, ſur les pamphlets imprimés & manuſcrits.	22,145	0	0
38.	Ancien ſubſide de tonnage & pondage..	17,052	16	1 ½
39.	Droit de 9 d. par barril, appellé des 99 années.	150,618	5	0 ½
40.	Même droit appellé de banque. .	150,618	2	10 ¾
	Fonds établis pour payer les annuités des quatrieme, cinquieme & ſixieme années de la Reine Anne.	2,344,270	12	4 ¾
41.	Droit appellé droit continué de 9 d. par barril.			
42.	Le dernier tiers du droit de tonnage & pondage.	91,228	11	8 ¾
43.	Droit ſur les colporteurs, petits merciers, ramoneurs, &c. .			
	TOTAL. . . .	2,435,499	4	1 ½

(Articles 34–36 and 41–43 are each bracketed together against a single amount.)

Art.		liv. ster.	s.	d.
	Montant de l'autre part.	2,435,499	4	1
44.	Droit sur les petits vins & esprits du premier extrait. 45. Droit continué du timbre. 46. Droit de 36 schel. par barril sur les liqueurs douces.	91,228	11	8 ¾
47.	700 liv. sterl. par semaine sur le produit des postes.	36,400	0	0
48.	3700 liv. sterl. par semaine sur les droits d'excise.	192,400	0	0
49.	Sur les droits héréditaires d'excise.	14,491	8	6 ½
50.	Droit de 3 schel. par chalderon de charbon, culm, fraisis & waterborne. 51. Nouveau droit sur les maisons.	119,193	11	2 ½
	Fonds pour les annuités de 1710.	2,889,212	15	5 ¾
52.	Droit additionnel de 3 d. par barril (excise). 53. Nouveau droit sur le poivre & les raisins. 54. Nouveau droit sur muscade, fleur, canelle, & cloux.	77,016	14	11 ¼
55.	Droit de Londres sur le charbon & culm.	65,487	10	0
56.	Droit sur le sel, les harengs blancs & saurets.	239,001	12	6
57.	Droit additionnel sur vélin, parchemin & papier.	29,776	2	0 ¾
58.	Droit sur l'argenterie, depuis le 1er Juin 1720.	9	2	1 ¼
	Total.	3,300,503	17	2

Art.		liv. ster.	s.	d.
	Montant ci-contre. . . .	3,300,503	17	2
59.	Droit de 12 schel. par barril sur les liqueurs douces, &c.	3,337	5	0 $\frac{1}{2}$
60.	Droit sur les permissions du détail des liqueurs fortes.	31,089	7	1 $\frac{1}{4}$
61.	Droits additionnels sur les petits vins, esprits & liqueurs fortes. .	157,325	12	11 $\frac{1}{4}$
62.	Droit additionnel sur la sortie de tous les vins.	71,192	6	6 $\frac{1}{4}$
63.	Nouveau droit additionnel à l'article 61, & nouveau droit sur les verres	90,863	9	0 $\frac{1}{4}$
	Fonds pour les annuités de la loterie de 1714.	3,654,311	17	9 $\frac{1}{2}$
64.	Droit additionnel sur le papier, carton, &c.			
65.	Droit additionnel sur le papier imprimé ou peint.			
66.	Nouveau droit de 15 pour % sur les toiles croisées.			
67.	Nouveau droit sur les soies, toiles de cotons & autres, de l'art. 36.	90,317	5	4
68.	Nouveau droit sur l'amidon. .			
69.	Nouveau droit sur la sortie des charbons.			
70.	Nouveau droit de timbre sur vélin, parchemin & papier. . .			
71.	Nouveaux droits sur les maisons, fenêtres, carosses, &c. . . .	142,601	3	8
	Total. . . .	3,887,230	6	9 $\frac{1}{2}$

Articles 64 to 70 are bracketed together against the single sum 90,317 5 4.

Art.	liv. ster.	s.	d.
Montant de l'autre part. . . .	3,887,230	6	9 ½
72. Subside additionnel de pondage. . .	287,868	11	9
73. Droit d'entrée sur marchandises de peu de valeur, non taxées. . .		12	8
Fonds établis pour le soutien de la maison de Georges II, & unis au fonds national en 1761.	4,175,099	11	2 ½
74. Droits d'excise, héréditaire & temporel.	284,713	2	0
75. Nouveau subside de tonnage & pondage.	297,193	13	2 ½
76. Revenus du Bureau de la poste.	32,010	0	0
77. Droits sur les permissions de vendre du vin.	7,002	0	0
78. Amendes, au Bureau des aliénations.	4,576	18	8
79. Amendes à la poste.	2,276	0	0
80. Offres des Sherifs.	666	14	11
81. Accords à l'Echiquier.	1	10	0
82. Saisies de marchandises. . . .	37,070	19	4
83. Rentes de terres.	1,926	13	4
84. Amendes sur les baux.	5,536	0	0
Total. . . .	4,848,073	2	8

Art.		liv. ſter.	ſ.	d.
	Montant ci-contre	4,848,073	2	8

CHAPITRE II.

Emprunts depuis la guerre déclarée le 17 Mai 1756, juſqu'au 11 Janvier 1762, avec les taxes hypothéquées à leur payement, & le produit deſdites taxes.

Art.	Ans.	Capitaux.	INTÉRÊTS			DROITS y hypothéqués.	PRODUITS de ces droits au 11 Janv. 1762.					
		liv. ſter.	liv. ſt.	ſ.	d.		liv. ſt.	ſ.	d.	liv. ſt.	ſ.	d.
85	1756	2,000,000	67,500			1° Nouveau droit ſur l'argenterie. 2°. Droit additionnel ſur le timbre. 3°. Droit additionnel ſur les permiſſions de vendre des liqueurs fortes. 4°. Sur les cartes & dez.	74,576		3			
86	1757	3,000,000	114,749	19	3 ¼	1°. Droits ſur les contrats. 2°. Droit additionnel ſur les permiſſions de vendre du vin. 3°. Droit additionnel ſur la ſortie des charbons.	81,778	9	3 ¼	274,912	16	1 ¾
87	1758	5,000,000	172,000			*Droits affectés.* 1°. Sur penſions. 2°. Sur maiſons & fenêtres. 3°. Sur la permiſſion de vendre de la vaiſſelle d'or & d'argent.	118,558	6	7 ½			
		10,000,000	354,249	19	3 ¼		274,912	16	1 ¾			

Total. . . 5,122,985 18 9 ¾

Art.											liv. ster.	s.	d.
	Montant de l'autre part.										5,122,985	18	9

Art.	Ans.	Capitaux.	INTÉRÊTS.			Droits affectés.	PRODUITS d'iceux au 11 Janvier 1762.			liv. ster.	s.	d.
		10,000,000	354,249	19	3 1/4	1°. Subside additionnel de pondage.	274,912	16	1 3/4			
88	1759	6,600,000	198,000			2°. Sur le café. 3°. Sur le chocolat.	200,101	11	3			
89	1760	8,240,000	329,600			Droit additionnel sur la dreche.	319,060			1,476,795	11	3
90	1761	12,000,000	488,250			Droit additionnel sur la forte biere & laile.	357,634					
91	1762	12,000,000	600,000			Droit additionnel sur fenêtres & liqueurs fortes.	600,000					
		48.840,000	1,970,099	19	3 1/4		1,751,708	17	4 3/4	6,599,781	10	0
92.	Taxes sur les terres.									2,000,000		
93	Les droits ordinaires sur la dreche, &c.									750,000		
	Il suit donc que le produit du revenu national a été, au 11 Janvier 1762, de.									9,349,781	10	0

N. B. De l'état ci-dessus des emprunts faits pendant la guerre, il suit que depuis 1756 jusqu'en 1762, la dette nationale a été augmentée de la somme de. . . . . 48,840,000 l. st.

	liv. ster.	s.	d.
2°. Que l'intérêt de cette somme montoit en 1762 à.	1,970,099	19	3 1/4
3°. Que les droits y affectés, n'ayant produit que	1,751,708	7	4 3/4
Il y avait un déficit de	218,391	11	10 1/2

Mais il faut obſerver qu'il y a toujours du déficit ſur les impôts dans les commencemens de leur aſſiette, & que le produit va toujours en croiſſant, à proportion des progrès de la conſommation (*a*).

CHAPITRE III.

SOMMES à payer ſur ce revenu, ou dette nationale au 11 *Janvier* 1762.

ECHIQUIER.	CAPITAUX.			INTÉRÊTS.		
ART.	liv. ſter.	ſ.	d.	liv. ſter.	ſ.	d.
1. Annuités à long terme, pour reſtant de la ſomme originairement fournie, & non ſouſcrite, à la Compagnie du Sud. . .	1,836,275	17	10 ¾	131,203	12	8
2. Annuités à vie, avec bénéfice aux ſurvivans, pour ſomme fournie originairement.	108,100			7,567		
3. Annuités pour deux ou trois vies reſtantes de ce qui a ceſſé par mort. . .	76,005	14	10 ¾	10,804	8	
4. Billets faits pour intérêts d'autres.	2,200					
TOTAL. . . .	2,022,581	12	9 ½	149,574	[illegible]	8

(*a*) Les taxes de la guerre de 1756 ont regagné le pair & fourni des excédens en peu d'années, à l'exception de celles de 1758, dont la diſproportion était trop grande, & ſur leſquelles il eſt toujours reſté un déficit de cinquante mille liv. ſterl. environ.

B iv

Art.	CAPITAUX. liv. ster.	s.	d.	INTÉRÊTS. liv. ster.	s.	d.
De l'autre part. . . .	2,022,581	12	9 ½	149,574		8
COMPAGNIE DES INDES.						
5. Par deux actes de la neuvieme année de Guillaume III, & deux autres des sixieme & neuvieme années de la Reine Anne, à trois pour %.	3,200,000			96,000		
6. Annuités à 3 p. % de 1744, sur le surplus des droits sur les petits vins, esprits & liqueurs fortes. . . .	1,000,000			30,000		
BANQUE.						
7. Son fonds originaire à 3 pour %, 1743.	3,200,000			96,000		
8. Pour supprimer des billets de l'Echiquier de la troisieme année de George Ier.	500000			17,500		
9. Acheté de la Compagnie du Sud.	4,000,000			140,000		
10. Annuités à 3 p. % sur les charbons, &c.	1,750,000			52,500		
11. Annuités à 3 p. % sur le surplus du fonds de la loterie de 1714.	1,250,000			37,500		
TOTAL. . . .	16,922,581	12	9 ½	619,074		8

Art.	CAPITAUX. liv. ster.	s.	d.	INTÉRETS. liv. ster.	s.	d.
Montant ci-contre. . .	16,922,581	12	9	619,074		8
12. Annuités à 3 pour $\frac{o}{o}$ de 1746, ſur les permiſſions du détail des liqueurs fortes.	986,800			29,604		
13. Annuités à 3 pour cent des 25, 28, 29, 31, & 32 années de George II, ſur le fonds d'amortiſſement, les penſions, &c. 21,627,821 5 1 $\frac{1}{4}$ 14. An. à 3 pour cent, de 1761, ſur les droits addition. de la forte biere. . . 11,400,000 0 0 15. An. à 3 p. cent, de 1761, en loterie, ſur le même fonds. 600,000 0 0	33,627,821	5	1 $\frac{1}{4}$	908,834	12	4 $\frac{1}{2}$
16. Annuités à 3 pour $\frac{o}{o}$ de la 25[e] année de Georges II, ſur le fonds d'amortiſſement.	17,701,323	16	4	531,039		
17. Annuités à 3 $\frac{1}{2}$ de la 29[e] année de Georges II, ſur le fonds d'amortiſſement.	1,500,000			52,500		
18. Annuités à 3 $\frac{1}{2}$ de la 31[e] année de Georges II, ſur les droits d'offices, penſions, &c.	4,500,000			157,500		
TOTAL.	74,238,526	14	2 $\frac{1}{4}$	2,298,551	13	$\frac{1}{2}$

Art.	CAPITAUX. liv. ster.	s.	d.	INTÉRÊTS. liv. ster.	s.	d.
De l'autre part. . . .	74,238,526	14	2 ½	2,288,551	13	¼
19. Ann. à 4 pour cent, de 1760, sur le droit additionnel sur la dreche, la somme de 8,000,000 } 20. Ann. à 4 pour cent, le capital additionn. de 3 pour cent en billets de loterie, sur les 8,000,000 de 1760. . . . . 240,000 }	8,240,000			329,600		
21. Ann. à 4 p. % pendant 19 ans, avec ann. de 1 p. % pendant 98 ans. . . .	12,000,000			600,008		
N. B. Ce dernier intérêt, au bout de 19 ans, a été réduit à 3 p. %.						
Compagnie du Sud.						
22. Son capital & annuités de la 9e année de Georges Ier.	25,025,309	13	11 ½	894,199	13	2 ½
23. Ann. à 3 p. %, de 1751, sur le fonds d'amort. .	2,100,000			63,000		
Tot. de la dette nat. en 1762.	121,603,836	8	2	4,175,359	6	2 ¾
Annuités viageres.						
24. Annuité de 9 sch. pour une vie, par billet aux Souscrivans, de 100 liv. sterl. dans la loterie de 1745, montant en 1762, à. . . .				18,812	15	
Total.				4,194,172	1	2 ¾

Art.	liv. ſter.	ſ.	d.
Montant ci-contre.	4,194,172	1	2 $\frac{3}{4}$
25. Annuité de 18 ſch. pour une vie, par billet aux Souſcrivans, de 100 liv. ſterl. dans la loterie de 1746, montant en 1762, à.	38,216	15	
26. Annuité de 26 ſch. 6 d. pour une vie, aux Souſcrivans de 100 liv. dans les 3 pour $\frac{0}{0}$ établis en 1757, montant en 1762, à.	32,937		
27. Annuité de 22 ſch. 6 d. pour 99 ans, aux Souſcrivans de 100 liv. ſter. aux 3 pour $\frac{0}{0}$ de 1761.	128,250	2	6
Autres articles de dépenſes annuelles.	4,393,575	18	8 $\frac{3}{4}$
28. La liſte civile de Sa Majeſté.	800,000	3	
29. Au Duc de Cumberland, depuis la 19e de Georges II. .	25,000		
30. Frais de régie des annuités.	47,272	18	11
31. Gratifications de la ſortie des grains.	120,000		
32. Dépenſe ordinaire des poſtes.	28,900		
33. Frais de la levée des taxes. .	720,000		
34. Sherifs de la Principauté de Galles.	4,000		
Total des dépenſes en 1762. .	6,138,748	19	5 $\frac{3}{4}$

BALANCE.	liv. ster.	ſ.	d.
Les dépenſes annuelles en 1762, montaient donc à.	6,138,748	19	5 $\frac{3}{4}$
Et les dépenſes allouées pour le ſervice de 1702 à.	18,299,153	18	11
	24,437,902	18	4 $\frac{3}{4}$
Les revenus ne produiſaient que.	9,350,290	8	4
L'excédent était donc en dépenſes de.	15,087,692	10	$\frac{3}{4}$
Le Parlement, en conſéquence, porta l'emprunt qu'il fit en 1763, à.	14,500,000		
Ce qui réduiſait la différence à.	587,692	10	$\frac{3}{4}$
Cet emprunt aurait été porté à la ſomme de 14,858,678 liv. ſter. ſi l'on n'eût pas trouvé en épargne à l'Echiquier.	358,678		
Qui réduiſent l'excédent à. .	239,014	10	$\frac{3}{4}$

Somme trop modique, dans une auſſi vaſte partie, pour ne pas convaincre que les tableaux que nous venons d'expoſer approchent, autant qu'il eſt poſſible, de l'exactitude qu'on peut y déſirer.

CHAPITRE IV.

Emploi en 1762, de la caiſſe d'amortiſſement, à-peu-près ſemblable à celui qu'on en a fait en temps de guerre depuis ſon origine.

ART.	l. ſt.	ſ.	d.
1. A la Banque pour douze mois d'intérêts des annuités ſouſcrites à 3 pour $\frac{0}{0}$, & leur régie juſqu'au 5 Juillet.	645,547	—	8

Art.	liv. ſter.	ſ.	d.
Montant ci-contre.	645,547		
2. A la même pour douze mois d'intérêts des annuités à 3 p. $\frac{o}{o}$, & leur régie jusqu'au 10 Octobre 1762.	538,996	14	
3. A la même pour douze mois d'intérêts des annuités à 3 $\frac{1}{2}$ p. $\frac{o}{o}$, & leur régie jusqu'au 5 Juillet.	60,543	15	
4. A la même pour six mois d'intérêts jusqu'au 5 Juillet, & régie des annuités pour emprunts faits en 1760 & 1762.	467,117	10	
5. A la même pour régie des annuités de 1758.	2,818	10	
6. A la Compagnie du Sud, pour douze mois échus le 5 Juillet, des annuités de 1751, & leur régie.	64,181	5	
7. Pris à caiſſe pour les annuités à une vie de la 30ᵉ année de Georges II.	32,812	10	
8. Pour remplir le déficit trouvé le 5 Juillet dans les droits ſur les offices, penſions, maiſons & fenêtres.	48,891	14	11
9. A l'Huiſſier de l'Echiquier près Sa Majeſté.	52	14	7
10. Pour remplir le déficit du droit			
Total. . . .	1,860,961	13	6

Art.		liv. ſter.	ſ.	d.
	Montant de l'autre part. .	1,860,961	3	6
	unis en 1760 ſur la forte biere & laile.	26,710		
11.	Pour la circulation des billets de l'Echiquier.	6,229	7	5
12.	Pour liquider la ſomme de 1,762,000 liv. ſter. du ſervice de l'année 1761.	995,160	14	7
	Total de l'emploi. . . .	2,889,161	15	6

Ces notions générales ſuffiſamment détaillées, permettent d'épargner, pour la ſuite, l'ennui inſéparable des calculs volumineux; on ſe contentera donc de conduire, par une déduction abrégée, mais claire & préciſe, à la connoiſſance de la ſituation actuelle des Finances d'Angleterre, juſqu'en 1776. Nous continuerons depuis cette année, dans laquelle a commencé la guerre, le tableau des Emprunts, de leurs Intérêts & des Taxes qui y ſont affectées juſqu'en 1783 incluſivement.

CHAPITRE IV.

On a vu qu'en 1762, temps de la guerre, la dette nationale montait à. . . liv. ſter. . 122,103,836 8 2 $\frac{1}{4}$

Montant ci-contre. . . .	122,103,836	8	2 ¼
Et l'on n'a point dû être étonné de ce qu'en 1763, à la conclusion de cette guerre, la partie de cette dette, qui était fondée, montât à la somme de	138,402,601	o	o
Et celle non-fondée, dont on ôte 2,000,000, comme indemnité pour les dépenses accidentelles que demandent les deux premières années qui suivent la paix, montait à. . . .	8,000,000	o	o
Par conséquent, à la conclusion de la guerre, en 1763, la dette nationale était de . . . . liv. ster.	146,402,601	o	o

A Noël 1773, la dette fondée, en y comprenant les annuités longues & à vie, le million emprunté sur les 6 d. de la liste civile, montoit à. . . . . . 131,299,375.

La dette non fondée qui consistoit en billets de l'échiquier, pour	1,000,000	5,049,371
A la Compagnie des Indes. .	1,400,000	
Dette de la Marine.	1,049,371	
Liste civile. .	800,000	

Ainsi à Noël 1773, la dette générale fondée & non-fondée, ne montait qu'à.	136,348,746	o	o
Il est donc évident qu'après dix ans de paix, on avait payé la somme de.	10,053,855	o	o

	liv. ster.	s.	d.
Montant de l'autre part.	10,053,855	o	o

Mais cette déduction n'avait pas été entiérement prise sur le revenu national, la plupart des sommes y employées venaient des articles suivants, qui provenant de la guerre, semblaient destinées à diminuer la dette qu'elle avoit occasionnée. SAVOIR;

Produit des prises sur les Français.	815,500	4,496,477	o	o
Epargnes sur l'armée.	964,755			
Résidu du Lord Chatam.	216,222			
Balance des prisonniers Français.	670,000			
Ventes de terres dans les Isles cédées.	70,000			
De la Compagnie des Indes.	800,000			
Gain public par indemnité, d'un schelin par livre de thé.	700,000			
De la Banque, pour renouveller sa Chartre. . .	110,000			
D'escompte à 10 p. $\frac{o}{o}$ sur les quinze cents mille livres payées en 1772. .	150,000			

Ce qu'on a donc pris sur le revenu national pour diminuer la dette, pendant onze ans d'une paix profonde & d'un commerce florissant, ne montait qu'à la somme de.	5,557,378	o	o

Mais

Mais il faut obſerver que les dépenſes avaient été augmentées pendant pluſieurs années, par les préparatifs de guerre contre l'Eſpagne & la France, au ſujet des iſles *Falkland* ou Malouines.

Si la diminution des capitaux était pour ainſi dire inſenſible, celle des intérêts ne l'était pas moins. En effet, les annuités

payables en 1763, montaient à	4,900,000 liv. ſt.
Et celles au compte de l'Etat, à Noël 1773, à	4,600,000
L'intérêt n'était donc diminué que de	300,000

Il paraît inutile de ſuivre ces détails pour les années 1774 & 1775, puiſque ce qu'on prétend y avoir éteint de la dette nationale ſe trouve plus que balancé par les emprunts que l'on a faits pendant ces années pour ſubvenir aux beſoins annuels occaſionnés par les troubles de l'Amérique ſeptentrionale. Cependant, pour ne pas faire croire que notre ſilence ſoit affecté, on va ſuccintement en expoſer le tableau.

La dette payée pendant les années 1774 & 1775, consiste par année en un million de 3 pour cent à 88, ce qui fait, pour les deux années deux millions à 88 pour cent, ou. . . . . 1,760,000 liv. ster.

Dettes contractées sans y avoir pourvu.		
Nouveaux bills de l'Echiquier.	250,000	
Dépenses extraordinaires pour l'artillerie. . .	190,423	
Intérêts de la dette non-fondée, & régie de la loterie pour deux ans. . .	200,000	2,072,259 liv. ster.
Augmentation de la dette de la marine, y compris 200,000 liv. ster. accordées en 1774. . . .	849,208	
Dépenses extraordinaires de l'armée.	582,628	

Par conséquent la nouvelle dette contractée en 1774 & 1775, excede les payemens faits pendant ces années sur l'ancienne, de. . . . . 312,259 liv. ster.

Mais il n'est pas moins vrai qu'à cette époque, la dette fondée s'est trouvée réduite à 129,299,375 liv. ster. sauf à pourvoir à la dette non fondée, qui alors montait à 7,121,630 liv. ster.

Le produit de toutes les taxes, y compris celles des terres & de la dreche, montait en 1775, à 10,150,000 liv. ster.

Ce fut alors que Lord North trouva le moyen de persuader à l'Angleterre qu'une armée à peine capable de traverser en corps trente lieues de pays, allait aux extrémités de la terre, faire en une seule campagne la conquête de treize Provinces. Cette erreur a causé une augmentation de quatre-vingt-un millions dans la dette nationale.

CHAPITRE VI.

Emprunts depuis la guerre de l'Amérique & pendant celle de la France, de l'Espagne & de la Hollande, avec les impôts appropriés au paiement des annuités de ces Emprunts.

	Ans.	Capitaux.	Intérêts.	Impôts y affectés.	Produit de ces Impôts.
N°. 94	1776	2,000,000	64,000	1°. Taxe de 20 sch. sur les voitures à quatre roues. 2°. Taxe de cinq guinées sur les carosses de stage. 3°. Taxe d'un sch. sur chaque feuille d'écrits. 4°. Taxe d'un demi-penny sur les gazettes & papiers nouvelles. 5°. Droit de six pences sur chaque jeu de cartes, & de deux sch. six pences sur les dez.	liv. ster. 73,000
Total. . .		2,000,000	64,000		73,000

	Ans.	Capitaux.	Intérêts.	Impôts y affectés.	Produit de ces Impôts.
					liv. ster.
D. Part.		2,000,000	64,000	1°. Taxe d'une guinée sur chaque domestique mâle.	73,000
N°. 95.	1777	5,000,000	225,000	2°. Droit additionnel sur les verres. 3°. Droit sur les enchérissemens & les objets vendus à l'encan.	242,000
N°. 96.	1778	6,000,000	330,000	1°. Nouveau droit sur les maisons. 2°. Droit additionnel de huit guinées par tonneau de vins de France. 3°. Droit additionnel de quatre guinées par tonneau sur les autres vins.	336,558
N°. 97.	1779	7,000,000	472,000	1°. Droit additionnel de 5 pour % sur le produit de l'excise. 2°. Taxe d'un penny par mille sur les chevaux de poste. 3°. Droit addition-	378,000
TOTAL. . .		20,000,000	1,091,000		1,039,558

	Ans.	Capitaux.	Intérêts.	Impôts y affectés.	Produit de ces Impôts.
					liv. ſter.
Ci-contre.		20,000,000	1,091,000	nel de 5 pour ⅛ ſur les batiſtes.	1,039,558
N°. 98.	1780	12,000,000	696,000	1°. Droit additionnel de 6 pences par boiſſeau ſur la dreche. 2°. Droit additionnel d'un penny par galon ſur les petits vins. 3°. Droit additionnel de 3 pences ſur les eſprits, & d'un ſchel. ſur le rhum & l'eau-de-vie. 4°. Droit additionnel de 4 liv. ſter. ſur chaque tonneau de vin de Portugal, & de 8 liv. ſter. par tonneau de vins de France. 5°. Droit additionnel de 4 ſchel. par chaldron ſur le charbon de terre. 6. Droit additionnel d'un ſch. 10 pences par boiſſeau de ſel.	701,666
TOTAL. . .		32,000,000	1,787,000		1,731,214

	Ans.	Capitaux.	Intérêts.	Impôts y affectés.	Produit de ces Impôts.
D. part.		32,000,000	1,787,000	7°. Taxe sur la recette des legs. 8°. Taxe sur les teneurs de café. 9°. Droit de 6 pences sur les avis insérés dans les gazettes.	1,731,214
N°. *99.*	1781	21,000,000 pour avoir 12 millions comptant.	660,000	1°. Nouveau droit additionnel de 5 p. $\frac{0}{0}$ sur les droits payés à l'excise. 2°. Droit additionnel d'un penny trois facthings par livre de tabac. 3°. Droit additionnel de 4 sch. 8 pences par quintal de sucre. 4°. Droit additionnel sur le papier & les almanachs.	704,000
				liv. ster. 1°. Droit rétabli sur la biere, ci. . 42,000 2°. Permission de vendre	
TOTAL. . .		53,000,000	2,447,000	4,2000	2,435,214

	Ans.	Capitaux.	Intérêts.	Impôts y affectés.	Produit de ces Impôts.
Ci-contre.		53,000,000	2,447,000	liv. ster.	2,435,214
				Ci-contre. . 42,000	
				du thé, ci. 48,755	
				3°. Droit sur le savon, ci. 104,500	
				4°. Droit addit. sur le tabac, ci. . 141,330	
				5°. Droit addition. sur l'eau-de-vie, ci. 6,000	
N°. 100.	1782	20,250,000 Pour avoir 13,500,000 comptant.	793,000	6°. Droit addit. sur le sel. 60,000	
				7°. Droit addit. sur les sels empl. en médecine, ci. 6,000	
				8°. Timbre sur les assurances des maisons & meubles, ci. 100,000	
				9°. Timbre sur les lettres-de-chan-	
TOTAL. . .		73,250,000	3,240,000	508,555	2,435,214

	Ans.	Capitaux.	Intérêts.	Impôts y affectés.	Produit de ces Impôts.
D. part.		73,250,000	3,230,000	liv. ſter.	2,435,214
				D. part. . . . 508,555	
				ge tirées d'une place ſur l'autre dans l'intérieur du Royaume, ci. 50,000	
				10°. Droit ſur les billets de ſpectacle, ci. 30,000	
				11°. Droit ſur le roulage ou tranſport par terre, ci. . . 60,000	
				12°. Droit ſur le tranſport par eau ſur les rivières & canaux, ci 163,000	
				13°. Droit ſur les caboteurs ou navires côtiers, ci. 12,000	825,555
TOTAL.		73,250,000	3,230,000	825,555	3,260,769

RÉSULTAT.

DETTE NATIONALE.

Au mois de Janvier 1776, la dette nationale fondée, montait à 129,299,375 liv. ſter. ci.		129,299,375 liv. ſter.
Et la dette non-fondée, à 7,121,630 liv. ſter.		
Emprunts de la guerre de l'Amérique, depuis 1776 jusqu'en 1783. .		73,250,000
Par conſéquent la dette nationale fondée montait à.		202,549,375
Et la dette non-fondée à 34,867,377 liv. ſter. Savoir:		
Dette de la Marine au 31 Décembre 1782, y compris les tranſports, ci. . . .	14,207,415 l. ſt.	
Dépenſes des troupes, auxquelles il n'avait pas été pourvu. .	3,616,795	
Dépenſes de l'artillerie auxquelles il n'avait pas été pourvu, & autres dettes de l'artillerie	1,724,503	
Emprunté de la Banque.	2,000,000	
	21,648,713	

Montant de l'autre part. . . . 202,549,375 liv. ſter.

D'autre part. . . .	21,648,713 l. ſt.	
Billets de l'Echiquier non acquittés.	3,300,000	
Dû à la Banque, en avance ſur la taxe fonciere.	4,918,664	
Dépenſes de guerre pour 1783, & reliquat du ſervice, évalués.	5,000,000	
	34,867,377	
Pour commuer une partie de cette dette, on a emprunté en Mars 1783.	12,000,000	
Pour leſquels on a donné douze millions d'actions à 3 p. $\frac{o}{o}$, & trois millions à 4 p. $\frac{o}{o}$ & une annuité de 80 mille liv. ſter. pour 77 ans, ci.		15,000,000 liv. ſter.
Ce qui fait monter la dette fondée à.		217,549,375 liv. ſter.
Et réduit la dette non-fondée à. . . .	22,867,377 l. ſt.	

Les deux dettes jointes enſemble montent à 240,416,652 liv. ſter. ſomme à-peu-près égale à *cinq milliards quatre cents ſeize millions tournois.*

TAXES ET IMPOSTS.

NET produit de la taxe des terres & de celle de la dreche.	2,450,000 liv. ſter.
Les anciennes taxes ont produit en 1775, 8,300,000 livres. On peut donc les évaluer, année commune, déduction faite des frais de régie, à (*a*).	8,000,000
L'évaluation des nouvelles taxes impoſées depuis 1776 juſqu'en 1783, pour faire face aux intérêts des emprunts faits dans les mêmes années, monte à 3,332,057 liv. ſter. mais il faut déduire les frais de régie & les déficits préſumables (*b*); ce qui réduit la juſte évaluation à.	2,900,000
TOTAL.	13,350,000

(*a*) Le Docteur Price n'évalue leur produit préſumable qu'à 7,130,000 liv. ſter. en quoi il y a lieu de croire qu'il ſe trompe, puiſqu'elles ont toujours produit au-delà depuis 1776, ainſi qu'il eſt facile de le vérifier par les excédens qui ſont entrés au fonds d'amortiſſement.

(*b*) Il y a eu juſqu'à préſent un déficit conſidérable ſur le produit de ces nouvelles taxes, mais la conſommation & le commerce devant augmenter pendant la paix, il y a lieu de croire qu'elles deviendront ſuffiſantes pour payer les intérêts auxquels elles ont été affectées, & juſqu'alors le *Sinking Fund* qui va toujours augmentant par les progrès du commerce & des richeſſes, & l'extinction des annuités à temps & à vie, y ſubviendra facilement.

Montant de l'autre part. . . .	13,350,000 liv. ster.
Produit présumable des impôts affectés à l'emprunt de 1783.	580,000
Totalité de l'évaluation du revenu national résultant des taxes & impôts en Angleterre (*a*).	13,930,000 liv. ster.

On a imprimé à Londres depuis que ceci est écrit, un Mémoire du Docteur Price, par lequel il conclut de ce déficit momentané, qu'il faut que le Gouvernement Britannique porte le revenu national à quinze millions sterling, en établissant de nouveaux impôts, & faisant de nouveaux emprunts, & propose à ce sujet un nouveau système, en portant le taux de l'intérêt des stocks (actions), de trois pour cent à quatre.

Je pense que cette innovation aurait beaucoup d'inconvéniens, & apporterait de grands changemens dans la circulation des effets.

(*a*) L'Angleterre ouvrant en 1784, un emprunt suffisant pour éteindre la totalité de la dette non fondée, la totalité des impôts, après cette opération, excédera, quatorze millions cinq cents mille livres sterling.



DÉPENSES.

INTÉRÊTS ANNUELS.

Annuités antérieures à 1776, & leurs frais de régie.	4,220,000 liv. ſter.
Annuités de 1776, 1777, 78, 79, 80, 81 & 82, & leurs frais.	3,247,598
Annuités de l'emprunt de 1783, & frais.	521,120
Total des Annuités. . . .	8,035,718 liv. ſter.

Etat du revenu libre de l'Angleterre.

En déduiſant la ſomme de 8,35,718 liv. ſter. de 13,930,000 liv. ſter. il en réſulte que le revenu national non-approprié n'eſt que de.		5,894,282 liv. ſter.
Les dépenſes du Gouvernement pendant la paix, celles de la Marine, portées à un juſte milieu, & les accidens imprévus, ne peuvent être eſtimés, année commune, à moins de.	3,800,000 l. ſt.	
A quoi il faut ajouter pour la liſte civile.	900	
		4,700,000
Donc la balance en faveur du revenu, n'eſt que de.		1,194,282 liv. ſter.

En ajoutant à ce faible résidu le produit précaire d'une loterie, on y verrait difficilement les moyens de rembourser annuellement, pendant la paix, plus d'un million d'annuités à quatre pour cent, à moins qu'une grande augmentation de commerce & de consommation, n'occasionnât un accroissement considérable & imprévu dans le produit des taxes, & par conséquent dans le fonds d'amortissement.

Telle est la situation actuelle des Finances de l'Angleterre, situation qui ne saurait être contestée par les gens éclairés de ce Royaume.

Tout ce qu'on annoncerait de plus favorable ou de plus fâcheux ne pourrait être suggéré que par les intérêts personnels & l'esprit de parti.



LE Tableau des Finances de l'Angleterre peut donner lieu à une infinité d'obſervations & de remarques; mais je me bornerai à en indiquer un petit nombre.

I.

La dette nationale montant dans ſa totalité à deux cents quarante millions ſterl. paraît être portée très-loin, & ne pouvoir plus être augmentée ſans danger.

Tous les emprunts faits depuis Guillaume III jusqu'en 1776, ont ſervi à écarter la puiſſance & la richeſſe des Anglais; ils ont tourné au profit de l'Etat & des particuliers, & en occaſionnant des taxes, ils ont fourni à chacun le moyen de les payer, ſans peine & ſans murmure; mais les emprunts faits depuis 1776, n'ont produit aucun autre avantage à la Nation, que de prouver l'immenſité de ſes reſſources & l'étendue de ſon courage. Les Anglais ont ajouté à leur gloire, mais le Royaume ſe trouve grevé d'une nouvelle dette, &

ſurchargé de taxes additionnelles pour en payer les intérêts, & ils ont perdu leur ſouveraineté ſur les treize Provinces de l'Amérique Septentrionale, & leur commerce a ſouffert par cet événement une diminution conſidérable. Encore une faute, le crédit national ne pourrait-il pas s'écrouler ?

I I.

La puiſſance & le crédit de l'Angleterre ne peuvent donc ſe ſoutenir déſormais que par un gouvernement pour ainſi dire infaillible dans ſes meſures. Un mauvais Roi, un Parlement corrompu, ſuffiſent pour écraſer à jamais ce Royaume. Il n'en eſt pas de même des Puiſſances territoriales, telles que la France & l'Eſpagne, qui peuvent ſe maintenir malgré les abus & les erreurs de leur adminiſtration.

Il paraît que le terme moyen auquel la dette nationale de l'Angleterre devrait être réduite pour ramener ſa plus grande proſpérité, eſt cent millions ſterling, & neuf millions ſterling d'impôts, y compris la

taxe

taxe des terres & de la dreche ; dont trois millions cinq cents mille liv. ſterling pour payer l'intérêt des cent millions auxquels la dette fondée ſe trouverait réduite, quatre millions pour entretenir le ſervice public, la marine & l'armée ſur un pied reſpectable, quinze cents mille livres ſterl. pour le fonds d'amortiſſement & les dépenſes imprévues ; mais pour parvenir à ce point, il faudrait : 1°. que l'Angleterre réduisît en temps de paix les dépenſes du ſervice & l'entretien de ſa marine à trois millions, & que la taxe des terres & celle de la dreche réunies au bénéfice d'une loterie, produiſiſſent annuellement cette ſomme. 2°. Qu'elle fut pendant vingt ans ſe maintenir en paix, & ſe borner à augmenter par la progreſſion de ſon commerce & de ſon activité, la conſommation de ſes matières, & par conſéquent le produit des impôts. 3°. Que pendant ce long période la totalité du fonds d'amortiſſement & de ſes accroiſſemens éventuels, fût employée à ſa véritable deſtination, qui eſt la réduction de la dette nationale.

III.

Le peuple du Royaume de France se croit accablé par les impôts, & se persuade qu'il y a moins de taxes en Angleterre qu'en France. Quelques lecteurs verront sans doute avec étonnement la longue énumération que nous avons été obligés d'en faire. Qu'ils apprennent (si toutefois ce peut être une consolation) qu'il existe à proportion beaucoup plus d'impôts en Angleterre qu'en France (*a*).

Cependant en Angleterre le journalier de la campagne est vêtu de bon drap, mange tous les jours de la viande & de bons alimens, & porte sur son visage un air de prospérité, tandis que dans une assez grande partie de la France, il est presque nud, ou couvert de haillons, & ne se nourrit de viande fraîche qu'aux grands jours de l'an-

(*a*) Je dis à proportion, parce qu'il n'y a en Angleterre que six millions d'hommes, & en France il y en a vingt millions, dont à la vérité dix-huit millions sont tout-à-fait misérables, & douze cents mille dans la médiocrité rigoureuse; six cents mille vivent dans l'aisance & deux cents mille sont puissans.

née. Dans les villes, l'ouvrier, le manœuvre gagne de quoi entretenir ſa famille, lit les nouvelles & prend part aux événemens publics; en France, il eſt preſque toujours miſérable & tremblant. Cette différence vient de la maniere dont les impôts ſont répartis. En Angleterre, plus on eſt riche, plus on paye, perſonne n'eſt exempt ni privilégié; les choſes de premiere néceſſité ne ſont point taxées, ou le ſont très-peu, les objets de luxe le ſont beaucoup; par exemple, les vins de France, les cartes, les dés, les marchandiſes de fabrique étrangere, les laquais, les caroſſes, tous les impôts ſont ſur les jouiſſances & la conſommation, aucun ſur l'exiſtence & le travail. Celui qui conſomme le plus eſt celui qui paye davantage. En France, preſque toutes les taxes portent entiérement ſur la claſſe laborieuſe & pauvre; c'eſt elle qui paye la taille & les autres impôts. En Auvergne, les payſans ſont obligés de venir travailler à Paris pendant l'hiver, aux ouvrages les plus vils & les plus pénibles, afin que retournant chez eux au

temps des fruits & de la moisson, ils puissent rapporter de quoi payer les impôts. Les impôts d'une province à l'autre oppriment le commerce & l'industrie nationale. Les objets taxés sont presque tous des objets de nécessité. Ce n'est pas le plus riche consommateur qui paye le plus, on semble au contraire l'avoir consulté dans la répartition des taxes, afin de les rejetter presque toutes sur ceux qui n'ont pas le moyen d'en payer. A cela se joignent les corvées, le service personnel & des vexations héréditaires, plus cruelles que tout le reste. Voilà ce qui cause la misere d'un peuple & l'énergie de l'autre, quoique celui-ci supporte, à proportion, des impôts plus considérables.

IV.

D'habiles spéculateurs d'Angleterre & de Hollande prétendent qu'il serait nuisible au peuple Britannique que la dette nationale fût entiérement acquittée, & qu'elle fût même réduite au-dessous de cent millions sterling. Cette dette est, selon eux,

une grande ſource de richeſſes. Le détail de leurs calculs eſt intéreſſant & curieux, mais il m'entraînerait au-delà des bornes que je me ſuis preſcrites. J'en parlerai dans un ouvrage particulier ſur les Finances, où j'expliquerai l'agiotage des fonds d'Angleterre, & en général la nature du crédit public; la théorie générale du commerce de Banque & le ſyſtême particulier de la banque d'Angleterre, & enfin les avantages que les Puiſſances territoriales auraient ſur les nations qui ne ſont que commerçantes, pour établir un crédit public, en ſuppoſant une égalité de lumieres & de loix dans ces différens Gouvernemens.

OBSERVATIONS *additionnelles ſur les Finances de l'Angleterre.*

A la fin de l'année 1782, la Nation Anglaiſe fut allarmée & de la rapidité avec laquelle la dette s'était accrue, & des dépenſes qu'il fallait faire pour continuer la guerre.

On remarquait ;

1°. Que la forme des emprunts faits en augmentant le capital de la dette, afin de payer un intérêt annuel moins fort, était propre à discréditer la Nation, & ne laissait, pour ainsi dire, aux prêteurs aucun espoir de remboursement.

2°. Qu'il s'était introduit de grands abus dans la maniere de recevoir les soumissions des prêteurs, & dans les primes & autres avantages qu'on leur accordait pour les engager à prêter ; qu'enfin les emprunts publics étaient devenus à la fois un objet de monopole en faveur de quelques protégés, & un moyen de corruption entre les mains des Ministres.

3°. Qu'il y avait un déficit très-considérable sur l'évaluation des taxes que Lord North avait proposées, & qui avaient été établies pour faire face aux annuités des emprunts contractés depuis 1776 jusqu'en 1782 inclusivement.

4°. Que les anciennes taxes avaient diminué de produit, à cause des entraves que la guerre avait apportées dans les

différentes branches du commerce, & qui avaient multiplié & accumulé les anticipations faites sur les rentrées (*a*) du fond d'amortissement.

5°. Que l'extraordinaire de la guerre & les dettes de la marine & de l'artillerie avaient été portés à un degré allarmant, & occasionnaient une dette non fondée, qui mettait les Ministres à portée d'agir & de se procurer des ressources d'argent d'une maniere inconstitutionnelle & sans l'aveu du Parlement.

Frappés de ces divers inconvéniens, Lord Shelburne & ceux qui avaient succédé à Lord North & à ses Collegues dans l'administration, voulurent concourir avec la Chambre des Communes à y apporter des remedes. Il fut nommé un Comité pour vérifier le montant des diverses sommes levées par annuités & formant les subsides accordés au Roi depuis le 5 Janvier 1776 jusqu'au 5 Avril 1782, le montant de l'intérêt annuel des sommes empruntées,

---

(*a*) The growing produce, of the Sinking Fund.

le produit des taxes imposées pour payer cet intérêt, & enfin les déficits qui se trouvaient dans le produit de ces taxes.

Ce Comité, sous la direction du Lord Shelburne, compulsa les registres des Receveurs & ceux de l'Echiquier, interrogea les principaux Employés, & dressa un rapport qui, par son authenticité, sa précision & sa clarté, est un chef-d'œuvre de finances dont on ne pourrait trouver aucun autre exemple, & dont voici le résultat.

Il fut avéré.

1°. Que le déficit qui s'était trouvé sur l'évaluation des taxes affectées à l'emprunt de 1777, montait en cinq années finissantes au 5 Janvier 1782, à.	486,372	5	4 ½
Sur celles de 1778 jusqu'à la même époque, à.	879,910	1	10
Sur celles de 1779 jusqu'à la même époque, à.	454,124	13	1 ¼
Sur celles de 1780 jusqu'à la même époque, à.	367,762	4	6 ½
Sur celles de 1781, à.	417,634	13	4
Total des déficits éprouvés jusqu'alors.	2,605,803	18	2 ¼

Sur quoi il faut déduire pour le produit des remises ou escomptes que l'on avait coutume d'accorder aux Marchands

Ci-contre.	2,605,803	18	2 ¼
ſur les droits qu'ils payoient à la douane, & dont la ſuppreſſion faiſoit partie du bill d'emprunt du 5 Avril 1781. . .	167,000		
Il reſte.	2,772,803	18	2 ¼

Qu'en conſéquence les emprunts & les ſubſides en réſultans s'étaient trouvés inſuffiſants pour ſubvenir aux beſoins prévus, parce qu'il avait fallu y ajouter chaque année de quoi remplir le déficit des taxes impoſées l'année précédente ; que de-là étoit provenue l'impoſſibilité de faire face aux dettes des divers départemens, & l'accumulation d'une dette non fondée, très-conſidérable ; le fond d'amortiſſement ni la taxe des terres & celle de la dreche n'ayant pu ſuffire aux charges dont on les grevait par anticipation.

2°. Que les anciennes taxes avaient elles-mêmes ſouffert une réduction par la diminution ou la perte de pluſieurs branches de commerce, à tel point que, dans l'eſpace d'une ſeule année, le fond d'amortiſſement, compoſé du réſidu de ces taxes, avait baiſſé de 3,000,000 ſter. à 2,600,000 l. ſter.

3°. Que le déficit éprouvé ſur les nou-

velles taxes provenait de deux causes; savoir, de ce que l'intérêt des sommes empruntées commençait à courir six mois avant que la perception des taxes pût avoir lieu, & de l'insuffisance du produit de plusieurs de ces taxes.

4°. Que cependant plusieurs des nouvelles taxes avaient regagné le pair dans l'année lors courante 1782, & que celles imposées en 1776, produisaient un surplus de 24,000 liv. sterl. ensorte qu'en 1782 il ne s'était trouvé sur la masse de toutes les taxes imposées depuis la guerre, qu'un déficit de 395,931 l. 17 s. qui résultait presqu'entiérement des taxes de 1781, dont la perception n'était point encore en vigueur (a).

5°. Qu'au 5 Janvier 1776	*Capitaux.*	*Intérêts & Régie.*
	l. s. d.	l. s. d.
la dette fondée de l'Angleterre se réduisait à.	123,964,500 7 2 ½	
Coûtant pour l'intérêt annuel & les frais de régie.		4,411,826 11 7 ½
Et qu'au 5 Janvier 1782, elle s'élevait à.	177,052,428 18 8	
Dont l'intérêt annuel & les frais de régie coûtaient.		6,688,186 10 5
Accroissement en six ans.	53,087,928 11 5 ½	2,276,359 18 9 ½

(1) Report of the Committée, &c. p. 8 & 9.

6°. Que, dans ces annuités, étaient comprises différentes sommes accordées pour supplément d'intérêt, lesquelles s'éteindroient avec le temps, & n'avaient aucun capital fixe; que ces différens supplémens montaient ensemble à 1,126,621 l. 2 s. 2 d. ½ & consistaient en annuités à longs termes ou viageres.

7°. Que la dette non fondée montait à 23,184,254 l. 1 s. 2 d. ½ sans y comprendre une grande quantité de dettes & fournitures pour la marine & l'armée, dont on n'avait point encore fait la liquidation, & les trois millions d'anticipation votés par le Parlement. Le Comité observa que, dans la dette non fondée, il se trouvait 9,941,988 l. 4 s. 8 d. en bills de l'échiquier, dont l'arriérement provenait des déficits & des retards dans le payement de la taxe des terres & de celle de la dreche.

8°. Que la guerre de l'Amérique avait coûté en six années plus de cent millions sterling, dont plus de vingt millions avaient été dépensés sans l'autorité du Parlement,

ſous prétexte de ſervices imprévus, tels que primes d'engagemens & hautes payes de Matelots & Soldats, navires de tranſports, &c. &c. ainſi qu'il réſultait & des états tenus par les Tréſoriers, & des dettes ſubſiſtantes, & qu'il en réſultait le grand inconvénient de ne pas ſavoir ni déterminer juſqu'où pouvoient aller les dépenſes de la guerre.

D'après tous ces faits qui annonçaient un embarras réel dans les finances de la Nation, & un épuiſement ſenſible dans les diverſes branches de perception & de commerce, l'Angleterre deſira la paix, & ſe détermina à entrer en traité avec les Puiſſances belligérantes. Il eſt probable que ce Royaume n'aurait pu continuer long-temps de ſi grands efforts ſans être entiérement ruiné : les annuités de 3 pour cent étaient tombées à 54; mais auſſi-tôt que les négociations de paix furent entamées, elles remonterent à 68, c'eſt-à-dire, à 8 au-delà du pair de 5 pour cent.

On criait de tous côtés que l'Angleterre allait être entraînée dans une banqueroute

qui n'eut jamais d'égale, & qu'il était impossible d'éviter, parce que les taxes étaient insuffisantes pour faire face aux intérêts des emprunts; on observait, avec une apparence de fondement, que cette Nation ne pouvait réparer les breches faites à son commerce par l'affranchissement de l'Amérique septentrionale, que la diminution du commerce & de la consommation perpétuerait le déficit des taxes, & qu'il faudrait en venir à une réduction forcée d'intérêts qui enleverait pour jamais à ce Royaume la puissance qu'il tire du colosse fragile de son crédit public.

Mais le Commerçant, l'homme d'affaires, le Capitaliste éclairé ne s'effrayèrent point des déclamations du vulgaire; soumettant tout à la justesse du calcul contre lequel la persuasion & l'éloquence ne peuvent rien, ils savaient qu'il restait à l'Angleterre deux leviers capables de remuer le monde, la banque qui multiplie le numéraire, & le représente au même instant en cent lieux différents; le fonds d'amortissement qui est à la fois & la base & le gage de la confiance

publique. Tant que ces deux leviers exifteront, la Nation Anglaife ne perdra ni fon activité ni fon induftrie; les maifons de commerce de l'Amérique Septentrionale ne feront habitées que par les Agens ou les Affociés des Négocians de Londres; les manufactures fleuriront plus que jamais; de nouvelles branches de commerce s'ouvriront; les taxes donneront de l'excédent, & faciliteront les rembourfemens ou la réduction volontaire, foit des intérêts, foit des capitaux fictifs accordés par fupplément dans les emprunts onéreux de 1779, 80 & 81; enfin les annuités à temps s'éteindront & contribueront à la libération de l'Etat.

Mais fi l'Angleterre doit être encore heureufe & floriffante, elle ne peut plus porter d'ombrage à des Peuples voifins; elle eft dans l'impuiffance de recommencer la guerre. L'ordre & l'économie, voilà fes reffources.

La France eft à tous égards dans une fituation bien plus avantageufe. Sa fertilité & fa population, la variété & la qualité

ſupérieure des productions de ſon ſol lui aſſurent la prépondérance ſur toutes les autres Nations de l'Europe. Il ne faut pas de grands efforts d'induſtrie & d'activité pour augmenter ſon commerce ; toutes les branches ſont, pour ainſi dire, naiſſantes, & ſuſceptibles d'accroiſſement & d'amélioration. Le bas Peuple eſt chargé d'impôts ; mais la premiere & la ſeconde claſſe ſont en état de fournir de grandes reſſources. Les revenus de l'Etat ſont immenſes, & peuvent s'accroître ſans recourir à des taxes onéreuſes ; leur perception eſt coûteuſe & embarraſſée, & leur régime déſordonné ; mais quelques jours de bonne adminiſtration ſuffiſent pour y remédier. Le crédit public vient de naître ; mais il ſe ſoutiendra & prendra de grandes forces, ſi l'on ne s'écarte point de ces deux principes : payer à jour fixe tout capital qui ne porte point de rente, ainſi que les intérêts ou rentes de tout capital conſolidé ; employer l'excédent des revenus, & celui qui proviendra de l'extinction des rentes, au rembourſement de tous effets royaux précédemment ſuſpendus.

A l'égard des ſuppreſſions & des réformes partielles auxquelles on s'eſt peut-être trop livré juſqu'à préſent, elles produiſent peu d'utilité réelle & conſument trop de temps. Il faut que la tige d'un arbre ait pris de la conſiſtance avant que l'on s'occupe à en diriger les rameaux.

ETAT de toutes les taxes & impoſitions exiſtantes en Angleterre dans l'année 1782, avec la date de leur établiſſement, & leur net produit dans le cours de ladite année.

N°.	Date		l. ſt.	ſ.	d.
		TAXE des terres à 4 shellings par livre ſterling de leur revenu.	2,250,000		
		Taxe de la dreche. . . .	700,000		
1.	31 Juil. 1716.	Droits ſur les vins.	58,289	18	10 ½
2.		Sur le tabac.	99,647	15	7 ½
3.		Sur les marchandiſes des Indes orientales.	122,279	14	3 ½
4.		Sur les nageoires de baleine.	28	9	
5.	24 Juil. 1714.	Quinze pour cent ſur les mouſſelines.			
6.	29 Sept. 1715.	Droit de 25 l. ſt. par tonneau de vin de France. . . .	14,329	1	5 ½
7.	8 Mars 1716.	Droit additionnel. . . .	85,936	15	11 ½
		TOTAL.	3,330,511	14	4

8.

N°.			l. st.	s.	d.
		Ci-contre.	3,327,512	15	2 ½
8.	10 Juin 1712.	Droit de la dixieme année de la Reine Anne, sur le savon.	198,382	2	11
9.	20 Sept. 1710.	Sur les charbons.	156,837	6	3 ½
10.	31 Juil. 1712.	Demi-subsides.	106,510	17	10 ½
11.	24 Juin 1714.	Sur les couleurs & les épiceries.		2	9 ½
12.	24 Juin 1714.	Sur le café.	11,215	5	6
13.	5 Avril 1759.	Droit additionnel sur le café.	927		
14.	24 Juin 1724.	Droit sur le chocolat. . .	1,510		
15.	5 Avril 1759.	Droit addit. sur le chocolat. .	685		
16.	24 Juin 1745.	Droit sur le thé.	348,165	5	1
17.	6 Févr. 1709.	Sur le poivre & les raisins. .	32,638	4	
18.	24 Juin 1711.	Droit de la 9e année de la Reine Anne, sur les cuirs. . .	128,597	16	10
19.	10 Juin 1712.	Droit additionnel sur les cuirs, l'empois, &c. 10e année de la Reine Anne.	3,096	7	4 ½
20.		Droit additionnel d'excise sur les cuirs, même date. . .	74,781		
21.	31 Juil. 1712.	Demi-subside.	106,510	17	11
22.	31 Juil. 1716.	Imposition additionnelle sur toutes marchandises. . .	79,806	13	10 ½
23.	8 Mars 1711.	Deux tiers de subside additionn.	98,315	15	10
24.	8 Mars 1710.	Droits sur les marchandises exportées.	31,794	10	11
25.	*Idem.*	Droits sur le charbon. . .	103,550	12	9
26.	2 Août 1714.	Charbons exportés. . . .	3,481	14	5 ½
27.	2 Mars 1719.	Droits sur le charbon. . .	89,559	15	7
28.	5 Juil. 1757.	Sur l'exportation du charbon.	5,388	2	½
29.	1 Juin 1765.	Sur l'exportation du charbon & marchandises des Indes orientales.	21,239	6	7 ½
		TOTAL.	4,930,505	13	½

N°.			l. st.	s.	d.
		De l'autre part.	4,930,505	13	½
30.	2 Août 1714.	Droit addit. sur le savon, de la 12e année de la Reine Anne.	144,248	5	9 ½
31.	17 Mai 1697.	Droit additionnel d'excise par ann. de 1706.	154,355		
32	25 Déc. 1705.	Droit de 3,700 liv. sterl. par semaine sur l'excise. . .	185,000		
33.		Les deux septiemes de 9 den. de l'excise.	44,101	8	7
34.		Les cinq septiemes du même droit.	110,253		
35.	25 Mars 1710.	Trois deniers addit. d'excise.	51,383		
36.	10 Juin 1712.	Droit additionn. sur les métaux & l'empois.	28,912		
37.	25 Juin 1737.	Sur les sirops & douceurs. .	10,937		1
38.		Excise des 99 ans.	154,355		
39.		Droit de 700 liv. sterl. par semaine sur le produit de la poste aux lettres. . . .	35,000		
40.	25 Mars 1711.	Droit sur les chandelles. . .	88,692		
41.	1 Mai 1715.	Droit additionnel sur les chandelles.	88,600	8	9
42.	*Idem.*	Droit sur le houblon. . . .	112,653		
43.	1 Mai 1745.	Droits sur les brevets d'apprentissage.	5,069	11	5
44.	10 Juin 1712.	Droits d'étampe sur les gazettes & papiers publics. . . .	41,903	7	4
45.	31 Juil. 1710.	Droit sur le papier. . . .	31,865	17	5
46	24 Juin 1711.	Sur le papier, cartes & dez, 9e année de la Reine Anne.	15,214	19	4
47.	10 Juin 1712.	Sur les polices d'assurance. .	7,174	5	4
		TOTAL.	6,240,223	17	1

N°.			l. st.	s.	d.
		Ci-contre.	6,240,223	17	1
48.	1 Juin 1765.	Droit additionnel sur les assurances.	1,865	16	
49.	1731.	Droit additionnel sur le papier.	35,383		10
50.	1714.	Droit sur les loteries. . . .	14,134	10	6
51.	29 Sept. 1736.	Droit sur l'eau-de-vie. . .	301,140	11	2 ½
52.	21 Av. 1760. } 1 Juil. 1766. }	Droit additionnel sur l'eau-de-vie.	86,658		
53.	21 Janv. 1762.	*Idem.*	16,184		
54.	29 Sept. 1736.	Droit sur les vins inférieurs.	12,979		
55.	25 Mars 1743.	Droit additionnel sur les mêmes vins.	13,735		
56.	25 Mars 1746.	*Idem.*	7,404		
57.	1 Juil. 1751.	*Idem.*	19,991		
58.	21 Avril 1760.	*Idem.*	77,355		
59.	21 Janv. 1762.	*Idem.*	15,300		
60.	29 Sept. 1736.	Droit additionn. sur les esprits & liqueurs fabriqués dans la Grande-Bretagne. . . .	24,870		
61.	25 Mars 1743.	*Idem.*	27,103		1
62.	25 Mars 1746.	*Idem.*	13,633		
63.	1 Juil. 1751.	*Idem.*	40,375		
64.	21 Avril 1760.	*Idem.*	139,844		
65.	21 Janv. 1762.	*Idem.*	27,622		
66.	25 Mar. 1743. } *Id.* 1752. }	Droit sur les permissions de détailler les liqueurs fortes.	70,923	4	
67.	25 Mars 1744.	Droit sur les vins.	52,904	13	4 ½
68.	31 Mars 1763.	Droit additionn. sur les vins.	53,248	2	3 ½
69.	25 Mars 1746.	Droit sur les verres. . . .			
70.	25 Mars 1747.	Sur les carrosses.	95,577	12	6
71.	1 Mars 1747.	Droit additionn. de pondage.	222,371	18	11 ½
		TOTAL.	7,610,826	7	8

N°.				l. st.	s.	d.
			D'autre part.	7,610,826	7	8
72.	5 Avril	1759.	Droit additionnel de pondage.	160,399	6	5
73.	24 Juin	1750.	Droit de timbre.	2,864	1	11
74.	5 Juin	1757.	Droit additionnel sur le papier.	71,481	4	9
75.		1759.	*Idem.*	9,443	6	2
76.		1762.	*Idem.*	426	14	5
77.		1765.	*Idem.*	966	11	3
78.	29 Sept.	1715.	Sur la vente des draps étrangers.	435		10
79.	5 Juil.	1756.	Sur la vaisselle d'argent. . . .			
80.	15 Avril	1756.	Droit additionnel sur les cartes & les dez.	8,369	14	7
81.		1756.	Droit sur les permissions de vendre de la bierre. . . .	56,617	9	4
82.	5 Juil.	1757.	Sur les permissions de vendre du vin.	18,374	5	4
83.	5 Juil.	1758.	Sur les permissions de vendre de la vaisselle d'argent. . .	6,687	11	9
84.	5 Avril	1759.	Sur le sel.	232,180	14	3
85.	8 Févr.	1760.	Droit additionnel sur la dreche.	354,188		
86.	24 Janv.	1761.	Droit de 3 schelings additionnels d'excise sur la bierre. .	490,676		
87.	29 Sept.	1764.	Sur les sucres.	885	15	5
88.	24 Juin	1763.	Sur la gomme du Sénégal. . . .			
89.	*Id.*	1765. 1774.	Droit additionn. sur la gomme.	75	8	11
90.	5 Juil.	1766.	Droit sur le cidre.	15,708		
91.	1 Août	1766.	Droit sur les soies travaillées aux Indes.	4,419		
92.	*Idem.*		Sur les sucres & sur les batistes.	818		1
93.	*Idem.*		Sur les crêpes de deuil, &c. . .	4,000		
94.	*Idem.*		Sur les melasses, sirops, &c. . .	170	2	2
			TOTAL.	8,150,012	15	4

N°.			l. ſt.	ſ.	d.
		Ci-contre.	9,050,012	15	10
95.	1 Août 1767.	Sur les toiles groſſieres, &c. .	3,106	5	6
96.	*Idem.*	Sur les cannevas & linons. .	5,825	4	2 ½
97.	1772.	Sur l'exportation du riz. . .	1	11	1
98.	1773.	Droit additionnel ſur les riz. .	7	1	4 ½
99.		Droit de marque ſur les eaux-de-vie.	243		8 ½
100.		Sur les vins.	4,150	19	6 ½
101.	25 Mars 1725.	Sur les marchandiſes de peu de valeur importées en Angleterre.	124	5	1
102.	25 Mars 1725.	Sur les pommes importées. .	2	5	4
103.	29 Sept. 1715.	Droit de 4 ½ pour % ſur les plantations.	16,005	15	8
104.	23 Juin 1710.	Droit ſur les Colporteurs & Gazetiers.	4,098	13	4
105.	1 Août 1711.	Sur les fiacres.	11,022	17	10
106.		Sur les chaiſes de poſte. . .			
107.		Sur les prémices ou annates.	4,371	4	7 ½
108.		Dîme du Clergé.	9,890		3
109.	14 Juil. 1724.	6 deniers pour livre ſur les penſions.	39,060		
110.	1 Août 1767.	Droit ſur l'exportation du riz.	0	0	0
111.	5 Avril 1758.	Eſcomptes ſur les ſalaires des Employés.	28,261	12	3 ½
112.	25 Mars 1747.	Droit ſur les maiſons & les fenêtres.	0	0	0
113.	5 Avril 1758.	*Idem.*	0	0	0
114.	5 Avril 1762.	Droit ſur les fenêtres. . . .	0	0	0
115.	10 Oct. 1766.	Sur les maiſons & fenêtres. .	401,270	19	3
116.		Diſpenſe de milice dans l'iſle de Wight.	0	0	0
		TOTAL.	9,577,354	11	10

N°.			l. st.	s.	d.
		D'autre part.	9,577,354	11	10
117.	25 Oct. 1760.	Subside additionnel. . . .	286,245	6	1
118.	Même date.	Droit sur les successions. . .	266,524	1	6
119.		Sur les saisies.	69,039	19	4 ½
120.		Offres des Sherifs.	558	19	
121.		Sur la poste aux lettres. . .	50,000		
122.		Sur les lanternes & fanaux. .	0	0	0
123.		Sur le greffe des aliénations.	1,427	16	
124.		Sur les confiscations & forfaitures.	587	12	1 ½
125.		Rente des mines d'alun. . .	960		
126.		Sur les compositions de métaux.		3	4
127.		Transports des baux à ferme.	2,500		
128.		Droit sur les sucres, antérieur à 1764.	466	4	1 ½
129.	1 Août 1764.	Sur les papiers & les verres importés de l'Amérique en Angleterre.	0	0	0
130.	1715.	Droits énumérés.	0	0	0
131.	24 Juin 1714.	Droit additionnel sur les épiceries.	138	17	4
132.		Contribution du Comté de Nottingham pour être dispensé de milice.	0	0	0
133.		Contribution du Comté d'Oxford pour le même objet.	0	0	0
134.	5 Juil. 1776.	Droit addit. sur les carosses.	22,801		
135.		Droit additionnel de timbre. .	54,775		
136	1752.	Droit sur la gomme du Sénégal.	6	19	7 ½
137	5 Juil. 1776.	Droit additionnel sur les cartes & les dez.	8,075	7	1
		TOTAL.	10,341,563	10	½

N°.			l. ft.	f.	d.
		Ci-contre.	10,341,563	10	½
138.		Octroi.	0	0	0
139.	5 Juil. 1777.	Droit additionnel de timbre.	42,530	10	5
140.	Même date.	Droit fur les verres. . . .	82,922	3	6
		Sur les encheres.	39,385		
		Sur les Domeftiques mâles. .	34,300	19	½
141.	1 Juin 1720.	Droit fur l'argenterie travaillée.	0	0	0
142.		Rum de Terre-Neuve. . . .	0	0	0
143.	5 Avril 1778.	Droit additionnel fur les vins.	51,937	7	3 ½
144.	5 Avril 1779.	Droit additionnel de 5 pour % fur les douanes.	140,036	15	11 ½
145.	2 Août 1779.	Droit additionnel de timbre.	21,146	13	3
146.	6 Juil. 1780.	Droit fur la vente du thé. .	8,088		
147.		Droit additionnel fur l'empois.	23,008	2	8
148.	5 Juil. 1780.	Sur les firops & douceurs. .	5,471		
149.	30 Mai 1780.	Sur l'eau-de-vie.	71,747		
150.	Même date.	Sur les vins inférieurs. . . .	12,809		
151.		Sur les liqueurs fortes fabriquées en Angleterre. . .	22,083		
152.	10 Mai 1780.	Sur les vins.	49,441	5	9 ½
153.	1 Juin 1780.	Droit additionnel de timbre.	11,243	3	3
154.	10 Mai 1780.	Droit additionnel fur le fel.	58,044	19	3 ½
155.	30 Mai 1780.	Sur la dreche.	332,507	5	7
156.	5 Avril 1779.	Droit additionnel de 5 & de 15 pour % fur l'excife. . . .	152,623		
157.	1780.	Droit de 15 pour %. . . .	42,937		
158.		Droit fur les chevaux de pofte.	0	0	0
159.	1 Août 1780.	Droit additionnel fur les chevaux de pofte.	92,638	3	6
160.	1780.	Droit additionnel de 5 pour % fur les douanes.	234	14	4 ½
		TOTAL.	11,616,698	18	

N°.				l. st.	s.	d.
			D'autre part.	11,616,698	18	0
161.		1780.	Droit sur la laine & le coton.	6,307	13	11 ½
162.	1 Janv.	1781.	Droit additionnel sur le tabac.	16,242	14	9 ²⁄₁
163.			*Houses per baux.*			
164	5 Juil.	1778.	Droit addit. sur les maisons.	114,097	9	11 ½
165	5 Avril	1781.	Sur le tabac & les sucres. .	276,513	10	10 ½
166.	24 Juin	1781.	Droit sur le ver de gris. . .	1	16	
167.	5 Juil.	1781.	Sur le cacao brut.	4,651		
168.		1781.	Droit additionnel sur le même.	2,256		
169.		1781.	Taxe additionnelle de 5 pour % de l'excise.	81,558		
170.	21 Mai	1781.	Taxe additionnelle sur les Domestiques mâles. . .	55,604		
171	24 Juin	1781.	Droit sur les almanachs. . .	1,499		
172.			Droit de 1747 sur les maisons & les fenêtres.	519	11	11 ½
			TOTAL du net produit en 1782 des impôts alors existans dans le Royaume d'Angleterre. . . .	12,195,949	16	4 ½

En ajoutant le montant des taxes affectées aux emprunts de 1782 & de 1783, & celles qu'il faudra établir pour éteindre la dette non fondée, dont il reste encore environ 25 millions au 1er. Janvier 1784, on verra que le Peuple de l'Angleterre supporte incomparablement plus de taxes qu'aucun autre Peuple.

Cet état démontre qu'indépendamment du déficit ou de l'insuffisance des nouvelles taxes, le produit des anciennes avoit con-

fidérablement diminué ; ce qui fourniffait la preuve d'une diminution proportionnée dans le commerce, les manufactures & les confommations. Par exemple ;

Le droit fur les vins, formant le premier article, avait produit en 1776, 84,119 l. 11 f. 7 d., & en 1782, il fe réduifait à 58,289 l. 18 f. 10 d. $\frac{1}{2}$; ce qui prouve un tiers de différence fur la confommation des vins dans l'intervalle de fix années. Le droit de 15 pour $\frac{0}{0}$ fur les mouffelines, porté au cinquieme article, & qui n'a rien produit en 1782, avait monté en 1776 à 9,432 l. 13 f. 5 d. $\frac{1}{2}$.

Le droit de 1745 fur les thés, qui s'élevait en 1780 à 594,806 liv. était tombé dans une feule année à 348,165 l. 5 f. 1 d.

Le droit fur l'argenterie, qui produifait en 1776 près de 12000 l. ft. s'était réduit à rien.

Les droits de 1765, fur la gomme, s'étaient réduits en fix ans de 5,000 l. ft. à zéro, par la conquête que les Français avaient faite du Sénégal.

Prefque toutes les branches d'impofitions

avaient souffert depuis la guerre, & il n'y avait point de victoire qui pût balancer ce désavantage.

La paix seule pouvait ramener le pair & sauver la Nation. L'état futur du net produit des impositions, comparé avec les charges auxquelles ces impositions doivent subvenir, sera le thermometre qui marquera l'instant où l'Angleterre pourra entreprendre ou soutenir de nouvelles guerres; mais cet instant est encore éloigné.

ETAT de la dette fondée de l'Angleterre au 5 Janvier 1782, avec l'intérêt annuel & les frais de régie.

CET Etat est traduit du rapport dressé par le Comité de la Chambre des Communes, nommé pour approfondir l'état de la Nation au commencement de l'année 1783.

ECHIQUIER. N°.	CAPITAUX de la dette. l.	s.	d.	INTÉRÊT annuel. l.	s.	d.	FRAIS de régie. l.	s.	d.
1. Annuités à long terme, étant le reste de la somme originairement fournie à la compagnie de la mer du Sud.	1,836,275	17	10 ½	131,203	12	8	5,250		

N°.	Capitaux de la dette. l.	s.	d.	Intérêt annuel. l.	s.	d.	Frais de régie. l.	s.	d.
Ci-contre. . . .	1,836,275	17	10 ½	131,203	12	8	5,250		
2. Annuités à vie & bénéfices de survie, étant le reste de la somme originairement fournie. . . .	15,442	17	1 ½	1,081					
3. Annuités pour deux ou trois vies restantes de ce qui a été éteint par la mort.	67,255	8	2 ½	8,207	12				
4. Bills de l'échiquier faits pour remplacer les intérêts des anciens bills. .	2,200								
5. Annuités à vie, avec bénéfices de survie, accordées par acte de la 5e. année de George II, étant la somme originairement fournie. . .	18,000			540					
COMPAGNIE DES INDES.	1,937,174	3	2 ½	141,032	4	8	5,250		
6. Par deux actes du Parlement de la 9e année de Guillaume III, & deux autres actes de la 6e & de la 9e année de la Reine Anne, il a été emprunté à 3 pour cent par an. .	3,200,000			96,000			1,285	14	4
7. Annuités à 3 pour cent par an créées en 1744, & affectées sur la taxe des vins inférieurs, esprits & liqueurs fortes. . .	1,000,000			30,000			401	15	8
TOTAL.	6,139,174	3	2 ½	267,032	4	8	6,937	10	

N°,	Capitaux de la dette. l.	s.	d.	Intérêt annuel. l.	s.	d.	Frais de régie. l.	s.	d.
D'autre part. . . .	6,139,174	3	$2\frac{1}{2}$	267,032	4	8	6,937	10	
BANQUE D'ANGLETERRE.									
8. Pour son fonds primitif à 3 pour cent par an. .	3,200,000			100,000					
9. Pour racheter les bills de l'échiquier de la 3ᵉ année de Georges II. . . .	500,000			15,000					
10. Acquis de la Compagnie de la mer du Sud. . .	4,000,000			120,000			1,898	3	5
11. Annuités à 3 pour cent par an, affectées sur le surplus du fonds de la loterie de 1714. . , . .	1,250,000			37,500					
12. Annuités à 3 pour cent an, affectées sur la taxe du charbon depuis 1719.	1,750,000			52,500					
13. Annuités à 3 pour cent sur le droit de vendre des liqueurs fortes, imposé en 1746.	986,000			29,600					
14. Annuités à 3 pour cent, affectées sur le *Sinking-Fund* par les actes de la 25, 28, 29, 32 & 33ᵉ. années du regne de George II.	39,920,924	1	$9\frac{1}{2}$						
15. Annuités à 3 pour cent sur les offices & pensions, & sur les maisons & les fenêtres, par actes de la 31ᵉ année de George II & de de la 6ᵉ. de George III.	480,772	3	$3\frac{1}{2}$						
TOTAL.	58,226,870	8	$3\frac{1}{2}$	621,632	9	8	8,835	13	5

N°.	CAPITAUX de la dette. l.	s.	d.	INTÉRÊT annuel. l.	s.	d.	FRAIS de régie. l.	s.	d.
Ci-contre.	58,226,870	8	$3\frac{1}{2}$	621,632	4	8	8,835	13	5
16. Annuités à 3 pour cent sur la taxe des maisons inhabitées, & les droits additionnels des vins & vinaigres par acte de la 18[e] année de George III. .	6,000,000								
17. Annuités à 3 pour cent sur les chevaux de poste, le subside addition. le droit addit. d'excise, & le droit addit. de timbre, par acte de la 19[e] année de George III. . .	7,000,000			} 2,142,050	17	9	29,882	13	7
18. Annuités à 3 pour cent par an en vertu d'un acte de la 21[e] année de George II, portant emprunt de 12,000,000 l. avec 5c pour cent du capital, le tout chargé sur le fonds d'amortissement. . .	18,000,000								
19. Annuités à 3 pour cent, consolidées par divers actes de la 28[e] année de George II, & surchargées sur le fond d'amortissement.	37,340,073	16	4	1,120,202	4	3	21,003	15	$9\frac{1}{2}$
20. Annuités à 3 pour cent par an sur les offices & pensions par acte de la 31[e] année de George II, &									
TOTAL.	92,566,944	4	$7\frac{1}{2}$	2,76,3713	2	5	59,722	2	$9\frac{1}{2}$

N°.	Capitaux de la dette. l.	s.	d.	Intérêt annuel. l.	s.	d.	Frais de régie. l.	s.	d.
Dautre part.	92,566,944	4	7 $\frac{1}{2}$	2,763,713	6	8	59,522	2	9 $\frac{1}{2}$
droit des maisons & des fenêtres, par acte de la 6[e] année de George III.	4,500,000			157,500			2,531	5	
21. Annuités à 4 p. cent pour dix ans, à compter du 5 Avril 1777, sur le fonds d'amortissement, par acte de la dix-septieme année de George III. . . .	5,000,000								
22. Ann. à 4 p. cent pour sept ans & demi, à compter du 5 Janv. 1780, affectées sur la taxe addit. de la dreche & autres droits, par acte de la 20[e] année de George III. . . .	12,000,000			800,000			9,562	10	
23. Annuités à 4 p. cent accordées aux souscripteurs de l'emprunt de 12 millions pour le service de 1781, par acte de la 21[e] année de George III. . . .	3,000,000								
Annuités à vie ou à termes, accordées lors des emprunts pour supplément d'intérêts.									
Annuit. accordées aux souscripteurs de l'emprunt de 1745. réduites par mort à 13,104 l. 5 s.									
Aux souscripteurs de la lote-									
TOTAL.	151,066,944	4	7 $\frac{1}{2}$	4,841,385	6	8	71,815	17	9 $\frac{1}{2}$

	Capitaux de la dette.			Intérêt annuel.			Frais de régie.		
	l.	f.	d.	l.	f.	d.	l.	f.	d.
Ci-contre.	151,066,944	4	7 ½	4,841,385	6	8	71,815	17	9 ½
rie de 1746, réduites par mort à. . . . . . 24,400 l. 10 f.									
Aux fouscripteurs de la loterie de 1757, réduites par mort à. . . . . . 27,069 l.									
Annuités de 99 ans aux fouscripteurs de l'emprunt de 1761. . . 130,53 l. 10 f. 3 d.									
Annuités d'un p. cent pour 98 ans aux fouscripteurs de 1762. . . 121,687 l. 10 f.									
Annuités de demi pour cent pour dix ans accordées aux fouscripteurs de l'emprunt de 1777. . . 25,351 l. 11 f. 3 d.									
Annuités de trente ans ou à vie, aux fouscripteurs de l'emprunt de fix millions en 1778 ci. . . . . . 152,069 l. 6 f.									
Annuités de 29 ans aux fouscripteurs de l'emprunt de 1779. . . 266,116 l. 12 f. 2 d.									
Annuités de 80 ans aux fouscripteurs de l'emprunt de 1780. . 220,558 l. 11 f. 10 d.									
Lefquelles annuit. accroiffent l'intérêt annuel, mais ne peuvent être ajoutées au capital de la dette nationale, ci .	. . . . .	.	. .	967,751	15		12,587	1	6 ½
Total.	151,066,844	4	7 ½	5,809,137	1	8	84,402	18	3

	Capitaux de la dette.			Intérêt annuel.			Frais de régie.		
	l.	s.	d.	l.	s.	d.	l.	s.	d.
D'autre part.	151,066,944	4	7 $\frac{1}{2}$	5,809,137	1	8	84,402	18	3
COMPAGNIE DE LA MER DU SUD.									
Son fonds originaire consolidé par acte de la neuvieme année de George Ier. . . .	24,065,084	13	11 $\frac{1}{2}$	721,952	10	9	14,022	3	2
Annuités à 3 pour cent de l'emprunt de 1751, affectées sur le fond d'amortissement.	1,919,600			57,588			1,079	15	6
TOTAL.	177,051,628	18	7	6,588,677	12	5	99,504	18	

Il faut ajouter à ces sommes les 19,500 l. consolidées pour obtenir douze millions en 1782; les quinze millions donnés pour obtenir 12 millions en 1783, & l'emprunt qui sera fait en 1784 pour éteindre les 25 millions de la dette non fondée; ce qui fera monter la totalité de la dette nationale à environ deux cents quarante millions sterl. & l'intérêt annuel, en y joignant les frais de régie, à huit millions quatre cents mille livres sterling ou environ.

FIN.

DE L'IMPRIMERIE DE COUTURIER, 1784.